



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

*Edition n° 21 du 12 juillet 2013*

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :  
***[www.meurthe-et-moselle.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr)***
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 12 juillet 2013

## SOMMAIRE

<b>ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....</b>	<b>758</b>
<b>SOUS-PREFECTURE DE BRIEY.....</b>	<b>758</b>
Bureau des réglementations et des relations avec les collectivités locales.....	758
Arrêté de mandatement d'office du 4 juillet 2013 au profit de la commune de Tucquegnieux.....	758
<b>SOUS PREFECTURE DE LUNEVILLE.....</b>	<b>758</b>
Bureau de l'action locale et des affaires interministérielles.....	758
Arrêté du 3 juillet 2013 portant modification de la composition de la commission départementale de présence postale territoriale (CDPPT).....	758
Arrêté du 5 juillet 2013 portant nomination du trésorier de Lunéville en qualité de comptable de la régie personnalisée la Méridienne.....	759
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>759</b>
<b>DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES.....</b>	<b>759</b>
Bureau de la citoyenneté.....	759
Arrêté du 9 juillet 2013 portant renouvellement d'une habilitation funéraire à TUCQUEGNIEUX (54640).....	759
<b>DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....</b>	<b>760</b>
Bureau des affaires budgétaires et financières.....	760
Arrêté du 1er juillet 2013 portant nomination d'un régisseur titulaire de la régie d'Etat pour percevoir le produit des amendes forfaitaires à BACCARAT.....	760
Arrêté du 1er juillet 2013 portant nomination d'un régisseur titulaire de la régie d'Etat pour percevoir le produit des amendes forfaitaires à JARVILLE-LA-MALGRANGE.....	760
Arrêté du 1er juillet 2013 portant nomination d'un régisseur titulaire de la régie d'Etat pour percevoir le produit des amendes forfaitaires à JOEUF.....	761
Arrêté du 1er juillet 2013 supprimant la régie de recettes de l'Etat créée auprès de la police municipale de la commune de TOUL.....	762
<b>DIRECTION DE L'ACTION LOCALE / AGENCE REGIONALE DE SANTE.....</b>	<b>762</b>
Bureau des procédures environnementales / Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle.....	762
Arrêté inter-préfectoral du 26 juin 2013 portant :.....	762
Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel par le forage du Trupt pour l'alimentation en eau du centre de vacances de l'association Notre Dame du Trupt s'étendant à Bionville (54), Luvigny (88) et Raon-sur-plaine (88) en vue de la consommation humaine.....	762
Arrêté du 2 juillet 2013 portant :.....	764
1°) Déclaration d'utilité publique.....	764
a) des travaux de dérivation des eaux par les captages de la source de Malin-Vezey et de la source des Puits, sur et au bénéfice de la commune de Beuvezin.....	764
b) d'établissement des périmètres de protection de ces points d'eau.....	764
2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.....	764
<b>DIRECTION DE L'ACTION LOCALE / DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....</b>	<b>767</b>
Bureau des procédures environnementales / Service environnement, eau, biodiversité.....	767
Arrêté N°54-2011-00223 du 2 juillet 2013 portant autorisation au titre de l'article L. 214-3 et déclaration d'intérêt général au titre de l'article L. 211-7 du code de l'Environnement concernant le programme de restauration du ruisseau de la Queue de Sompierre – commune de FAVIERES.....	768
Arrêté N°54-2011-00124 portant autorisation au titre de l'article L. 214-3 et déclaration d'intérêt général au titre de l'article L. 211-7 du code de l'environnement concernant le programme de renaturation du ruisseau de GROSROUVRES - communes de BERNECOURT et GROSROUVRES.....	770
<b>DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....</b>	<b>773</b>
Bureau de l'interministérialité.....	773
Arrêté N° 13.BI.17 du 5 juillet 2013 accordant délégation de signature à Mme Roxane THOMAS, chef du service interministériel de la communication.....	773
Arrêté N° 13.BI.18 du 5 juillet 2013 accordant délégation de signature dans le cadre de la permanence du week-end de l'Assomption 2013.....	773
Arrêté N° 13.BI.19 du 11 juillet 2013 accordant délégation de signature à M. Michel PROSIC, sous-préfet, directeur de cabinet.....	774
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....</b>	<b>775</b>
<b>DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST.....</b>	<b>776</b>
<b>DIVISION EXPLOITATION DE METZ.....</b>	<b>776</b>
Arrêté N° 2013-DIR-Est -M-54-059 du 5 juillet 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réhabilitation des chaussées de l'autoroute A31, sens Beaune-Luxembourg, entre les PR 257+300 et 259+800.....	776
Arrêté N° 2013-DIR-Est -M-54-060 du 5 juillet 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux d'élargissement de la bretelle de Brabois sur A33.....	779
<b>AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....</b>	<b>781</b>
<b>DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE.....</b>	<b>781</b>
Service Produits de Santé et Biologie.....	781
Arrêté n°2013-0654 du 27 juin 2013 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée SELAS « Laboratoire SIEST » sise 248 avenue Henri Dunant à Pont-à-Mousson (54700) - enregistrée sous le N°06.....	781
Arrêté N° 2013-0655 du 27 juin 2013 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multi-sites exploité par la SELAS « Laboratoire SIEST » sise 248 avenue Henri Dunant à Pont-à-Mousson (54700) - autorisation N° 54-73.....	782
Arrêté n°2013-0657 du 1er juillet 2013 Portant autorisation pour la S.A. « BASTIDE Le confort médical », de dispenser, à domicile, de l'oxygène à usage médical pour son site de rattachement situé à AUGNY (57685).....	783
Arrêté ARS n° 2013-0675 du 4 juillet 2013 portant modification des éléments figurant dans l'autorisation de la pharmacie à usage intérieur de l'Institut de cancérologie de Lorraine Alexis Vautrin.....	783
N° FINESSE.....	783
Entité juridique – 540003019.....	783
Etablissement - 540001286.....	783
<b>DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....</b>	<b>784</b>
<b>DIRECTION.....</b>	<b>784</b>
Arrêté n° 22/2013 du 11 juillet 2013 portant délégation de signature de Madame Danièle GIUGANTI en matière d'actions d'inspection de la législation du travail.....	784
Arrêté n° 26/2013 du 11 juillet 2013 portant délégation de signature de Madame Danièle GIUGANTI en matière d'actions d'inspection de la législation du travail.....	785
<b>UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>785</b>
Décision du 4 avril 2013 portant refus d'inscription d'un organisme de services à la personne - Monsieur Sidney MALGRAS, auto entrepreneur, à SIONVILLER (54300).....	785
<b>POLE C - SERVICE METROLOGIE.....</b>	<b>786</b>
<b>DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE.....</b>	<b>786</b>
<b>PREVENTION DES RISQUES.....</b>	<b>786</b>
Arrêté N° 2013 - 001 du 3 juillet 2013 portant reconnaissance du service inspection Centre de Production Thermique EDF de Blénod-les-Pont-à-Mousson.....	786
<b>DIRECTION REGIONALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS DE LORRAINE.....</b>	<b>787</b>
Décision du 9 juillet 2013 de fermeture définitive d'un débit de tabac à LAXOU.....	787
Décision du 9 juillet 2013 de fermeture définitive d'un débit de tabac à TIERCELET.....	787
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES.....</b>	<b>787</b>
Décision de subdélégation de signature du 1er juillet 2013 en matière d'ordonnancement secondaire.....	787
Arrêté du 1er juillet 2013 portant subdélégations de signature en matière domaniale.....	788
Décision de délégations spéciales de signature du 1er juillet 2013 pour les missions rattachées.....	788
Décision de délégations spéciales de signature du 1er juillet 2013 pour le pôle pilotage ressources.....	789
Arrêté du 1er juillet 2013 portant délégation de signature en matière de gestion et d'évaluations domaniales.....	789

<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....</b>	<b>790</b>
<b>ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE.....</b>	<b>790</b>
Arrêté DDT-NBP 2013/07 du 21 juin 2013 d'agrément du président et du trésorier d'une association agréée pour la pêche et la protection des milieux aquatiques.....	790
<b>AGRICULTURE - FORET - CHASSE.....</b>	<b>791</b>
Arrêté 2013/DDT54/AFC/Association foncière/276 du 17 juin 2013, adoptant les statuts d'office de l'association foncière de BARISEY LA COTE.....	791
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 286, du 27 juin 2013, concernant l'exploitation d'un bien agricole à BENNEY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3484.....	791
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 287, du 27 juin 2013, concernant l'exploitation d'un bien agricole à BENNEY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3538.....	792
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 288, du 27 juin 2013, concernant l'exploitation d'un bien agricole à BENNEY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3552.....	792
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 289, du 27 juin 2013, concernant l'exploitation d'un bien agricole à BENNEY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3547.....	793
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 290, du 27 juin 2013, concernant l'exploitation d'un bien agricole à BENNEY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3551.....	794
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 291, du 27 juin 2013, concernant l'exploitation d'un bien agricole à BENNEY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3592.....	795
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 292, du 27 juin 2013, concernant l'exploitation d'un bien agricole à HARAUCOURT - BUISSONCOURT - LENONCOURT - REMEREVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3500.....	795
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 293, du 27 juin 2013, concernant l'exploitation d'un bien agricole à BUISSONCOURT - REMEREVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3556.....	796
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 294, du 27 juin 2013, concernant l'exploitation d'un bien agricole à BUISSONCOURT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3571.....	796
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 295, du 27 juin 2013, concernant l'exploitation d'un bien agricole à MERVILLER - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3434.....	797
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 296, du 27 juin 2013, concernant l'exploitation d'un bien agricole à MERVILLER - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3390.....	798
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 297, du 27 juin 2013, concernant l'exploitation d'un bien agricole à SPONVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3461.....	798
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 298, du 27 juin 2013, concernant l'exploitation d'un bien agricole à BOISMONT - SAINT SUPPLET - LAIX - CHENIERES - VILLE AU MONTOIS - BASLIEUX - BAZAILLES - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3496.....	799
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 299, du 27 juin 2013, concernant l'exploitation d'un bien agricole à BEUVEZIN - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3539.....	799
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 300, du 27 juin 2013, concernant l'exploitation d'un bien agricole à JOUAVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3544.....	800
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 301, du 27 juin 2013, concernant l'exploitation d'un bien agricole à BLENOD LES TOUL - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3548.....	800
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 302, du 27 juin 2013, concernant l'exploitation d'un bien agricole à COLMEY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3534.....	801
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 303, du 27 juin 2013, concernant l'exploitation d'un bien agricole à REPAIX - IGNEY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3562.....	801
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 304, du 27 juin 2013, concernant l'exploitation d'un bien agricole à FOUG - ECROUVES - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3470.....	802
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 305, du 27 juin 2013, concernant l'exploitation d'un bien agricole à VANDELAINVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3574.....	803
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 306, du 27 juin 2013 - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3559.....	803
Arrêté N° 361 du 3 juillet 2013 prononçant une application du régime forestier territoire communal de Lachapelle.....	804
<b>TRANSPORTS - SECURITE.....</b>	<b>804</b>
Arrêté 2013/DDT/TS/027 du 5 juillet 2013 relatif à la réalisation de travaux d'entretien courant sur le réseau concédé des Autoroutes Paris-Rhin-Rhône.....	804
Unité Education routière.....	805
Arrêté du 23 mai 2013 de retrait d'autorisation d'enseigner pour M. ZAITER.....	805
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE.....</b>	<b>805</b>
<b>SOLIDARITE INSERTION.....</b>	<b>805</b>
Arrêté N° DDSC/SI/2013-47 du 28 juin 2013 portant retrait d'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs.....	805
Arrêté N° DDSC/SI/2013-39 du 28 juin 2013 portant rejet d'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs.....	806
Arrêté N° DDSC/SI/2013-35 du 28 juin 2013 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs.....	806
Arrêté N° DDSC/SI/2013-36 du 28 juin 2013 portant rejet d'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs.....	807
Arrêté N° DDSC/SI/2013-34 du 28 juin 2013 portant rejet d'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs.....	807
Arrêté N° DDSC/SI/2013-38 du 28 juin 2013 fixant la liste des mandataires judiciaires à la Protection des Majeurs du département de Meurthe-et-Moselle.....	808
Arrêté N° DDSC/SI/2013-08 du 1er juillet 2013 portant retrait d'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs.....	811
Arrêté N° DDSC/SI/2013-37 du 1er juillet 2013 portant rejet d'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs.....	812
<b>AUTRES SERVICES.....</b>	<b>812</b>
<b>MISSION NATIONALE DE CONTROLE ET D'AUDIT DES ORGANISMES, DE SECURITE SOCIALE.....</b>	<b>812</b>
<b>ANTENNE DE NANCY.....</b>	<b>812</b>
Arrêté S.G.A.R. n° 2012 - 207 en date du 2 juillet 2013 modificatif n° 1 à l'arrêté portant nomination des membres du conseil de la de l'Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurance Maladie (UECAM) du Nord-Est.....	812
<b>L'AUTRE CANAL.....</b>	<b>813</b>
Décision n° 67 - 2013 du 3 juillet 2013 - Attribution du Marché à Procédure Adaptée pour la Prestation Graphiste « Création et mise en page des supports d'information et de communication de L'Autre Canal ».....	813
<b>CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....</b>	<b>813</b>
Délégation de signature du 3 juillet 2013.....	813
Délégation de signature du 10 juillet 2013.....	814
<b>AVIS ET COMMUNICATIONS.....</b>	<b>815</b>
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....</b>	<b>815</b>
<b>DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....</b>	<b>815</b>
AVIS relatif à l'extension d'un avenant salarial à la convention collective de travail concernant les exploitations de polyculture et d'élevage du département de Meurthe-et-Moselle.....	815
AVIS relatif à l'extension d'un avenant salarial à la convention collective concernant les exploitations horticoles et pépinières du département de Meurthe-et-Moselle.....	815

**ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES****SOUS-PREFECTURE DE BRIEY***Bureau des réglementations et des relations avec les collectivités locales***Arrêté de mandatement d'office du 4 juillet 2013 au profit de la commune de Tucquegnieux**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 80-539 du 16 juillet 1980 modifiée relative aux astreintes prononcées en matière administrative et à l'exécution des jugements par les personnes morales de droit public ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la lettre de Monsieur le Directeur Général des Finances Publiques en date du 19 juin 2013, demandant au préfet de Meurthe-et-Moselle de mettre en œuvre une procédure de mandatement d'office à l'encontre de la commune de Mairy-Mainville pour obtenir le paiement de la somme de 800,00 €, relative à la contribution financière aux écoles de Tucquegnieux pour l'année scolaire 2009-2010 ;

CONSIDÉRANT le non-paiement de cette dépense par la commune de Mairy-Mainville, à ce jour ;

CONSIDÉRANT que les crédits disponibles au chapitre 011 « charges à caractère général » du budget de la collectivité sont insuffisants ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Une somme de 800,00 € (huit cents euros), représentant les sommes dues au titre de l'article L 2321-2 du code général des collectivités territoriales, sera prélevée sur le budget 2013 de la commune de Mairy-Mainville au profit de la commune de Tucquegnieux, en vue d'assurer l'exécution de la demande de la direction générale des finances publiques. Cette somme sera imputée au chapitre 011 – compte 6227 « frais d'actes et de contentieux ».

**Article 2** : Le présent arrêté vaut mandatement d'office à l'encontre de la commune de Mairy-Mainville, en application de la loi n° 80-539 du 16 juillet 1980 modifiée relative aux astreintes prononcées en matière administrative et à l'exécution des jugements par les personnes morales de droit public.

**Article 3** : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Briey et le directeur départemental des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au maire de Mairy-Mainville ainsi qu'au trésorier du Jarnisy et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 4 juillet 2013

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général

chargé de l'intérim du Sous-Préfet de Briey,

Jean-François RAFFY

**SOUS PREFECTURE DE LUNEVILLE***Bureau de l'action locale et des affaires interministerielles***Arrêté du 3 juillet 2013 portant modification de la composition de la commission départementale de présence postale territoriale (CDPPT)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code des postes et des communications électroniques;

VU la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 modifiée relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Telecom ;

VU la loi n° 95-115 du 4 février 1995 modifiée d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire ;

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU la loi n° 2005-516 du 20 mai 2005 modifiée relative à la régulation des activités postales ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2006-1239 du 11 octobre 2006 relatif à la contribution de La Poste à l'aménagement du territoire ;

VU le décret 200-310 du 5 mars 2007 relatif au fonds national de péréquation territoriale ;

VU le décret n° 2007-448 du 25 mars 2007 relatif à la composition, aux attributions et au fonctionnement des commissions départementales de présence postale territoriale ;

VU la circulaire de M. le Secrétaire d'État à l'Industrie du 3 septembre 1998, relative à la mise en place de commissions départementales de présence postale territoriale ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 juin 2008, modifié le 18 juin 2010, le 5 novembre 2010, le 31 mai 2011 et le 22 novembre 2011 portant création de la commission départementale de présence postale territoriale ;

VU la délibération du Conseil Régional de Lorraine en date du 28 mai 2010 ;

VU la délibération du Conseil Général en date du 31 mars 2011 ;

VU l'attestation de la Délégation Régionale du Groupe La Poste Lorraine en date du 26 juin 2013 ;

VU la lettre du 31 mai 2013 de la présidente de l'association des maires de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

**ARRETE**

**Article 1er** : L'article 5 de l'arrêté préfectoral du 10 juin 2008 est ainsi rédigé :

La commission départementale de présence postale territoriale est composée comme suit :

4 représentants des communes du département :

- Monsieur Laurent GARCIA,

Maire de

54520 LAXOU

représentant les zones urbaines sensibles

- Monsieur Ennio BAZZARA

Vice-président de la communauté de communes du Grand Couronné

Maire de

54280 MONCEL SUR SEILLE  
représentant les groupements de commune  
- Monsieur Jean-Pierre CARRIERE  
Maire de  
54760 FAULX  
représentant les communes de moins de 2000 habitants  
- Monsieur Alde HARMAND  
Maire de  
54200 TOUL  
représentant les communes de plus de 2000 habitants  
2 représentants du Conseil Général :  
- Madame Josiane TALLOTTE  
Conseillère générale déléguée de Meurthe-et-Moselle  
- Monsieur Olivier JACQUIN  
Vice-président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle  
2 représentants du Conseil Régional :  
- Madame Maryvonne MUSSET  
Conseillère régionale  
- Madame Rachel THOMAS  
Conseillère régionale  
Le représentant de la Poste :  
- Monsieur François CLAUDE  
Délégué Départemental du Groupe La Poste  
Le représentant de l'État :  
- Monsieur Luc VILAIN  
Sous-Préfet chargé de mission

**Article 2 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture et la déléguée départementale du Groupe La Poste sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.  
Nancy, le 3 juillet 2013

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

---

#### **Arrêté du 5 juillet 2013 portant nomination du trésorier de Lunéville en qualité de comptable de la régie personnalisée la Méridienne**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 2221-1 à L 2221-20 et R 2221-1 à R 2221-99 du code général des collectivités territoriales, relatifs aux régies municipales et notamment l'article R 2221- 30 relatif à la nomination des comptables des régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière chargées de la gestion d'un service public industriel et commercial ;  
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et les départements ;  
VU la délibération du 6 décembre 2011 du conseil municipal de Lunéville décidant la création d'une régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière afin de gérer le service public industriel et commercial du théâtre la Méridienne ;  
VU l'avis conforme du directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle du 24 juin 2013 ;

#### **ARRETE**

**Article 1er :** les fonctions de comptable de la régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière chargée de la gestion d'un service public industriel et commercial du théâtre la Méridienne sont confiées au Trésorier de Lunéville collectivités ;

**Article 2 :** Le sous-préfet de Lunéville et le directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Lunéville le 5 juillet 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet de Lunéville,  
Alexis ANDRES

*DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

---

## **PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

### **DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES**

*Bureau de la citoyenneté*

#### **Arrêté du 9 juillet 2013 portant renouvellement d'une habilitation funéraire à TUCQUEGNIEUX (54640)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2223-19 à L. 2223-46, R. 2213-1 à R 2213-60 et R. 2223-1 à D. 2223-137 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2013 portant habilitation dans le domaine funéraire de la SARL « ROCCHI LEVEQUE » représentée par M. Jean-Claude ROCCHI et M. Thierry LEVEQUE, gérants, dont l'entreprise est située au n° 170, rue Batignani à TUCQUEGNIEUX (54640) ;  
VU la demande du 4 juin 2013, de M. Jean-Claude ROCCHI et de M. Thierry LEVEQUE relative à la modification de l'arrêté préfectoral susvisé, suite à l'acquisition d'un véhicule funéraire destiné au transport de corps avant et après mise en bière ;  
CONSIDERANT que le dossier présenté est complet ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

#### **ARRETE**

**Article 1er :** L'activité « fourniture des corbillards et des voitures de deuil » est rajoutée à la liste des activités figurant à l'article 1er de l'arrêté susvisé.

**Article 2 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Jean-Claude ROCCHI et à M. Thierry LEVEQUE gérants de l'entreprise susvisée et dont une copie sera adressée :

- au sous-préfet de BRIEY ;
- au maire de TUCQUEGNIEUX ;
- au Directeur de l'agence régionale de santé.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 9 juillet 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa réception*

## DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

### *Bureau des affaires budgétaires et financières*

#### **Arrêté du 1<sup>er</sup> juillet 2013 portant nomination d'un régisseur titulaire de la régie d'Etat pour percevoir le produit des amendes forfaitaires à BACCARAT**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales dont notamment son article L 2212-5,

VU le code de la route, dont notamment ses articles L 121-4 et R 130-2,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,

VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 portant règlement général sur la comptabilité publique et notamment son article 22,

VU le décret 66-850 du 15 novembre 1966, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976, relatif à la responsabilité pécuniaire des régisseurs,

VU le décret 92-681 du 20 juillet 1992 modifié, relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics,

VU l'arrêté ministériel du 28 mai 1993, modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001, relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,

VU l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et régisseurs de recettes,

VU l'arrêté ministériel du 22 juillet 2003 portant modification de l'arrêté du 29 juillet 1993 habilitant les préfets à instituer, modifier ou supprimer des régies d'avances et de recettes de l'Etat auprès des services régionaux, départementaux ou communaux relevant du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales,

VU l'arrêté préfectoral du 24 mars 2003 portant création d'une régie d'Etat permettant l'encaissement du produit des amendes de police municipale dressées sur le territoire de la commune de BACCARAT, ainsi que le produit des consignations prévues à l'article L.121-4 du code de la route,

VU l'arrêté du 4 février 2008, portant nomination de M. Pierre GRANDJEAN, brigadier-chef de police municipale, en qualité de régisseur titulaire et Mme Sylvie FIXOT, adjoint administratif, en qualité de régisseur suppléant, de la régie d'Etat pour l'encaissement du produit des amendes forfaitaires de police municipale, en application de l'article L.2212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L 121-4 du code de la route,

VU la lettre du 15 mars 2013, par laquelle le maire de BACCARAT a proposé la nomination d'un nouveau régisseur suppléant, à savoir : M. Marc JACQUOT, Chef de police municipale, en qualité de régisseur suppléant auprès de M. Pierre GRANDJEAN, régisseur titulaire de cette régie d'Etat,

VU l'avis favorable du directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle sur cette proposition,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture,

#### **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup> :** L'arrêté préfectoral du 4 février 2008 est abrogé et remplacé par les dispositions qui suivent.

**Article 2 :** M. Pierre GRANDJEAN, Brigadier-Chef de police municipale au sein de la commune de BACCARAT, est nommé en qualité de régisseur titulaire de la régie d'Etat pour percevoir le produit des amendes forfaitaires dressées sur le territoire de la commune précitée, en application des dispositions de l'article L 2212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L 121-4 du code de la route,

**Article 3 :** M. Marc JACQUOT, chef de police municipale, au sein de cette même commune est nommé en qualité de régisseur suppléant auprès de Pierre GRANDJEAN, régisseur titulaire.

**Article 4 :** M. Pierre GRANDJEAN, régisseur titulaire, encaisse et verse les fonds au centre des finances publiques de BACCARAT.

**Article 5 :** Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité conformément aux dispositions de l'arrêté du 3 septembre 2001.

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture, le maire de BACCARAT et le directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié par le maire de BACCARAT aux régisseurs concernés. Il sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 1<sup>er</sup> juillet 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

#### **Arrêté du 1<sup>er</sup> juillet 2013 portant nomination d'un régisseur titulaire de la régie d'Etat pour percevoir le produit des amendes forfaitaires à JARVILLE-LA-MALGRANGE**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales dont notamment son article L 2212-5,

VU le code de la route, dont notamment ses articles L 121-4 et R 130-2,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,

VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 portant règlement général sur la comptabilité publique et notamment son article 22,

VU le décret 66-850 du 15 novembre 1966, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976, relatif à la responsabilité pécuniaire des régisseurs,

VU le décret 92-681 du 20 juillet 1992 modifié, relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics,  
VU l'arrêté ministériel du 28 mai 1993, modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001, relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,  
VU l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et régisseurs de recettes,  
VU l'arrêté ministériel du 22 juillet 2003 portant modification de l'arrêté du 29 juillet 1993 habilitant les préfets à instituer ou à modifier des régies d'avances et de recettes de l'Etat auprès des services régionaux, départementaux ou communaux relevant du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales,  
VU l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2004 portant création d'une régie d'Etat permettant l'encaissement du produit des amendes de police municipale dressées sur le territoire de la commune de JARVILLE-LA-MALGRANGE, ainsi que le produit des consignations,  
VU l'arrêté du 4 février 2008, portant nomination de Nathalie ANDRE, Brigadier-chef de police municipale, en qualité de régisseur titulaire et M. Anthony MALET, adjoint technique, en qualité de régisseur suppléant, de la régie d'Etat pour l'encaissement du produit des amendes forfaitaires de police municipale, en application de l'article L.2212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L.121-4 du code de la route,  
VU la lettre du 26 avril 2013, par laquelle le maire de JARVILLE-LA-MALGRANGE a proposé la nomination d'un nouveau régisseur suppléant, à savoir : M. Charles-Henry WILMOT, gardien de police municipale, en qualité de régisseur suppléant auprès de Mme Nathalie ANDRE, régisseur titulaire de cette régie d'Etat,  
VU l'avis favorable du directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle sur cette proposition,  
SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture,

#### ARRETE

**Article 1er :** L'arrêté préfectoral du 4 février 2008 est abrogé et remplacé par les dispositions qui suivent.

**Article 2 :** Mme Nathalie ANDRE, Brigadier-chef de police municipale de JARVILLE-LA-MALGRANGE, est nommée en qualité de régisseur titulaire de la régie d'Etat pour percevoir le produit des amendes forfaitaires dressées sur le territoire de la commune précitée, en application des dispositions de l'article L.2212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L.121-4 du code de la route,

**Article 3 :** M. Charles-Henry WILMOT, gardien de police municipale, au sein de la même commune est nommé en qualité de régisseur suppléant auprès de Mme Nathalie ANDRE, régisseur titulaire.

**Article 4 :** Mme Nathalie ANDRE, régisseur titulaire, encaisse et verse les fonds au centre des finances publiques de VANDOEUVRE-LES-NANCY.

**Article 5 :** Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité conformément aux dispositions de l'arrêté du 3 septembre 2001.

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture, le maire de JARVILLE-LA-MALGRANGE et le directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié par le maire de JARVILLE-LA-MALGRANGE aux régisseurs concernés. Il sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.  
Nancy, le 1<sup>er</sup> juillet 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

#### Arrêté du 1er juillet 2013 portant nomination d'un régisseur titulaire de la régie d'Etat pour percevoir le produit des amendes forfaitaires à JOEUF

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales dont notamment son article L.2212-5,  
VU le code de la route, dont notamment ses articles L.121-4 et R.130-2,  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,  
VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 portant règlement général sur la comptabilité publique et notamment son article 22,  
VU le décret 66-850 du 15 novembre 1966, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976, relatif à la responsabilité pécuniaire des régisseurs,  
VU le décret 92-681 du 20 juillet 1992 modifié, relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics,  
VU l'arrêté ministériel du 28 mai 1993, modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001, relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,  
VU l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et régisseurs de recettes,  
VU l'arrêté ministériel du 22 juillet 2003 portant modification de l'arrêté du 29 juillet 1993 habilitant les préfets à instituer ou à modifier des régies d'avances et de recettes de l'Etat auprès des services régionaux, départementaux ou communaux relevant du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales,  
VU l'arrêté préfectoral du 27 septembre 2011 portant création d'une régie d'Etat permettant l'encaissement du produit des amendes de police municipale dressées sur le territoire de la commune de JOEUF, ainsi que le produit des consignations,  
VU l'arrêté du 27 septembre 2011, portant nomination de Fabrice QUQU, garde-champêtre, en qualité de régisseur titulaire et Mme Peggy BINANZER, attachée territoriale, en qualité de régisseur suppléant, de la régie d'Etat pour l'encaissement du produit des amendes forfaitaires de police municipale, en application de l'article L.2212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L.121-4 du code de la route,  
VU la lettre du 25 mars 2013, par laquelle le maire de JOEUF a proposé la nomination d'un nouveau régisseur suppléant, à savoir : M. Yann MONTMEDY, garde-champêtre principal, en qualité de régisseur suppléant auprès de M. Fabrice QUQU, régisseur titulaire de cette régie d'Etat,  
VU l'avis favorable du directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle sur cette proposition,  
SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture,

#### ARRETE

**Article 1er :** L'arrêté préfectoral du 27 septembre 2011 est abrogé et remplacé par les dispositions qui suivent.

**Article 2 :** M. Fabrice QUQU, garde-champêtre de JOEUF, est nommé en qualité de régisseur titulaire de la régie d'Etat pour percevoir le produit des amendes forfaitaires dressées sur le territoire de la commune précitée, en application des dispositions de l'article L.2212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L.121-4 du code de la route,

**Article 3 :** M. Yann MONTMEDY, garde-champêtre principal, au sein de la même commune est nommé en qualité de régisseur suppléant auprès de M. Fabrice QUQU, régisseur titulaire.

**Article 4 :** M. Fabrice QUQU, régisseur titulaire, encaisse et verse les fonds au centre des finances publiques de BRIEY-JOEUF.

**Article 5 :** Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité conformément aux dispositions de l'arrêté du 3 septembre 2001.

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture, le maire de JOEUF et le directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié par le maire de JOEUF aux régisseurs concernés. Il sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.  
Nancy, le 1er juillet 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

---

**Arrêté du 1er juillet 2013 supprimant la régie de recettes de l'Etat créée auprès de la police municipale de la commune de TOUL**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales dont notamment son article L 2212-5,  
VU le code de la route, dont notamment ses articles L 121-4 et R 130-2,  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,  
VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 portant règlement général sur la comptabilité publique et notamment son article 22,  
VU le décret 66-850 du 15 novembre 1966, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976, relatif à la responsabilité pécuniaire des régisseurs,  
VU le décret 92-681 du 20 juillet 1992 modifié, relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics,  
VU l'arrêté ministériel du 28 mai 1993, modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001, relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,  
VU l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et régisseurs de recettes,  
VU l'arrêté ministériel du 22 juillet 2003 portant modification de l'arrêté du 29 juillet 1993 habilitant les préfets à instituer, à modifier ou supprimer des régies d'avances et de recettes de l'Etat auprès des services régionaux, départementaux ou communaux relevant du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales,  
VU l'arrêté préfectoral du 24 mars 2003 portant création d'une régie d'Etat permettant l'encaissement du produit des amendes de police municipale dressées sur le territoire de la commune de TOUL, ainsi que le produit des consignations prévu par l'article L.121-4 du code de la route,  
VU l'arrêté du 15 septembre 2010, portant nomination de Bernard HELVIC, Chef de police municipale, en qualité de régisseur titulaire et Mme Brigitte TOURLOUSE, agent de sécurité de la voie publique, en qualité de régisseur suppléant, de la régie d'Etat pour l'encaissement du produit des amendes forfaitaires de police municipale, en application de l'article L.2212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L.121-4 du code de la route,  
VU la lettre du 22 avril 2013, par laquelle le maire de TOUL a demandé :  
- la suppression de la régie d'Etat créée pour l'encaissement du produit des amendes de police municipale en raison de la mise en place du procès-verbal électronique sur le territoire de sa commune.  
- l'abrogation de l'arrêté de nomination de M Bernard HELVIC, en qualité de régisseur titulaire et de Mme Brigitte TOURLOUSE, en qualité de régisseur suppléant, de cette régie d'Etat,  
VU l'avis favorable du directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle sur cette demande,  
SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture,

**A R R E T E**

**Article 1er :** La régie de recettes de l'Etat créée auprès de la police municipale de la commune de TOUL, en application de l'article L.2212-5 du code général des collectivités territoriales, pour percevoir le produit des amendes de police municipale ainsi que le produit des consignations est supprimée à la date du présent arrêté.

**Article 2 :** Les arrêtés préfectoraux de création du 24 mars 2003 et de nomination des régisseurs titulaire et suppléant du 15 septembre 2010 sont abrogés par le présent arrêté.

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture, le maire de TOUL et le directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié par le maire de TOUL, aux agents concernés. Il sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.  
Nancy, le 1er juillet 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

---

**DIRECTION DE L'ACTION LOCALE / AGENCE REGIONALE DE SANTE**  
*Bureau des procédures environnementales / Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle*

**Arrêté inter-préfectoral du 26 juin 2013 portant :**

**Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel par le forage du Trupt pour l'alimentation en eau du centre de vacances de l'association Notre Dame du Trupt s'étendant à Bionville (54), Luvigny (88) et Raon-sur-plaine (88) en vue de la consommation humaine**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle, Le Préfet des Vosges

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R.1321-63 ;  
VU le code de l'environnement et notamment les articles L.214-1 à L.214-6, L.214-8 et L.215-13 ;  
VU le code minier et notamment l'article 131 ;  
VU le décret modifié n°55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n°55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;  
VU le décret n°86-455 du 14 mars 1986 portant suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation du service des domaines ;  
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et départements ;  
VU l'arrêté du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 5, 10, 28 et 44 du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;

VU l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321-12 et R.1321-42 du code de la santé publique ;  
 VU l'arrêté préfectoral du 15 janvier 1981 modifié portant règlement sanitaire départemental ;  
 VU la demande du 25 juin 2001 présentée par Monsieur le Président de l'association Notre dame du Trupt en vue d'obtenir l'autorisation d'utiliser l'eau prélevée dans le milieu naturel pour la consommation humaine dans le cadre de l'alimentation en eau potable du centre de vacances Notre Dame du Trupt à Bionville ;  
 VU l'avis de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique de juin 2003 ;  
 VU la régularisation de prélèvement au titre du code de l'environnement délivré à l'association Notre Dame du Trupt le 27 mars 2013 ;  
 VU l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de Meurthe-et-Moselle au cours de sa séance du 13 juin 2013 ;  
 VU l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques des Vosges au cours de sa séance du 25 juin 2013 ;  
 CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine du centre de vacances de l'association Notre Dame du Trupt ;  
 SUR proposition des secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges ;

# ARRETEMENT

## Article 1er : Objet

L'association Notre Dame du Trupt est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel par le forage du Trupt pour l'alimentation en eau du centre de vacances Notre Dame du Trupt s'étendant à Bionville (54), Luvigny (88) et Raon-sur-plaine (88). Le captage concerné est :

Appellation	Commune	Parcelle	Code minier	Coordonnées Lambert II étendu (m)		Altitude (m)
				X =	Y =	
FORAGE DU TRUPT	Raon-sur-Plaine (88)	N°10, section A	02707X1030	950 317	2 400 390	405

## Article 2 : Travaux à réaliser

Les travaux de mise en conformité suivants sont réalisés dans le délai d'un an :

- protection de la tête du forage par un dispositif étanche muni d'une ventilation et empêchant la pénétration des eaux superficielles, des animaux et tous corps étrangers ;
- mise en place d'une dalle de propreté étanche de 2m au minimum centrée sur le forage en vue d'assurer une protection de l'ouvrage contre les infiltrations superficielles d'eaux. La dalle doit présenter une pente éloignant les eaux de pluies du forage.

## Article 3 : Mesures de protection

Toutes activités ou dépôts qui ne sont pas nécessaires à l'exploitation du forage sont interdits dans l'enceinte du forage délimité par une barrière.

Les ouvrages souterrains autres que ceux nécessaires à la distribution d'eau sont interdits à moins de 10 mètres du forage.

Seules les activités de jeu sont autorisées sur la plate-forme jouxtant le forage.

Sont interdit autour et en amont topographique du forage :

- le stationnement de véhicules ;
- les stockages de substances polluantes telles que cuves d'hydrocarbures ;
- les aménagements ou ouvrages souterrains susceptibles de favoriser l'infiltration de pollution ;
- l'emploi de produits phytosanitaires.

## Article 4 : Produits et procédés de traitement

L'eau prélevée fait l'objet, avant distribution, d'un traitement de désinfection afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire. Les produits et procédés de traitement utilisés sont agréés par le ministère chargé de la santé.

En cas de fréquentation permanente du centre de vacances par du public, un traitement de correction de l'agressivité de l'eau, agréé par le ministère chargé de la santé, serait requis.

## Article 5 : Matériaux utilisés

Les matériaux en contact avec l'eau doivent avoir fait l'objet d'une attestation de conformité sanitaire, en application de la réglementation en vigueur.

En cas de remplacement de canalisations du réseau de distribution, les matériaux constitutifs des tuyaux sont non métalliques. Le remplacement des canalisations métalliques des réseaux intérieurs des bâtiments par des canalisations non métalliques doit être poursuivi.

## Article 6 : Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme fixé par l'agence régionale de santé de Lorraine, selon la réglementation en vigueur.

## Article 7 : Information du public

Les robinets desservis par des canalisations métalliques sont munis d'une plaque signalétique portant la mention "laissez couler l'eau quelques minutes en cas de consommation d'eau pour la boisson".

## Article 8 : Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois pour l'exploitant à compter de la date de notification et d'un an pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

## Article 9 : Diffusion

Une copie du présent arrêté est adressée :

- à la direction départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle,
- à la direction départementale de la protection des populations de Meurthe-et-Moselle,
- à la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations des Vosges,
- aux maires des communes de Bionville (54), Luvigny (88) et Raon-sur-plaine (88).

## Article 10 : Exécution

- le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,
  - le secrétaire général de la préfecture des Vosges,
  - le sous-préfet de Lunéville,
  - le sous-préfet de Saint-Dié,
  - le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,
  - le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle,
  - le directeur départemental des territoires des Vosges,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges.

Épinal, le 26 juin 2013  
Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Vincent BERTON

Nancy, le 26 juin 2013  
Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

# **Arrêté du 2 juillet 2013 portant :**

## **1°) Déclaration d'utilité publique**

**a) des travaux de dérivation des eaux par les captages de la source de Malin-Vezey et de la source des Puits, sur et au bénéfice de la commune de Beuvezin**

**b) d'établissement des périmètres de protection de ces points d'eau**

## **2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine**

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R.1321-63 ;

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.214-1 à L.214-6, L.214-8 et L.215-13 ;

VU le code de l'expropriation et notamment les articles L.11-1 à L.11-8 et R.11-1 à R.11-31 ;

VU le décret modifié n°55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n°55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;

VU le décret n°86-455 du 14 mars 1986 portant suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation du service des domaines ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321-12 et R.1321-42 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 janvier 1981 modifié portant règlement sanitaire départemental ;

VU la délibération du conseil municipal de Beuvezin du 11 décembre 1997 sollicitant la déclaration d'utilité publique d'établissement des périmètres de protection de la source de Malin-Vezey et de la source des Puits ;

VU l'arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête du 27 novembre 2012 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection de la source de Malin-Vezey et de la source des Puits à Beuvezin, au bénéfice de la commune de Beuvezin ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique établi le 28 septembre 2005 ;

VU la régularisation du prélèvement d'eau au titre du code de l'environnement, délivré à la commune de Beuvezin le 02 août 2012 ;

VU l'avis favorable du commissaire enquêteur du 22 février 2013 ;

VU l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours de sa séance du 13 juin 2013 ;

CONSIDERANT que l'établissement des périmètres de protection vise à préserver la qualité de la ressource en eau destinée à la consommation humaine ;

CONSIDERANT que les besoins en eau destinée à la consommation humaine de la commune de Beuvezin énoncés à l'appui du dossier sont justifiés ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine de la commune de Beuvezin ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

### **ARRETE**

#### **TITRE I – DISPOSITIONS GENERALES**

#### **Article 1er : Objet**

Le présent arrêté concerne :

1°) les travaux de dérivation des eaux souterraines par les captages de la source de Malin-Vezey et de la source des Puits, sur et par la commune de Beuvezin ;

2°) l'établissement des périmètres de protection autour de ces points d'eau ;

3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine au bénéfice de la commune de Beuvezin.

#### **Article 2 : Déclaration d'utilité publique**

Sont déclarés d'utilité publique :

1°) les travaux de dérivation des eaux dans le milieu naturel pour la production d'eau destinée à la consommation humaine, par la source de Malin-Vezey et la source des Puits de Beuvezin ;

2°) l'établissement des périmètres de protection autour de ces points d'eau ainsi que la définition des prescriptions associées à ces périmètres.

#### **TITRE II – DERIVATION DES EAUX**

#### **Article 3 : Situation**

La commune de Beuvezin est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par les captages ci-après identifiés :

Appellation	Commune	Parcelle	Code minier	Coordonnées		Altitude (m)
				Lambert II étendu (m)		
				X =	Y =	Z =
Source de Malin-Vezey	BEUVEZIN	ZA n°29	03033X0024	868 193	2 382 448	442
Source des Puits	BEUVEZIN	ZD n°63	03033X0025	869 155	2 381 825	438

#### **Article 4 : Débits prélevés**

Le débit prélevé ne peut excéder 30 000 m<sup>3</sup>/an tel que défini par l'autorité administrative responsable de la police des eaux.

#### **Article 5 : Sauvegarde des intérêts généraux**

Dans l'hypothèse où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux sont compromises par cette dérivation, la collectivité doit restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui sont à fixer par l'autorité administrative responsable de la police des eaux.

#### **Article 6 : Mesures de débits**

Les appareils de contrôle des débits prélevés sont conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tient un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit, une fois par semaine ;
- incidents survenus tels que pannes et non-conformités des eaux ;
- modifications d'installations.

Ce registre est examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux.

Un compte rendu annuel d'exploitation est transmis au service chargé de la police des eaux. Ce compte rendu fournit les données suivantes :

- débit horaire maximum prélevé, en m<sup>3</sup>/h ;
- débit journalier maximum prélevé, en m<sup>3</sup>/j ;
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés ;
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte rendu peut être remplacé par le compte rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée tel que l'affermage.

**Article 7 : Indemnisation**

La collectivité indemnise les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, des dommages qui leurs ont été causés par la dérivation des eaux.

**TITRE III – PERIMETRES DE PROTECTION DU POINT D'EAU**

**Article 8 : Définition des périmètres de protection**

Les plans parcellaires et l'état parcellaire annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée de la source de Malin-Vezey et de la source des Puits.

**8-1 - Périmètres de protection immédiate**

Le périmètre de protection immédiate de la source de Malin-Vezey de Beuvezin est situé sur la commune de Beuvezin et concerne la parcelle ci-dessous :

Commune	Section	N° de parcelle	Surface totale du périmètre
BEUVEZIN	ZA	29	27 a 80 c

Le périmètre de protection immédiate de la source des Puits de Beuvezin est situé sur la commune de Beuvezin et concerne la parcelle ci-dessous :

Commune	Section	N° de parcelle	Surface totale du périmètre
BEUVEZIN	ZD	63	13 a 32 ca

**8-2 - Périmètres de protection rapprochée**

Le périmètre de protection rapprochée de la source de Malin-Vezey est situé sur la commune de Beuvezin et couvre une surface de l'ordre de 28 hectares.

Le périmètre de protection rapprochée de la source des Puits est situé sur la commune de Beuvezin et couvre une surface de l'ordre de 42 hectares.

**Article 9 : Prescriptions imposées à l'intérieur du périmètre de protection immédiate (PPI)**

Les terrains nécessaires à la constitution du périmètre de protection immédiate sont la propriété de la commune de Beuvezin et doivent le rester. Ils doivent être clôturés et n'être accessibles qu'aux seules personnes chargées du contrôle ou de l'entretien des ouvrages.

Toute activité autre que celles directement liées à l'entretien des ouvrages ou de leurs abords est interdite.

Les surfaces des périmètres de protection immédiate sont enherbées et régulièrement fauchées, avec exportation des résidus de coupes. Aucun épandage ou dépôts de produits chimiques (engrais, phytosanitaires, etc.) n'y est autorisé.

**Article 10 : Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection rapprochée (PPR)**

Des servitudes sont instituées sur les terrains des périmètres de protection rapprochée suivant les prescriptions mentionnées ci-dessous.

A l'intérieur de ces périmètres est interdit ou réglementé tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

10.1 - Travaux souterrains	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p><b>10.1.1</b> Les captages d'eau captant le même aquifère sauf pour remplacer les ouvrages actuels.</p> <p><b>10.1.2</b> L'ouverture et l'exploitation de carrières.</p> <p><b>10.1.3</b> Les fouilles, exceptées celles liées à la mise en place du réseau d'eau ou de gaines techniques sèches.</p> <p><b>10.1.4</b> La réalisation de mares et d'étangs.</p>	<p><b>10.1.5</b> Le remblaiement d'excavations sera réalisé à l'aide des matériaux qui en auront été extraits ou de matériaux naturels provenant de carrières et n'ayant pas d'influence sur la chimie de la nappe</p>
10.2 - Stockages et dépôts	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p><b>10.2.1</b> Les dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritux, déchets industriels, de produits radioactifs et tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux.</p> <p><b>10.2.2</b> Les stockages de produits chimiques.</p> <p><b>10.2.3</b> Les stockages d'hydrocarbures et liquides inflammables.</p> <p><b>10.2.4</b> Les stockages de produits destinés aux cultures (engrais, pesticides, purin, lisiers).</p> <p><b>10.2.5</b> Les stockages d'effluents industriels.</p> <p><b>10.2.6</b> Les stockages d'effluents domestiques collectifs.</p> <p><b>10.2.7</b> Les stations d'épuration, le lagunage.</p> <p><b>10.2.8</b> Les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains.</p>	

10.3 - Canalisations	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p><b>10.3.1</b> Les canalisations d'eaux usées domestiques collectives.</p> <p><b>10.3.2</b> Les canalisations d'eaux usées industrielles.</p> <p><b>10.3.3</b> Les canalisations d'hydrocarbures, de produits chimiques liquides ou gazeux.</p>	
10.4- Rejets liquides	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p><b>10.4.1</b> Les rejets d'eaux usées domestiques.</p> <p><b>10.4.2</b> Les rejets d'eaux usées industrielles.</p> <p><b>10.4.3</b> Les rejets d'effluents agricoles.</p> <p><b>10.4.4</b> Les rejets d'installations autonomes de traitement d'eaux usées.</p> <p><b>10.4.5</b> Les rejets de bassins d'infiltration d'eaux pluviales.</p>	
10.5 – Constructions, infrastructures, loisirs	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p><b>10.5.1</b> Les habitations.</p> <p><b>10.5.2</b> Les campings, caravanings et annexes</p> <p><b>10.5.3</b> Les cimetières.</p> <p><b>10.5.4</b> Les installations classées.</p> <p><b>10.5.5</b> Les bâtiments d'élevages, d'engraissement</p> <p><b>10.5.6</b> Les silos produisant des jus de fermentations.</p>	<p><b>10.5.7</b> Tout projet de nouvelles voies de communication devra faire l'objet d'une étude spécifique pour l'assainissement de la chaussée et ne pas porter préjudice aux captages.</p>
10.6 - Activités agricoles	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p><b>10.6.1</b> Le drainage.</p> <p><b>10.6.2</b> Le maraîchage, les serres et pépinières.</p> <p><b>10.6.3</b> Le retournement des prairies permanentes sauf pour un réensemencement immédiat.</p> <p><b>10.6.4</b> Les abreuvoirs, installations mobiles de traite, les abris à moins de 150 mètres des captages.</p> <p><b>10.6.5</b> L'épandage de fumier, lisier, boues de station d'épuration, de compost et de fumure organique.</p>	<p><b>10.6.6</b> Les épandages agricoles autorisés sont conduits et suivis selon les dispositions du programme d'action de la Directive nitrates ou toute autre réglementation équivalente pour tout ce qui concerne la fumure minérale avec les renforcements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Obligation de tenue d'un cahier d'enregistrement à la parcelle de toutes les pratiques culturales (date et nature des labours, semis, traitements, amendements ...). Ce cahier sera tenu à la disposition du maire et de l'autorité sanitaire.</li> <li>- Obligation de couvert végétal hivernal des sols.</li> </ul> <p><b>10.6.7</b> Le pacage des animaux s'effectue avec maintien du couvert végétal du sol.</p> <p><b>10.6.8</b> Remise en herbe des parcelles ZA 32 et 33.</p>
10.7 - Activités forestières	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p><b>10.7.1</b> Le défrichement.</p> <p><b>10.7.2</b> Les aires de stockage du bois.</p> <p><b>10.7.3</b> L'utilisation de pesticides.</p> <p><b>10.7.4</b> Le traitement du bois stocké.</p> <p><b>10.7.5</b> Les sites d'affouragement ou d'agrainage du gibier à moins de 150 mètres en amont des sources.</p>	<p><b>10.7.6</b> Les parcelles forestières doivent le rester.</p>

**Article 11 : Travaux à réaliser**

Les travaux de mise en conformité listés ci-dessous sont réalisés dans un délai de deux ans à compter de la signature de l'arrêté préfectoral.

Concernant le captage de la source de Malin-Vezey :

- Clôture du périmètre de protection immédiate avec portail d'accès ;
- Réalisation d'un béton de propreté avec réfection de la maçonnerie intérieure et extérieure ;
- Remplacement de la porte et de l'échelle. La porte comprendra une ventilation.
- Remplacement de la crépine.

Concernant le captage de la source des Puits :

- Abattage de l'arbre dans le périmètre de protection immédiate sans dessouchage.

Concernant le réservoir :

- Pose de joints sur la porte d'entrée.
- Remplacement des échelles.

**Article 12 : Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté**

Les installations, activités et dépôts existants dans les périmètres de protection rapprochée à la date du présent arrêté doivent satisfaire aux obligations de l'article 10 dans un délai maximum d'un an à compter de la publication du présent arrêté.

**Article 13 : Contrôle des prescriptions et sanctions**

Le maire de la commune de Beuvezin est chargé du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 9 du présent arrêté sera passible des peines prévues par l'article L.1324-3 et L.1324-4 du code de la santé publique.

**TITRE IV – UTILISATION DE L'EAU A DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE****Article 14 : Situation**

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

**Article 15 : Traitement**

L'eau prélevée fait l'objet, avant distribution, d'un traitement de désinfection afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire. La filière de traitement est agréée par le ministère de la santé.

**Article 16 : Contrôle de la qualité de l'eau**

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme fixé par la délégation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine, selon la réglementation en vigueur.

**TITRE V – DISPOSITIONS DIVERSES****Article 17 : Annexes**

Les pièces annexées au présent arrêté sont :

Annexe I : Plan de situation au 1/12500

Annexe II : Plans parcellaires des périmètres de protection de la source des Puits

Annexe II-1 : périmètre de protection rapprochée

Annexe II-2 : périmètre de protection immédiate

Annexe III : Plans parcellaires des périmètres de protection de la source de Malin-Vezey

Annexe III-1 : périmètre de protection rapprochée

Annexe III-2 : périmètre de protection immédiate

Annexe IV : Etat parcellaire des périmètres de protection.

**Article 18 : Recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois pour l'exploitant à compter de la date de notification et de un an pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

**Article 19 : Publicité**

Un extrait de cet acte est adressé à chaque propriétaire intéressé afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

Le présent arrêté est affiché à la mairie de la commune de Beuvezin pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée dans deux journaux locaux.

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection devront être annexées au plan local d'urbanisme de la commune de Beuvezin dans un délai maximum de 3 mois conformément aux conditions définies aux articles L126-1 et R126-1 à R126-3 du code de l'urbanisme.

Le maire de la commune de Beuvezin conserve l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivrent à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 20 : Diffusion**

Une copie du présent arrêté est adressée :

- au bureau de recherches géologiques et minières,
- à la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement,
- à la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle,
- à l'agence de l'eau Rhin Meuse,
- au tribunal administratif.

**Article 21 : Exécution**

- le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,
  - le sous-préfet de Toul,
  - le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,
  - le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle,
  - le maire de la commune de Beuvezin,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 2 juillet 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

*Les annexes sont consultables à la préfecture de Meurthe-et-Moselle au bureau des procédures environnementales.*

**Arrêté N°54-2011-00223 du 2 juillet 2013 portant autorisation au titre de l'article L. 214-3 et déclaration d'intérêt général au titre de l'article L. 211-7 du code de l'Environnement concernant le programme de restauration du ruisseau de la Queue de Sompière – commune de FAVIERES**

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le code de l'environnement ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhin-Meuse ;

VU le dossier de déclaration d'intérêt général nécessitant une demande d'autorisation complet et régulier déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement reçu le 26/12/2011, présenté par la COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE COLOMBEY ET DU SUD TOULOIS représenté par son Président, enregistré sous le n° 54-2011-00223 et relatif à Autorisation et Déclaration d'Intérêt Général pour le PROGRAMME DE RESTAURATION DU RUISSEAU DE LA QUEUE DE SOMPIERRE ;

VU l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 04/03/2013 au 05/04/2013 ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 29 avril 2013 ;

VU l'absence d'avis de la COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE COLOMBEY ET DU SUD TOULOIS ;

VU l'avis favorable de la commune de FAVIERES en date du 5 avril 2013 ;

VU le rapport rédigé par le service police de l'eau en date du 22 mai 2013 ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de MEURTHE-ET-MOSELLE en date du 13 juin 2013 ;

VU l'avis du pétitionnaire concernant le projet du présent arrêté sollicité par courrier en date du 14 juin 2013 ;

CONSIDERANT

- Que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;
- Que les travaux de reconquête du milieu ne peuvent être réalisés de façon cohérente que dans le cadre d'une Déclaration d'Intérêt Général ;
- Que la validité de la déclaration d'intérêt général aura une durée de 5 ans, à compter de la date de cet arrêté préfectoral, et sera renouvelable pour 5 ans ;
- Que le pétitionnaire n'a pas formulé d'observation particulière sur le projet d'arrêté d'autorisation et de déclaration d'intérêt général qui lui a été transmis ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE ;

**ARRETE**

**Titre I : OBJET DE L'AUTORISATION ET DE LA DECLARATION D'INTERET GENERAL**

**Article 1er :** Objet de l'autorisation et de la déclaration d'intérêt général

A la demande de la COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE COLOMBEY ET DU SUD TOULOIS représentée par son Président, les travaux, actions, ouvrages ou installations relatifs au PROGRAMME DE RESTAURATION DU RUISSEAU DE LA QUEUE DE SOMPIERRE, sont déclarés d'intérêt général.

Le projet concerne le ruisseau dit « la Queue Sompière » et ses affluents sur la commune de FAVIERES.

Le pétitionnaire, la COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE COLOMBEY ET DU SUD TOULOIS représentée par son Président est autorisé en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser l'opération suivante : Autorisation et Déclaration d'Intérêt Général PROGRAMME DE RESTAURATION DU RUISSEAU DE LA QUEUE DE SOMPIERRE sur la commune de FAVIERES,

Les rubriques, définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement, concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubriques	Intitulé	Régime
3.1.2.0	Installations, Ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau ; 1) sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) 2) sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 (D)	Autorisation
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens : 1) destruction de plus de 200 m2 de frayères (A) 2) dans les autres cas (D)	Autorisation

*Une carte est consultable à la préfecture de Meurthe-et-Moselle au bureau des procédures environnementales*

**Article 2 :** Caractéristiques des ouvrages

Le projet de restauration du ruisseau de « la Queue de Sompière » et de ses affluents porte sur :

- un traitement de la ripisylve ;
- des plantations sur les berges ;
- des aménagements liés au bétail ;
- des travaux de renaturation de cours d'eau ;
- la création de zones humides ;

**Titre II : PRESCRIPTIONS**

**Article 3 :** Prescriptions spécifiques

Le service départemental de l'ONEMA et le service police de l'eau de la DDT seront associés aux réunions préparatoires de chantier afin de déterminer si des mesures supplémentaires doivent être mises en place. Ils seront également conviés à chaque réunion de chantier durant toute la durée des travaux.

Pour éviter la propagation de la peste des écrevisses, transmises par les écrevisses américaines aux espèces autochtones, les matériels devront être traités avec une solution bactéricide, fongicide et virucide, soit par aspersion, soit par trempage. Il est recommandé d'arriver sur un site avec des bottes sèches. Dans le cas où ce n'est pas possible, il faudra veiller à ce que la désinfection de ces dernières soient irréprochables.

Les installations de chantier seront positionnées à l'écart du cours d'eau, au moins à 100 mètres.

Les systèmes hydrauliques et les réservoirs de carburant des engins seront vérifiés afin d'écarter tout risque de pollution des eaux. Les stockages d'hydrocarbures comporteront une cuve de rétention de capacité suffisante.

Des matériaux absorbants seront présents sur le chantier pour confiner tout départ de pollution.

Le nettoyage éventuel des engins mis en œuvre sur le chantier sera réalisé sur une aire aménagée à cet effet et équipée de dispositifs débourbeurs déshuileurs. Cette surface sera impérativement en dehors des zones inondables.

En cas de montée des eaux ou d'interruption du chantier, les engins seront repliés en dehors de la zone inondable.

Aussitôt après l'achèvement des travaux, le pétitionnaire devra enlever tous les décombres, terres, matériaux divers qui pourraient subsister.

Les travaux sur les ouvrages hydrauliques et plantations sur rives ne pourront être entrepris qu'avec l'accord préalable des propriétaires riverains concernés.

Le calendrier prévisionnel des travaux sera affiché dans la commune concernée FAVIERES au moins un mois avant le démarrage des travaux puis réactualisé autant que de besoin.

**Article 4 : Mesures correctives**

Les mesures correctrices suivantes sont proposées au dossier :

- Les travaux qui portent sur la végétation des berges seront réalisés, dans la mesure du possible, depuis les berges en longeant le cours d'eau, ,

- Les travaux au sein du lit mineur seront réalisés en période de basses eaux, afin de limiter les incidences sur le milieu aquatique,

- Les travaux de terrassement effectués dans le lit seront réalisés de manière à limiter la mise en mouvement des matières en suspensions par la mise en place d'un cordon de filtration à l'aval de la zone de chantier afin de retenir le maximum de matières en suspension.

Une attention particulière sera portée aux éventuels rejets d'hydrocarbures provenant des engins de chantier. Les stockages d'hydrocarbures comporteront une cuve de rétention de capacité suffisante.

**Article 5 : Servitude de passage et accès aux installations**

Pendant les travaux, les riverains devront laisser le passage sur leurs terrains, depuis le lever jusqu'au coucher du soleil, aux agents et surveillants chargés des travaux ainsi qu'aux agents chargés de la police et l'eau et de la police de la pêche.

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Les propriétaires riverains seront personnellement informés à l'avance des travaux les concernant par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre.

**Article 6 : Mesures de sauvegarde**

Pendant les travaux, les ouvrages et les écoulements au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du pétitionnaire en bon état de fonctionnement.

Le pétitionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la demande de la police des eaux et de la pêche.

**Article 7 : Mesures de sécurité publique**

L'entrepreneur mandaté par le pétitionnaire veillera aux mesures de sécurité (signalisations, port de matériel de sécurité : casque, gants...).

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du pétitionnaire ou son mandataire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du pétitionnaire ou son mandataire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du pétitionnaire ou son mandataire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

Titre III : DISPOSITIONS GENERALES

**Article 8 : Durée et condition de renouvellement de l'autorisation et de la déclaration d'intérêt général**

Les travaux de restauration sont prévus sur 2 années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Un programme d'entretien sera réalisé à l'issue de la restauration sur une période n'excédant pas 5ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

L'autorisation pluriannuelle d'exécution du programme d'entretien est donc accordée pour 5 ans. Elle pourra être renouvelée pour 5 ans si la COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE COLOMBEY ET DU SUD TOULOIS présente, 6 mois avant l'échéance, un nouveau programme de gestion.

**Article 9 : Conformité au dossier et modifications**

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R. 214-18 du code de l'environnement.

**Article 10 : Début et fin des travaux – Mise en service**

Le pétitionnaire doit informer le service de police de l'eau instructeur du présent dossier des dates de démarrage et de fin des travaux et, le cas échéant, de la date de mise en service de l'installation.

**Article 11 : Caractère de l'autorisation**

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'état exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le pétitionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du pétitionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le pétitionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

**Article 12 : Déclaration des incidents ou accidents**

Le pétitionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement. Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le pétitionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

**Article 13 : Droit des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 14 : Autres réglementations**

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le pétitionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

**Article 15 : Publication et information des tiers**

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de MEURTHE-ET-MOSELLE.

Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information au conseil municipal de la commune de FAVIERES.

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché dans la mairie de FAVIERES pendant une durée minimale d'un mois.

Un exemplaire du dossier de déclaration d'intérêt général nécessitant une demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, ainsi qu'à la mairie de la commune de FAVIERES.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE pendant une durée d'au moins 1 an.

**Article 16 :** Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

**Article 17 :** Exécution

- Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,
- Le sous préfet de Toul,
- Le président de la Communauté de Communes du Pays de Colombey et du Sud Toulinois,
- Le maire de la commune de Favières,
- Le directeur départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle,
- Le chef du service départemental de l'ONEMA,
- Le directeur de l'Agence de L'Eau Rhin-Meuse,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

Nancy, le 2 juillet 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

**Arrêté N°54-2011-00124 portant autorisation au titre de l'article L. 214-3 et déclaration d'intérêt général au titre de l'article L. 211-7 du code de l'environnement concernant le programme de renaturation du ruisseau de GROSROUVRES - communes de BERNECOURT et GROSROUVRES**

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le code de l'environnement;

VU le code rural ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhin-Meuse ;

VU le dossier de déclaration d'intérêt général nécessitant une demande d'autorisation complet et régulier déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement reçu le 18/07/2012, présenté par Communauté de Communes des Côtes en Haye représenté par sa présidente, enregistré sous le n° 54-2011-00124 et relatif à DECLARATION D'INTERET GENERAL ET AUTORISATION POUR LA RENATURATION DU RUISSEAU DE GROSROUVRES ;

VU l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 18/03/2013 au 19/04/2013 ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 2 mai 2013 ;

VU l'absence d'avis de la COMMUNAUTE DE COMMUNES DES COTES EN HAYE;

VU le rapport rédigé par le service police de l'eau en date du 22 mai 2013 ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de MEURTHE-ET-MOSELLE en date du 13 juin 2013;

CONSIDERANT :

- Que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;
- Que les travaux de reconquête du milieu ne peuvent être réalisés de façon cohérente que dans le cadre d'une Déclaration d'Intérêt Général ;
- Que la validité de la déclaration d'intérêt général aura une durée de 5 ans, à compter de la date de cet arrêté préfectoral, et sera renouvelable pour 5 ans ;

- Que le pétitionnaire n'a pas émis d'avis dans le délai de 15 jours qui lui est réglementairement imparti sur le projet d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE ;

**ARRETE**

Titre I : OBJET DE L'AUTORISATION ET DE LA DECLARATION D'INTERET GENERAL

**Article 1er :** Objet de l'autorisation et de la déclaration d'intérêt général

A la demande de la COMMUNAUTE DE COMMUNES DES CÔTES EN HAYE représentée par sa Présidente, les travaux, actions, ouvrages ou installations relatifs au PROGRAMME DE RENATURATION DU RUISSEAU GROSROUVRES, sont déclarés d'intérêt général;

Le projet concerne le ruisseau de Grosrouvres sur les territoires des communes de BERNECOURT et GROSROUVRES.

Le pétitionnaire, la Communauté de Communes des Côtes en Haye représentée par sa Présidente, est autorisé en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser l'opération suivante : DECLARATION D'INTERET GENERAL ET AUTORISATION POUR LA RENATURATION DU RUISSEAU DE GROSROUVRES sur les communes de BERNECOURT et GROSROUVRES

Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime <i>Arrêté Ministériel</i> <i>prescriptions générales</i>
3.1.2.0.	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau:  1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A)  2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D)	Autorisation

3.1.5.0.	Installations, ouvrages, travaux ou activités étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens :  1°) Destruction de plus de 200 m <sup>2</sup> de frayères (A)  2°) Dans les autres cas (D)	Autorisation
3.2.1.0.	Entretien de cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L.215-14 du code de l'environnement réalisé par le propriétaire riverain, du maintien et du rétablissement des caractéristiques des chenaux de navigation, des dragages visés au 4.1.3.0 et de l'entretien des ouvrages visés à la 2.1.5.0, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année:  1° Supérieur à 2000 m <sup>3</sup> (A)  2° Inférieur ou égal à 2000 m <sup>3</sup> dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence S1 (A)  3° Inférieur ou égal à 2000 m <sup>3</sup> dont la teneur des sédiments extraits est inférieur au niveau de référence S1 (D)  L'autorisation est valable pour une durée qui ne peut être supérieure à 10 ans. L'autorisation prend également en compte les éventuels sous produits et leur devenir.	Déclaration  Arrêté du 30 mai 2008

**Article 2 : Caractéristiques des ouvrages**

Le projet de renaturation du ruisseau de « Grosrouvres » porte sur :

- un traitement de la végétation des berges et du lit du ruisseau et la gestion des embâcles ;
- des plantations sur les berges (renforcement de la ripsylve);
- des aménagements liés au bétail (mise en place de clôtures);
- des travaux de renaturation du lit mineur du cours d'eau (traversée du village Grosrouvres);
- des travaux de renaturation et de création d'ouvrages de protection de berges en Génie Végétal sur des tronçons ayant subi des opérations de recalibrage et d'approfondissement du lit ;
- des extractions de sédiments destinées à limiter le risque d'inondations;

La carte du programme d'interventions consultable à la *préfecture de Meurthe-et-Moselle au bureau des procédures environnementales*

## Titre II : PRESCRIPTIONS

**Article 3 : Prescriptions générales**

Le déclarant devra respecter l'Arrêté Ministériel du 30 mai 2008 fixant les prescriptions générales applicables aux opérations d'entretien de cours d'eau ou canaux soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.2.1.0 de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement. Un exemplaire est joint au présent arrêté.

**Article 4 : Prescriptions spécifiques**

Le service départemental de l'ONEMA et le service police de l'eau de la DDT seront associés aux réunions préparatoires de chantier afin de déterminer si des mesures supplémentaires doivent être mises en place. Ils seront également conviés à chaque réunion de chantier durant toute la durée des travaux.

Les installations de chantier seront positionnées à l'écart du cours d'eau, au moins à 100 mètres.

Les systèmes hydrauliques et les réservoirs de carburant des engins seront vérifiés afin d'écartier tout risque de pollution des eaux. Les stockages d'hydrocarbures comporteront une cuve de rétention de capacité suffisante.

Des matériaux absorbants seront présents sur le chantier pour confiner tout départ de pollution.

Le nettoyage éventuel des engins mis en œuvre sur le chantier sera réalisé sur une aire aménagée à cet effet et équipée de dispositifs déboueurs déshuileurs. Cette surface sera impérativement en dehors des zones inondables.

En cas de montée des eaux ou d'interruption du chantier, les engins seront repliés en dehors de la zone inondable.

Aussitôt après l'achèvement des travaux, le pétitionnaire devra enlever tous les décombres, terres, matériaux divers qui pourraient subsister.

Les travaux sur les ouvrages hydrauliques et plantations sur rives ne pourront être entrepris qu'avec l'accord préalable des propriétaires riverains concernés.

Le calendrier prévisionnel des travaux sera affiché dans les communes concernées BERNECOURT et GROSROUVRES au moins un mois avant le démarrage des travaux puis réactualisé autant que de besoin.

**Article 5 : Mesures correctives**

Les mesures correctrices suivantes sont proposées au dossier :

- Les travaux qui portent sur la végétation des berges seront réalisés depuis les rives en longeant la rivière et hors période de nidification.
  - Les engins travailleront au maximum depuis le haut des berges en longeant la rivière.
  - Les travaux au sein du lit mineur seront réalisés en période de basses eaux, afin de limiter les incidences sur le milieu aquatique.
  - Les travaux effectués dans le lit seront réalisés de manière à minimiser la mise en mouvement des matières en suspension par la mise en place de barrages filtrants afin de retenir le maximum de matières en suspension et débris flottants.
  - Le libre écoulement des eaux sera maintenu pendant toute la période des travaux ce qui évite la mise en place de batardeaux. Les travaux seront arrêtés si le débit devenait trop important afin d'éviter tout risque de désordre sur le cours d'eau.
- Une attention toute particulière sera portée aux rejets d'hydrocarbures provenant des engins de chantier. Les stockages d'hydrocarbures comporteront une cuve de rétention de capacité suffisante.

**Article 6 : Servitude de passage et accès aux installations**

Pendant les travaux, les riverains devront laisser le passage sur leurs terrains, depuis le lever jusqu'au coucher du soleil, aux agents et surveillants chargés des travaux ainsi qu'aux agents chargés de la police et l'eau et de la police de la pêche.

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Les propriétaires riverains seront personnellement informés à l'avance des travaux les concernant par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre.

**Article 7 : Mesures de sauvegarde**

Pendant les travaux, les ouvrages et les écoulements au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du pétitionnaire en bon état de fonctionnement.

L'entrepreneur mandaté par le pétitionnaire devra informer, s'il y a lieu, les instances de la pêche (Fédération Départementale pour la Pêche et le Milieu Aquatique et Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques) de la mise en place de mesures préventives de sauvegarde du poisson avant intervention dans le lit du cours d'eau

Le pétitionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la demande de la police des eaux et de la pêche.

**Article 8 : Mesures de sécurité publique**

L'entrepreneur mandaté par le pétitionnaire veillera aux mesures de sécurité (signalisations, port de matériel de sécurité : casque, gants...).

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du pétitionnaire ou son mandataire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du pétitionnaire ou son mandataire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du pétitionnaire ou son mandataire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

Titre III : DISPOSITIONS GENERALES

**Article 9 : Durée et condition de renouvellement de l'autorisation et de la déclaration d'intérêt général**

Les travaux de renaturation sont prévus sur 2 années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Un programme d'entretien sera réalisé à l'issue de la restauration sur une période n'excédant pas 5 ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

L'autorisation pluriannuelle d'exécution du programme d'entretien est donc accordée pour 5 ans. Elle pourra être renouvelée pour 5 ans si la COMMUNAUTE DE COMMUNES DES CÔTES EN HAYE présente, 6 mois avant l'échéance, un nouveau programme de gestion.

**Article 10 : Conformité au dossier et modifications**

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R. 214-18 du code de l'environnement.

**Article 11 : Début et fin des travaux – Mise en service**

Le pétitionnaire doit informer le service de police de l'eau instructeur du présent dossier des dates de démarrage et de fin des travaux et, le cas échéant, de la date de mise en service de l'installation.

**Article 12 : Caractère de l'autorisation**

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'état exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le pétitionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du le pétitionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le pétitionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

**Article 13 : Déclaration des incidents ou accidents**

Le pétitionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le pétitionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

**Article 14 : Droit des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 15 : Autres réglementations**

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le pétitionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

**Article 16 : Publication et information des tiers**

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de MEURTHE-ET-MOSELLE.

Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information aux conseils municipaux des communes de GROSROUVRES et BERNECOURT.

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché dans les mairies de GROSROUVRES et BERNECOURT pendant une durée minimale d'un mois.

Un exemplaire du dossier de déclaration d'intérêt général nécessitant une demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, ainsi qu'aux mairies de BERNECOURT et GROSROUVRES.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE pendant une durée d'au moins 1 an.

**Article 17 : Voies et délais de recours**

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

**Article 18 : Exécution**

- Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,
- Le sous préfet de Toul,
- La présidente de la Communauté de Communes des Côtes en Haye,
- Le maire de la commune de Bernécourt,
- Le maire de la commune de Grosrouvres,
- Le directeur départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle,
- Le chef du service départemental de l'ONEMA,
- Le directeur de l'Agence de L'Eau Rhin-Meuse,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

Nancy, le 8 juillet 2013

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

*L'arrêté du 30 mai 2008 fixant les prescriptions générales applicables aux opérations d'entretien de cours d'eau ou canaux soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.2.1.0 de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement est consultable à la préfecture de Meurthe-et-Moselle au bureau des procédures environnementales*

## DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS

### Bureau de l'interministérialité

#### **Arrêté N° 13.BI.17 du 5 juillet 2013 accordant délégation de signature à Mme Roxane THOMAS, chef du service interministériel de la communication**

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;  
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;  
VU le décret n° 62.1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment son article 85 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU la décision du 27 mars 2013 nommant Mme Roxane THOMAS, chef du service interministériel de la communication au 1er juin 2013 ;  
VU la décision du 27 mars 2013 nommant M. Sébastien MARC, adjoint au chef du SICOM au 1er juin 2013 ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### **ARRETE**

**Article 1er** : Délégation est donnée à Mme Roxane THOMAS, chef du service interministériel de la communication, à l'effet de signer tous actes, documents et correspondances n'entraînant ni avis, ni décision en ce qui concerne les annonces judiciaires et légales et les communiqués de presse.

**Article 2** : Délégation de signature est également donnée à Mme Roxane THOMAS, au titre des crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale pour les paragraphes dont elle assure la responsabilité de gestion au titre de chef du service interministériel de la communication, pour un montant maximum de 1 500 euros.

**Article 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Roxane THOMAS, la délégation définie aux articles 1 et 2 est donnée à M. Sébastien MARC, secrétaire administratif de classe normale, adjoint au chef du bureau.

**Article 4** : Demeurent réservées à la signature de M. le préfet les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
- au président du Conseil Général,
- au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

**Article 5** : L'arrêté préfectoral N° 11.BI.79 du 22 août 2011 accordant délégation de signature à Mme TEJEDO Caroline, chef du service interministériel de la communication, est abrogé.

**Article 6** : Le secrétaire général de la préfecture et Mme Roxane THOMAS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie en sera adressée à la chef du bureau des finances de l'Etat, à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la chef du service départemental d'archives.

Nancy, le 5 juillet 2013

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

#### **Arrêté N° 13.BI.18 du 5 juillet 2013 accordant délégation de signature dans le cadre de la permanence du week-end de l'Assomption 2013**

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;  
VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;  
VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU la décision d'affectation du 13 février 2006 nommant M. Pascal SEYLLER, attaché principal, chef du service interministériel de défense et de protection civile à la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;  
VU la décision du 27 mars 2013 nommant Mme Roxane THOMAS, chef du service interministériel de la communication au 1er juin 2013 ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### **ARRETE**

**Article 1er** : Délégation de signature est donnée, à l'effet de signer :

- les décisions de suspension provisoire immédiate du permis de conduire,
  - les décisions d'interdiction temporaire immédiate de conduire en France,
  - les arrêtés d'immobilisation et/ou de mise en fourrière des véhicules au titre de l'article L.325-1-2 du code de la route,
- dans le cadre de la permanence du week-end de l'Assomption 2013 :
- du mercredi 14 août 2013 à 18 heures au vendredi 16 août 2013 à 18 heures, à M. Pascal SEYLLER, attaché principal, chef du service

interministériel de défense et de protection civile.

- du vendredi 16 août 2013 à 18 heures au dimanche 18 août 2013 à 18 heures à Mme Roxane THOMAS, attachée, chef du service interministériel de la communication.

**Article 2 :** Le secrétaire général de la préfecture, M. Pascal SEYLLER et Mme Roxane THOMAS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs.

Une copie sera adressée à la directrice de cabinet, à la directrice des libertés publiques, au directeur départemental des finances publiques et à la directrice des archives départementales.

Nancy, le 5 juillet 2013

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

#### **Arrêté N° 13.BI.19 du 11 juillet 2013 accordant délégation de signature à M. Michel PROSIC, sous-préfet, directeur de cabinet**

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;

VU le décret n° 62.1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment son article 85 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 27 juin 2013 nommant M. Michel PROSIC sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### **ARRETE**

**Article 1er :** Délégation est donnée à M. Michel PROSIC, sous-préfet, directeur du cabinet, à compter du 1er août 2013, à l'effet de signer tous actes, documents, correspondances et arrêtés individuels ou réglementaires au titre des compétences exercées par le préfet et dans le cadre des attributions du cabinet du préfet, notamment :

- les arrêtés d'hospitalisation complète sans consentement pour soins psychiatriques,
- les réquisitions adressées au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle pour assurer ou prêter main forte aux transfèrements des détenus entre les établissements pénitentiaires et les établissements hospitaliers,
- les arrêtés de réquisition dans le cadre de la permanence des soins,
- les arrêtés concernant les situations issues du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires de Meurthe-et-Moselle,
- les arrêtés concernant la situation administrative des sapeurs-pompiers professionnels de Meurthe-et-Moselle.

#### **BUREAU DU CABINET :**

affaires liées :

- aux élections et à l'analyse politique,
- aux médailles et distinctions honorifiques,
- au protocole et au suivi des dossiers du préfet,
- aux interventions des élus et des particuliers,
- aux déplacements officiels.

#### **BUREAU DE LA PRÉVENTION ET DE LA SÉCURITÉ :**

affaires liées :

- à la sécurité et à l'ordre public,
- à la prévention de la délinquance et animation de l'ensemble des instances concourant à la mise en œuvre de ces politiques, en lien avec les forces de sécurité intérieure,
- au secrétariat du comité de lutte contre la fraude,
- à la mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (MILDT).

#### **BUREAU DES POLICES ADMINISTRATIVES :**

affaires liées :

- aux entreprises de sécurité privée : suspension et retrait des autorisations de cartes professionnelles, des agréments de dirigeants et des entreprises de sécurité privée en cas d'urgence ou de troubles à l'ordre public ; autorisation de port d'armes pour les entreprises de sécurité privée; autorisation exceptionnelle à exercer la surveillance sur la voie publique; habilitations pour effectuer des actes de palpation en cas de circonstances particulières liées à l'existence de menaces graves pour l'ordre public; double agrément en matière de sûreté aéroportuaire
- aux manifestations sportives sur l'ensemble du département :

1) aériennes et aquatiques

2) terrestres sur les voies ouvertes à la circulation publique – Pour les manifestations pédestres et cyclistes, uniquement sur l'arrondissement chef-lieu, sauf si la manifestation dépasse le territoire d'un arrondissement du département

3) boxe

4) homologation de circuits sportifs à moteur

- aux armes pour le département et aux permis de chasser pour l'arrondissement (attestations de délivrance initiale); aux gardes-particuliers de pêche et de chasse pour l'arrondissement chef-lieu et aux autres gardes particuliers pour l'ensemble du département

- à la vidéo-protection

- aux débits de boissons de l'arrondissement chef-lieu

- à la domiciliation d'entreprises

- aux annonces judiciaires et légales

#### **SERVICE INTERMINISTÉRIEL DE DÉFENSE ET DE PROTECTION CIVILE :**

- affaires liées à la sécurité civile, la protection des populations, le secours aux personnes, les catastrophes naturelles, la défense civile et les gestion des crises, les explosifs, la présidence des commissions de sécurité et d'accessibilité aux personnes handicapées.

**Article 2 :** Pour tout ce qui concerne les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement du cabinet et de la résidence du directeur de cabinet, délégation de signature est donnée à M. Michel PROSIC, en sa qualité de prescripteur aux fins de signer :

- la décision de dépenses et recettes, soit en validant des expressions de besoins, soit en signant les subventions, décisions individuelles et marchés,

- la constatation du service fait,

- le pilotage des crédits de paiement incluant la priorisation des paiements.

**Article 3 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Michel PROSIC, la délégation définie aux articles 1 et 2 est donnée à Mme Caroline TEJEDO, attachée principale, chef du bureau du cabinet, à l'exception des arrêtés d'hospitalisation complète sans consentement pour soins psychiatriques.

**Article 4 :** Les actes et documents n'entraînant pas de décision relevant des délégations visées à l'article 1 ainsi que les documents comptables visés à l'article 2 ci-dessus peuvent être signés dans le domaine de responsabilité de leur bureau par les agents désignés ci-après :

BUREAU du cabinet :

Mme Caroline TEJEDO, attachée principale, chef du bureau du cabinet. En cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, délégation de signature est donnée à Mme Sylvie VOUAUX, attachée, adjointe au chef du bureau, à l'exception des documents comptables visés à l'article 2.

BUREAU de la prévention et de la sécurité :

M. Alexandre SCHUL, attaché principal, chef du bureau de la prévention et de la sécurité. En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, délégation de signature est donnée à Mme Martine GILLET, secrétaire administrative, adjointe au chef du bureau.

BUREAU DES POLICES ADMINISTRATIVES :

Mme Anne-Lise FUCHS, attachée principale, chef du bureau des polices administratives. En cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, délégation de signature est donnée, à compter du 1er mars 2013, à Mme Myriam MICAUX, secrétaire administrative de classe normale, adjointe au chef de bureau.

Par dérogation, délégation de signature est donnée à Mme Anne-Lise FUCHS, attachée principale, à l'effet de signer les documents désignés à l'article 1er – Bureau des polices administratives dans les domaines suivants :

délivrance des récépissés de déclaration de boxe, de manifestations sportives terrestres sur les voies ouvertes à la circulation publique et d'autorisation pour les manifestations aériennes de lâcher de ballons et de lanternes

autorisations de détention d'armes et délivrance de récépissés de déclaration de détention d'armes

délivrance de cartes européennes d'armes à feu

attestation de délivrance initiale des permis de chasser en vue de l'obtention d'un duplicata délivré par l'office national de la chasse et de la faune sauvage

délivrance des récépissés de dépôt de dossiers en matière de vidéo-protection

Et, à compter du 1er mars 2013, à Mme Myriam MICAUX, secrétaire administrative de classe normale, en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Anne-Lise FUCHS, attachée principale, chef du bureau des polices administratives, dans les domaines suivants :

délivrance des autorisations pour les manifestations aériennes de lâcher de ballons et de lanternes

délivrance de cartes européennes d'armes à feu

attestation de délivrance initiale des permis de chasser en vue de l'obtention d'un duplicata délivré par l'office national de la chasse et de la faune sauvage

SERVICE INTERMINISTÉRIEL DE DÉFENSE ET DE PROTECTION CIVILE :

M. Pascal SEYLLER, attaché principal, chef du service interministériel de défense et de protection civile.

En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, délégation de signature est donnée à Mme Corinne PEREZ, attachée principale, adjointe au chef de bureau.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Pascal SEYLLER et de Mme Corinne PEREZ, délégation est donnée à M Francis BOSCH-CABROL, secrétaire administratif de classe supérieure et à Mme Christiane Balle, secrétaire administrative de classe normale.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. SEYLLER, chef du service interministériel de défense et de protection civile et membre titulaire avec voix délibérative de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, délégation est donnée comme membre suppléant avec voix délibérative aux fonctionnaires suivants du service interministériel de défense et de protection civile :

- Mme Corinne PEREZ, attachée principale,

- M. Francis Bosch-Cabrol, secrétaire administratif de classe supérieure,

- Mme Christiane Balle, secrétaire administrative de classe normale.

**Article 5 :** Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral, à M. Michel PROSIC, sous-préfet, directeur de cabinet, sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés d'hospitalisation complète sans consentement pour soins psychiatriques (articles L. 3213-1 à L. 3213-10 du Code de la Santé Publique),

- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire,

- la signature des arrêtés d'immobilisation et/ou de mise en fourrière des véhicules au titre de l'article L.325-1-2 du code de la route,

- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence,

- toutes décisions en matière de mesure d'éloignement en application du livre V du CESEDA (code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile),

- les décisions portant :

- refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour

- retrait de récépissé de carte de séjour, d'autorisation provisoire de séjour et de carte de séjour.

**Article 6 :** Demeurent réservés à la signature de M. le préfet :

a) les ordres de réquisition de la force publique et de l'autorité militaire hormis les réquisitions adressées au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle pour assurer ou prêter main forte aux transfèrements des détenus entre les établissements pénitentiaires et les établissements hospitaliers.

b) les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,

- aux ministres,

- aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- au préfet de région et au président du conseil régional,

- au président du conseil général,

- au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

**Article 7 :** L'arrêté préfectoral n°12.BI.59 du 21 février 2013 et l'arrêté préfectoral modificatif n°13.BI.12 du 3 juin 2013 accordant délégation de signature à Mme Magali DAVERTON, directrice du cabinet, sont abrogés à compter du 1er août 2013.

**Article 8 :** Le secrétaire général de la préfecture et le directeur du cabinet, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie en sera adressée au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice des archives départementales.

Nancy, le 11 juillet 2013

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

## DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST

## DIVISION EXPLOITATION DE METZ

**Arrêté N° 2013-DIR-Est -M-54-059 du 5 juillet 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réhabilitation des chaussées de l'autoroute A31, sens Beaune-Luxembourg, entre les PR 257+300 et 259+800.**

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le code de la voirie routière ;  
 VU le code de la route ;  
 VU le code de justice administrative ;  
 VU le code pénal ;  
 VU le code de procédure pénale ;  
 VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;  
 VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;  
 VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;  
 VU l'arrêté SGAR N° 2013-35 du 8 février 2013 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;  
 VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.  
 VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2013/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 13 mai 2013 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.  
 VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.  
 VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;  
 VU le dossier d'exploitation en date du 28/06/2013 présenté par le district de Metz ;  
 VU l'avis du Conseil général de Meurthe-et-Moselle en date du 03/07/2013 ;  
 VU l'information de la Communauté de Communes du Bassin de Pompey ;  
 VU l'information de la commune de Bouxières-aux-Dames ;  
 VU l'information de la commune de Frouard ;  
 VU l'information de la commune de Custines ;  
 VU l'information de la commune de Belleville ;  
 VU l'avis de la commune de Marbach en date du 01/07/2013 ;  
 VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 01/07/2013 ;  
 VU l'information du CRICR de Metz ;  
 VU l'avis du district de Metz en date du 01/07/2013 ;  
 CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régit la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

**Article 2 :** Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	<b>A31</b>	
POINTS REPERES (PR)	<b>PR: 254+900 et 262+000</b>	
SENS	<b>BEAUNE-LUXEMBOURG (sens 1)</b>	
SECTION	<b>Courante 2x2 voies</b>	
NATURE DES TRAVAUX	<b>Renforcement de chaussée et renouvellement de la couche de roulement.</b>	
PERIODE GLOBALE	<b>Du 08 au 23 juillet 2013</b>	
SYSTEME D'EXPLOITATION	<b>- basculement total du sens Beaune-Luxembourg (sens 1) sur le sens Luxembourg-Beaune (sens 2) de type 1+1 et 0 ;</b> <b>- fermeture de bretelles avec déviations.</b>	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	<b>A LA CHARGE DE:</b> <b>- District de METZ</b>	<b>MISE EN PLACE PAR:</b> <b>- CEI Champigneulle</b>

**Article 3 :** Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

[illegible]

2b	Nuit du 17 au 18 juillet 2013 21h00-6h00	PR 257+000  Sens 1 AK5 au PR 254+900, B31 au PR 260+800	<p>Basculement total 1+1 et 0 du sens 1 sur le sens 2 entre les ITPC des PR 257+100 et 260+700</p> <p>Fermeture de la bretelle d'entrée Bouxières-Metz de l'échangeur n°23</p> <p>Fermeture des bretelles de sortie Nancy-Bouxières de l'échangeur n° 23 et Nancy-Custines de l'échangeur n° 24</p> <p>Neutralisation de la voie de gauche</p>	<p>basculée (à double sens)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Interdiction de dépasser pour tous véhicules.</li> </ul> <p><u>Déviations :</u></p> <p>Les usagers en provenance de Bouxières souhaitant emprunter l'A31 en direction de Metz au droit de l'échangeur n° 23 seront dirigés par l'A31 en direction de Nancy jusqu'à l'échangeur n° 22 de Frouard où ils feront demi-tour pour retrouver la direction de Metz.</p> <p><u>Déviations :</u></p> <p>Les usagers circulant sur l'A31 en provenance de Nancy et souhaitant se rendre à Bouxières ou Custines continueront sur l'A31 en direction de Metz et emprunteront l'échangeur n° 25 de Belleville puis les RD40b, RD657 pour reprendre l'A31 en direction de Nancy et retrouver les sorties Custines et Bouxières.</p> <p><u>Sens 2 Luxembourg-Beaune :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Limitation de la vitesse à 90 puis 70 km/h par paliers dégressifs.</li> <li>Interdiction de dépasser pour tous véhicules.</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>Limitation de la vitesse à 70 km/h.</li> <li>Interdiction de dépasser pour tous les véhicules de marchandises de plus de 3,5T de PTAC ou PTR</li> </ul>
3	Du 9 juillet au 22 juillet 2013, 6h00-21h00	Sens 2 AK5 au PR 262+000, B31 au PR 257+000  Sens 1 AK5 au PR 254+900	Circulation sur la zone de chantier	

**Article 4 :** En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 5 :** Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

Publication et/ou affichage du présent arrêté au sein des communes de Bouxières-aux-Dames, Frouard, Custines, Belleville et Marbach ;

Affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;

Mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;

Diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse ;

Activation des panneaux à messages variables du secteur.

**Article 6 :** La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

**Article 7 :** Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

**Article 8 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 9 :** Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 10 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, le commandant du groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour affichage à messieurs les Maires des communes de Bouxières-aux-Dames, Frouard, Custines, Belleville et Marbach.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Directeur de la société SCREG-Est,

- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.  
Nancy, le 5 juillet 2013

Le Directeur Interdépartemental des Routes,  
Georges TEMPEZ

**Arrêté N° 2013-DIR-Est -M-54-060 du 5 juillet 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux d'élargissement de la bretelle de Brabois sur A33**

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le code de la voirie routière ;  
VU le code de la route ;  
VU le code de justice administrative ;  
VU le code pénal ;  
VU le code de procédure pénale ;  
VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;  
VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;  
VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;  
VU l'arrêté SGAR N° 2013-35 du 8 février 2013 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;  
VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.  
VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2013/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 13 mai 2013 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.  
VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.  
VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier;  
VU l'arrêté départementale N° 13/CG/223/DIRAT;  
VU le dossier d'exploitation en date du 03 juillet 2013 présenté par le SIR Lorrain;  
VU l'avis du CG54 en date du 05 juillet 2014 ;  
VU l'avis du CISGT «Myrabel» en date du 05 juillet 2013;  
VU l'information du CRICR;  
VU l'avis du district de Nancy en date du 04 juillet 2013;  
CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

**Article 2 :** Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A33 – au niveau de l'échangeur CHU Brabois, sorties 2a et 2b	
POINTS REPERES (PR)	PR 6+000	
SENS	Sens + : sens Metz vers Strasbourg Sens – : sens Strasbourg vers Metz	
SECTION	Bretelle de sortie Metz-CHU et bretelle de sortie Strasbourg-CHU	
NATURE DES TRAVAUX	Création îlot directionnel, élargissement de voie (bretelle), dépose/repose d'éclairage public sur RD974	
PERIODE GLOBALE	Du 08 juillet au 27 août 2013	
SYSTEME D'EXPLOITATION	- Neutralisation de voies, limitations de vitesse - Fermetures de bretelles avec mise en place de déviation la nuit.	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	<b>A LA CHARGE DE:</b> - Titulaire au droit des travaux - DIR EST sur A33 et déviations	<b>MISE EN PLACE PAR:</b> - SIGNATURE - CEI de Fléville

**Article 3 :** Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
01	Le 08 juillet 2013* 09h00 Durée quelques heures  *Dates prévisionnelles sous réserves des aléas climatiques et technique	<u>Sens Strasbourg/CHU</u> Dans la bretelle de sortie de l'A33	Fourgon CEI qui maintient la circulation sur la voie de gauche en bas de bretelle et le long de la RD974	
02	Du 08 juillet 2013 au 27 août 2013 *	<u>Sens Strasbourg/CHU</u> Dans la bretelle de sortie de l'A33	Voie de droite neutralisée par des séparateurs modulaire de voie de type K16	<u>Sens Strasbourg/CHU</u> - Limitation de vitesse à 50Km/h
03	Du 07 août 2013 au 27 août 2013* De 21h00 à 6h00	<u>Sens Strasbourg/Metz</u> PR6+300 AK5 au PR7+700	Neutralisation de la voie de droite  Bretelle d'entrée Chavigny/Metz fermée	<u>Sens Strasbourg/Metz</u> - Limitation à 90 km/h - Interdiction de doubler pour tous les véhicules  <u>Déviations:</u> Les usagers de la RD974 en provenance de Chavigny et souhaitant rejoindre l'A33 endirection de Metz suivront le fléchage « Dév.2 » de la RD974. Ils feront demi-tour au niveau du giratoire RD974 / rue du Morvan / Avenue de la forêt de Haye pour rejoindre l'A33 en direction de Metz en empruntant la bretelle d'entrée signalée «TOUL PARIS DIJON METZ»
04	Du 12 août 2013 au 27 août 2013* De 21h00 à 6h00	<u>Sens Strasbourg/Metz</u> PR6+300 AK5 au PR7+700	Bretelle de sortie Strasbourg/ CHU fermée  Bretelle d'entrée Chavigny-Metz fermée  Bretelle de sortie Strasbourg/ CHU fermée	<u>Déviations:</u> Les usagers de l'A33 en provenance de Strasbourg et souhaitant atteindre la RD974 en direction de Nancy suivront le fléchage « Dév.1 », au niveau de l'échangeur de Brabois.  <u>Déviations:</u> Les usagers de la RD974 en provenance de Chavigny et souhaitant rejoindre l'A33 endirection de Metz suivront le fléchage « Dév.2 » de la RD974. Ils feront demi-tour au niveau du giratoire RD974 / rue du Morvan / Avenue de la forêt de Haye pour rejoindre l'A33 en direction de Metz en empruntant la bretelle d'entrée signalée «TOUL PARIS DIJON METZ»  <u>Déviations:</u> Les usagers de l'A33 en provenance de Strasbourg et souhaitant atteindre la RD974 en direction de Nancy suivront le fléchage « Dév.1 », au niveau de l'échangeur de Brabois.

**Article 4 :** En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 5 :** Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.

Mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté;

diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire des médias.

**Article 6 :** La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

**Article 7 :** Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

**Article 8 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 9 :** Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 10 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, le commandant du

groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
  - Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
  - Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
  - Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
  - Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
  - Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
  - Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
  - Directeur de EUROVIA
  - Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.
- Moulins-lès-Metz, le 5 juillet 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
L'Adjoint au Chef de la division d'exploitation de Metz,  
Stéphane HEBENSTREIT

---

**AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE**  
**DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE**  
*Service Produits de Santé et Biologie*

**Arrêté n°2013-0654 du 27 juin 2013 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée SELAS « Laboratoire SIEST » sise 248 avenue Henri Dunant à Pont-à-Mousson (54700) - enregistrée sous le N°06**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;  
VU la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;  
VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;  
VU la loi n° 2013-442 du 30 mai 2013 portant réforme de la biologie médicale ;  
VU le décret n° 92-545 du 17 Juin 1992 relatif aux Sociétés d'Exercice Libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;  
VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 2012-2668 du 8 janvier 2013 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Claude d'HARCOURT Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 2013-0092 du 18 Janvier 2013 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral par actions simplifiée SELAS « Laboratoire SIEST », enregistrée sous le n°06, dont le siège social se situe 248 avenue Henri Dunant à Pont-à-Mousson (54700) ;  
CONSIDERANT le dossier présenté le 20 février 2013 par le Groupement Strasbourgeois d'Avocats au nom et pour le compte de la SELAS « Laboratoire SIEST » ;  
CONSIDERANT que la demande porte sur :  
- la nomination de Monsieur STOICA Christian en qualité de directeur général de la SELAS « laboratoire SIEST » ;  
- la cession d'actions au profit de Mr STOICA Christian.

**ARRETE**

**Article 1er :** A compter de la date du présent arrêté, les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2013-0092 du 8 janvier 2013 susmentionné, sont remplacées par les dispositions suivantes :

Dénomination sociale : « LABORATOIRE SIEST »

Siège social : 248, avenue Henri Dunant 54700 PONT A MOUSSON

Forme juridique : Société d'exercice libéral par actions simplifiée (SELAS)

Sites exploités :

La société d'exercice libéral par actions simplifiée SELAS « LABORATOIRE SIEST », agréée sous le n° 06 exploite, à compter de la date du présent arrêté, le laboratoire de biologie médicale situé 248 avenue Henri Dunant à Pont-à-Mousson (57100) inscrit sous le n° 54-73 et implanté sur les cinq sites ci-dessous :

248, Avenue Henri Dunant - 54700 PONT-A-MOUSSON,

4 RD 657 - 54700 PONT-A-MOUSSON,

3, rue des Aulnois – 54530 PAGNY-SUR-MOSELLE,

31, rue Clémenceau – 57185 CLOUANGE,

29, rue Saint-Laurent – 54702 PONT-A-MOUSSON.

Biologistes coresponsables :

- Madame Anne DOLEANS-SIEST, biologiste médical, médecin,
- Madame Adeline SCHIRRA, biologiste médical, pharmacien,
- Madame Françoise CAUTAIN, biologiste médical, pharmacien,
- Monsieur Jean-Luc SALLERIN, biologiste médical, pharmacien,
- Madame Marie-Madeleine GALTEAU, biologiste médical, pharmacien.
- Monsieur STOICA Christian, biologiste médical, médecin

Biologiste médical :

- Madame Audrey BARBIER, biologiste médical, pharmacien.

**Article 2 :** Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

**Article 3 :** Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

Auprès de la ministre des Affaires sociales et de la Santé – 14, avenue Duquesne – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,  
Devant le Tribunal Administratif compétent - pour le recours contentieux,  
à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers.

**Article 4 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé et le Préfet de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELAS « Laboratoire SIEST », dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Nationale de Sécurité des Médicaments et des Produits de Santé,
  - Madame la Présidente du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (Conseil Central de la section G),
  - Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de Meurthe et Moselle,
  - Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle,
  - Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Moselle,
- et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Lorraine, de la Meurthe et Moselle et de la Moselle.

Nancy, le 27 juin 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale  
de Santé Lorraine et par délégation,  
Le Directeur Régional Adjoint,  
Marie-Hélène MAITRE

**Arrêté N° 2013-0655 du 27 juin 2013 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multi-sites exploité par la SELAS « Laboratoire SIEST » sise 248 avenue Henri Dunant à Pont-à-Mousson (54700) - autorisation N° 54-73**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU la loi n° 2013-442 du 30 mai 2013 portant réforme de la biologie médicale ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;

VU l'arrêté du 26 novembre 1999 modifié relatif à la bonne exécution des analyses de biologie médicale ;

VU l'arrêté n°2012-0386 du 2 Mai 2012 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multi sites exploité par la SELAS « Laboratoire SIEST » sise 248 avenue Henri Dunant à Pont-à-Mousson (54700) ;

VU l'arrêté n°2013-0655 du 27 juin 2013 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral par actions simplifiées SELAS « Laboratoire SIEST » sise 248 avenue Dunant à Pont-à-Mousson (54700), enregistrée sous le n° 06 ;

CONSIDERANT le dossier présenté le 20 février 2013 par le Groupement Strasbourgeois d'Avocats au nom et pour le compte de la SELAS « Laboratoire SIEST »,

CONSIDERANT que la demande porte sur :

La nomination de Monsieur STOICA Christian, médecin, au titre et fonctions de biologiste médical corresponsable

**ARRETE**

**Article 1er :** A compter de la date du présent arrêté, le laboratoire de biologie médicale multi-sites exploité par la SELAS « laboratoire SIEST » (FINESS Juridique : 540020989) dont le siège social est situé 248 avenue Dunant à Pont-à-Mousson (54700), est autorisé à fonctionner sous le numéro 54-73 sur les 5 sites suivants, ouverts au public :

- 248, Avenue Henri Dunant à PONT-A-MOUSSON (54700)

N° FINESS Etablissement : 540020997

Biologiste présent : Mme Anne DOLEANS-SIEST

Activités réalisées : aucune activité technique.

- 29, rue Saint-Laurent à PONT-A-MOUSSON (54700)

N° FINESS Etablissement : 540021003

Biologiste présent : Mme Françoise CAUTAIN

Activités réalisées : aucune activité technique.

- 3, rue des Aulnois à PAGNY-SUR-MOSELLE (54530)

N° FINESS Etablissement : 540021029

Biologiste présent : Mme Adeline SCHIRRA

Activités réalisées : aucune activité technique

- 31, rue Clémenceau à CLOUANGE (57185)

N° FINESS Etablissement : 570025262

Biologiste présent : M. Jean-Luc SALLERIN

Activités réalisées : biochimie, enzymologie, protéines, immuno-analyse, hématologie, hémostase.

- 4 RD 657 à PONT-A-MOUSSON (54700)

N° FINESS Etablissement : 540021011

Biologistes présents : Mme Audrey BARBIER, Mme Marie-Madeleine GALTEAU et Monsieur Christian STOICA

Activités réalisées : biochimie, enzymologie, protéines, médicaments, immuno-analyse, hématologie, hémostase, Groupe RAI.

Permanence d'activité en dehors des heures d'ouvertures au public

Les fonctions de biologistes coresponsables seront assurées par :

- Mme Anne DOLEANS-SIEST, biologiste médical, médecin,

- Mme Adeline SCHIRRA, biologiste médical, pharmacien,

- Mme Françoise CAUTAIN, biologiste médical, pharmacien,

- M Jean-Luc SALLERIN, biologiste médical, pharmacien,

- Mme Marie-Madeleine GALTEAU, biologiste médical, pharmacien,

- Monsieur STOICA Christian, biologiste médical, médecin.

Les fonctions de biologiste médical seront assurées par :

- Mme Audrey BARBIER, biologiste médical, pharmacien.

**Article 2 :** Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

**Article 3 :** Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

Auprès de la Ministre des Affaires sociales et de la Santé – 14, avenue Duquesne – 75350 PARIS SP 07 - pour le recours hiérarchique,

Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex -pour le recours contentieux.

**Article 4 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELAS « LABORATOIRE SIEST », dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Nationale de Sécurité des Médicaments et des Produits de Santé ;
- Madame la Présidente du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens (Section G) ;

- Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de Meurthe et Moselle ;  
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle ;  
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Moselle  
et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Lorraine, de la Moselle et de la Meurthe-et-Moselle.  
Nancy, le 27 juin 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale  
de Santé Lorraine et par délégation,  
Le Directeur Régional Adjoint,  
Marie-Hélène MAITRE

**Arrêté n°2013-0657 du 1er juillet 2013 Portant autorisation pour la S.A. « BASTIDE Le confort médical », de dispenser, à domicile, de l'oxygène à usage médical pour son site de rattachement situé à AUGNY (57685)**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique, notamment l'article L. 4211-5 ;

VU l'arrêté du 17 novembre 2000 relatif aux bonnes pratiques de dispensation à domicile de l'oxygène à usage médical ;

CONSIDERANT la demande présentée le 18 janvier 2013 et complétée les 18 février, 25 avril et 28 mai 2013, par Monsieur BASTIDE, Président Directeur Général de la S.A. « BASTIDE Le confort médical » en vue d'obtenir l'autorisation de dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical pour son site de rattachement situé à AUGNY (57685) ;

CONSIDERANT l'avis rendu par les pharmaciens inspecteurs de santé publique de Lorraine dans le rapport qui a fait suite à l'enquête du 21 mai 2013 ;

CONSIDERANT l'avis favorable avec remarques du Conseil Central de la Section D de l'Ordre National des Pharmaciens émis le 15 avril 2013 ;

**ARRETE**

**Article 1er :** La S.A. « BASTIDE Le confort médical » est autorisée à dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical dans les conditions suivantes :

Forme juridique : Société anonyme

Siège social : Centre d'activité Euro 2000 - 12, avenue de la Dame - CAISSARGUES (30132)

Site principal de dispensation : ZAC Actisud - zone des Gravières - 12 rue des Gravières - AUGNY (57685).

Site de stockage de l'oxygène médical liquide et gazeux : Site de la société Linde - 23 allée des Chênes - Parc de Haye - 54840 VELAIN-EN-HAYE

Pharmacien responsable : Madame Marie-Hélène VORIOU

Aire géographique desservie :

- Meurthe et Moselle (54),
- Meuse (55),
- Moselle (57),
- Vosges (88),
- Bas Rhin (67),
- Haut Rhin (68),
- Haute Marne (52).

**Article 2 :** Toute modification des éléments figurant dans le dossier de demande d'autorisation doit donner lieu à déclaration au Directeur Général de l'Agence régionale de santé.

**Article 3 :** Les activités de ce site doivent être réalisées en conformité avec les dispositions de l'arrêté du 17 novembre 2000 relatif aux Bonnes pratiques de dispensation à domicile de l'oxygène à usage médical.

**Article 4 :** Toute infraction aux dispositions de l'arrêté du 17 novembre 2000 pourra entraîner la suspension ou la suppression de la présente autorisation.

**Article 5 :** Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans le délai de deux mois :

Auprès de la Ministre des Affaires Sociales et de la Santé – 14 avenue Duquesne – 75350 PARIS 07 SP – pour le recours hiérarchique,

Devant le Tribunal Administratif de Strasbourg – 31 avenue de la Paix – 67000 STRASBOURG cedex - pour le recours contentieux.

**Article 6 :** Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur, et dont copie sera transmise à :

- Monsieur le Président du Conseil Central de l'Ordre National des Pharmaciens – Section D ;
  - Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Alsace ;
  - Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Champagne-Ardenne ;
  - Mesdames et Messieurs les Directeurs des Caisses Primaires d'Assurance Maladie des départements desservis ;
- et inséré aux recueils des actes administratifs de la Préfecture de la région Lorraine et des préfectures de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges.

Nancy, le 1er juillet 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale  
de Santé Lorraine,  
Claude d'HARCOURT

**Arrêté ARS n° 2013-0675 du 4 juillet 2013 portant modification des éléments figurant dans l'autorisation de la pharmacie à usage intérieur de l'Institut de cancérologie de Lorraine Alexis Vautrin**

**N° FINES**

**Entité juridique – 540003019**

**Etablissement - 540001286**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L.5126-5, L. 5126-7, L. 5126-14, R. 5126-1 à R. 5126-3, R. 5126-8 à R. 5126-21 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 juin 2001 relatif aux Bonnes Pratiques de Pharmacie Hospitalière opposables ;

VU les Bonnes Pratiques de Préparation (bulletin officiel n° 2007/7 bis) opposables ;

VU l'arrêté du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé ;

VU l'arrêté préfectoral n° 388 du 8 août 1974 relatif à la création d'une pharmacie à usage intérieur par le Centre Alexis Vautrin ;

VU l'arrêté préfectoral n° 21 du 23 janvier 2003 relatif à l'autorisation d'effectuer des activités optionnelles dans les pharmacies des établissements de santé ;

VU l'arrêté du Directeur de l'Agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine n° 107 du 20 décembre 2004 relatif à l'autorisation de la vente au public de spécialités pharmaceutiques par les pharmacies à usage intérieur des établissements de santé ;  
CONSIDERANT la demande de transfert de la pharmacie à usage intérieur, motivée par la nécessité de mettre aux normes l'unité centralisée de préparation des chimiothérapies, reçue le 14 décembre 2012 et complétée le 29 janvier 2013, par l'Institut de cancérologie de Lorraine Alexis Vautrin – 6, avenue de Bourgogne 54511 Vandœuvre-lès-Nancy ;  
CONSIDERANT que ces locaux sont implantés sur le même site par extension et restructuration des locaux actuels ;  
CONSIDERANT l'avis rendu par le Conseil central de la section H du Conseil national de l'Ordre des Pharmaciens le 7 mars 2013 ;  
CONSIDERANT les conclusions du rapport d'instruction des pharmaciens inspecteurs de santé publique en date du 4 juillet 2013 ;

#### ARRETE

**Article 1er :** La pharmacie à usage intérieur de l'Institut de cancérologie de Lorraine Alexis Vautrin est autorisée à fonctionner dans des locaux situés au rez-de-chaussée du bâtiment principal (bâtiment A) de l'établissement, suivant les plans fournis au dossier de demande sus-visé.

**Article 2 :** La PUI est autorisée pour les missions de base des PUI prévues par l'article R. 5126-8 du code de la santé publique :

- la gestion, l'approvisionnement, le contrôle, la détention et la dispensation des médicaments, produits ou objets mentionnés à l'article L. 4211-1 ainsi que des dispositifs médicaux stériles ;
- la réalisation des préparations magistrales à partir de matières premières ou de spécialités pharmaceutiques ;
- la division des produits officinaux

La pharmacie à usage intérieur est également autorisée à exercer les activités optionnelles suivantes, prévues à l'article R. 5126-9 :

La vente de médicaments au public dans les conditions prévues à l'article L. 5126-4 ;

L'activité de stérilisation des dispositifs médicaux du site ;

La réalisation de préparations hospitalières ;

La réalisation des préparations rendues nécessaires par les recherches biomédicales mentionnées à l'article L. 5126-11.

**Article 3 :** L'établissement s'engage à mettre en œuvre les dispositions permettant d'assurer le respect des bonnes pratiques et des normes techniques en vigueur.

**Article 4 :** Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours :

- auprès de la ministre des affaires sociales et de la santé – 14 avenue Duquesne – 75350 PARIS 07 SP – pour le recours hiérarchique,
- devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, place Carrière – 54036 NANCY CEDEX – pour le recours contentieux.

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers.

**Article 5 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Directeur Général de l'Institut de cancérologie de Lorraine Alexis Vautrin et dont copie sera adressée :

- à Monsieur le Président du Conseil central de la Section H de l'Ordre national des Pharmaciens ;
- à Monsieur le Directeur Général de l'Agence nationale de sécurité des médicaments et des produits de santé ;
- à Monsieur le Directeur de la Caisse primaire d'assurance maladie de Meurthe-et-Moselle.

et sera publié aux recueils des actes administratifs de la Préfecture de la région Lorraine et du département de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 4 juillet 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale  
de Santé Lorraine,  
Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale  
de Santé Lorraine et par délégation,  
Le Directeur Régional Adjoint,  
Marie-Hélène MAITRE

## DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE

### DIRECTION

**Arrêté n° 22/2013 du 11 juillet 2013 portant délégation de signature de Madame Danièle GIUGANTI en matière d'actions d'inspection de la législation du travail**

Mme Danièle GIUGANTI, Directrice Régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

Vu le code du travail, notamment son article R. 8122-2,

Vu le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

VU l'arrêté du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre du travail, de l'emploi et de la santé en date du 19 avril 2012 portant nomination de Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine

VU l'arrêté n° 33/2012 du 10 mai 2012 portant délégation de signature à M. Philippe SOLD, Responsable de l'unité territoriale chargée des politiques du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de développement des entreprises de Meurthe-et-Moselle

VU l'article 18 de la loi n° 2013-504 du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi

VU le décret n° 2013-554 du 27 juin 2013 relatif à la procédure de licenciement collectif pour motif économique

#### DECIDE

**Article 1er :** Délégation permanente est donnée à M. Philippe SOLD, Responsable de l'unité territoriale chargée des politiques du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de développement des entreprises de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer, au nom de Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, les actes limitativement mentionnés ci-dessous :

I – Pour les entreprises de 50 salariés ou plus, lorsqu'un projet de licenciement concerne 10 salariés ou plus dans une même période de 30 jours :

Accusé réception du projet de licenciement prévu à l'art. L 1233-46 du code du travail ;

Injonction à l'employeur de fournir les éléments d'information relatifs à la procédure en cours ou de se conformer à une règle de procédure prévue par les textes législatifs, les conventions collectives ou un accord collectif dans les conditions prévues par l'art. L 1233-57-5 du code du travail ;

Formulation de toute observation ou proposition à l'employeur concernant le déroulement de la procédure ou les mesures sociales dans les conditions prévues par les articles L 1233-57 et L 1233-57-6 du code du travail ;

Décisions sur contestations relatives à l'expertise prévue à l'art. L 4614-12-1 du code du travail ;

Accusé réception du dossier complet de demande d'homologation du plan et/ou de validation de l'accord prévu à l'art. L 1233-57-1 ;

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire et en cas de plan de sauvegarde de l'entreprise, arrêté conformément à l'art. L 626-10 du code du commerce, la décision favorable ou de refus de validation de l'accord collectif ou d'homologation prévue à l'art. L 1233-58-6 du code du travail.

Il – Dans les entreprises non soumises à un plan de sauvegarde de l'emploi, formulation d'observations sur les mesures sociales, conformément à l'art. L 1233-56 du code du travail.

**Article 2 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe SOLD, la délégation de signature est accordée à M. Philippe DIDELOT et en cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe DIDELOT, à M. Raymond DAVID.

**Article 3 :** Les dispositions de l'arrêté n° 33/2012 du 10 mai 2012 visant les textes caducs relatifs aux licenciements économiques et au plan de sauvegarde de l'emploi sont abrogées.

**Article 4 :** Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine est chargée de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 11 juillet 2013

La Directrice Régionale,  
Danièle GIUGANTI

---

**Arrêté n° 26/2013 du 11 juillet 2013 portant délégation de signature de Madame Danièle GIUGANTI en matière d'actions d'inspection de la législation du travail**

Mme Danièle GIUGANTI, Directrice Régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine

VU le code du travail, notamment son article R. 8122-2,

VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

VU l'arrêté du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre du travail, de l'emploi et de la santé en date du 19 avril 2012 portant nomination de Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine

VU l'article 18 de la loi n° 2013-504 du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi

VU le décret n° 2013-554 du 27 juin 2013 relatif à la procédure de licenciement collectif pour motif économique

**D E C I D E**

**Article 1er :** Délégation permanente est donnée à Mme Marie-France RENZI, Responsable du Pôle Travail, à l'effet de signer, en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, les décisions favorables ou de refus de validation de l'accord collectif majoritaire ou d'homologation prévues par les articles L 1233-57-1 à L 1233-57-4 du Code du Travail.

**Article 2 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-France RENZI, la délégation de signature est accordée à M. Jean DE ZELICOURT et en cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean DE ZELICOURT, à Mme Aline BIRCK.

**Article 3 :** Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine est chargée de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Lorraine et des quatre départements lorrains.

Nancy, le 11 juillet 2013

La Directrice Régionale,  
Danièle GIUGANTI

---

**UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

**Décision du 4 avril 2013 portant refus d'inscription d'un organisme de services à la personne - Monsieur Sidney MALGRAS, auto entrepreneur, à SIONVILLER (54300)**

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté préfectoral n°12.BI.28 du 02 mai 2012 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU l'arrêté n°21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine,

VU la déclaration d'activité de services à la personne déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 19 mars 2013 par Monsieur Sidney MALGRAS, auto entrepreneur, sis 6 route de Crion 54300 SIONVILLER,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**CONSIDÉRANT,**

Qu'au vu des éléments recueillis sur le site internet de l'entreprise individuelle Sidney MALGRAS «CreativDesign», celle-ci ne respecte pas la condition d'activité exclusive en proposant également des activités de réparation de matériel informatique, de vente (réalisation de sites Internet, affiches, flyer, logo ...) aux particuliers ainsi qu'aux entreprises, collectivités ou associations,

**D E C I D E**

Le refus d'inscription en tant qu'organisme de services à la personne de Monsieur Sidney MALGRAS, auto-entrepreneur, numéro SIRET 52794531500010, sis 6 route de Crion à 54300 SIONVILLER.

Le présent refus sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 4 avril 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Le responsable du pôle entreprises et emploi,  
Raymond DAVID

*Voies de recours*

*La présente décision est susceptible d'être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa notification en exerçant :  
- un recours gracieux auprès du préfet de département,*

- un recours hiérarchique auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie (DGCIS – Mission des services à la personne – Immeuble Bervil – 12 rue Villiot – 75 572 PARIS CEDEX 12),  
- un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nancy (5 place de la carrière – 54036 NANCY CEDEX).

## POLE C - SERVICE METROLOGIE

### Décision de renouvellement d'agrément N° 13.16.271.005.1 du 7 juin 2013

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le règlement CEE n° 3821/85 du Conseil du 20 décembre 1985 concernant l'appareil de contrôle dans le domaine des transports par route, modifié notamment par le règlement CE du Conseil n° 2135/98 du 24 septembre 1998 ;  
VU le décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure ;  
VU l'arrêté du 31 décembre 2001 modifié pris pour application du décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 susvisé ;  
VU l'arrêté du 7 juillet 2004 modifié relatif aux modalités de contrôle des chronotachygraphes numériques ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.28 du 2 mai 2012 du Préfet de Meurthe et Moselle accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;  
VU l'arrêté n° 10/2013 du 22 mars 2013 portant subdélégation de signature en faveur des Chefs de Pôles de la DIRECCTE Lorraine ;  
VU la décision n° 95.16.110.001.1 du 10 octobre 1995 du préfet du département de Meurthe et Moselle attribuant la marque d'identification AL-54 à la société Nouveaux Ateliers Mécaniques ;  
VU la décision n° 05.16.271.003.1 du 11 août 2005 prononçant l'agrément de la société Nouveaux Ateliers Mécaniques, dont le siège est 92 Chemin de la Poste, 54840 VELAIN-EN-HAYE, pour effectuer dans ses ateliers les opérations d'installation et d'inspection périodique de chronotachygraphes numériques, renouvelée et modifiée par la décision n° 09.16.271.014.1 du 9 juin 2009 ;  
VU la demande en date du 7 mai 2013 de la société Nouveaux Ateliers Mécaniques, dont le siège est 92 Chemin de la Poste, 54840 VELAIN-EN-HAYE, en vue d'obtenir le renouvellement de son agrément ;  
VU les conclusions de la visite du 6 juin 2013 conduite par la DIRECCTE Lorraine ;  
SUR proposition de la directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;

#### DECIDE

**Article 1er :** La présente décision renouvelle, jusqu'au 9 juin 2017, les dispositions de la décision n° 05.16.271.003.1 du 11 août 2005 modifiée et renouvelée, délivrée à la société Nouveaux Ateliers Mécaniques, dont le siège est 92 Chemin de la Poste, 54840 VELAIN-EN-HAYE, pour effectuer dans ses ateliers les opérations d'installation et d'inspection périodique de chronotachygraphes numériques.

**Article 2 :** L'annexe à la décision n° 05.16.271.003.1 du 11 août 2005 modifiée est remplacée par celle jointe à la présente décision. La nouvelle annexe porte la mention « Révision n° 2 du 7 juin 2013 ».

**Article 3 :** Cette décision peut être suspendue ou retirée à tout moment en cas de dysfonctionnement grave ou de manquement de la société à ses obligations réglementaires.

**Article 4 :** Au moins trois mois avant la date d'échéance de la présente décision la société Nouveaux Ateliers Mécaniques devra adresser sa demande de renouvellement d'agrément à l'autorité locale en charge de la métrologie légale.

**Article 5 :** La présente décision peut être déférée au tribunal administratif dans les deux mois à partir de sa notification ou de sa publication.  
Metz, le 7 juin 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le responsable du pôle concurrence, consommation,  
répression des fraudes et métrologie  
Christian JEANNOT

Révision n° 2 du 7 juin 2013

### Annexe à la décision n° 13.16.271.005.1 du 7 juin 2013

#### Liste des ateliers couverts par le présent agrément et numéros abrégés correspondants

Numéro d'agrément abrégé identifiant l'atelier	Nom	Adresse	Commentaires
051600301	Nouveaux Ateliers Mécaniques	92 Chemin de la Poste 54840 VELAIN-EN-HAYE	Hors véhicule à transmission intégrale permanente

## DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE

### PREVENTION DES RISQUES

#### Arrêté N° 2013 - 001 du 3 juillet 2013 portant reconnaissance du service inspection Centre de Production Thermique EDF de Blénod-les-Pont-à-Mousson

Le Préfet du département de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 modifié relatif aux équipements sous pression, notamment son article 19 ;  
VU l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 modifié relatif à l'exploitation des équipements sous pression notamment ses articles 10 (§ 4) et 21 ;  
VU la circulaire ministérielle DM-T/P n° 32510 du 21 mai 2003 relative à la reconnaissance des services inspection d'un établissement industriel pour l'application de la réglementation des équipements sous pression ;  
VU la décision DM-T/P n° 32936 du 5 mai 2004 relative à l'approbation d'un guide professionnel permettant d'établir des plans d'inspection pour la surveillance des équipements sous pression par un service inspection reconnu ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 2013-761 du 18 mars 2013, accordant délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine (DREAL) ;  
VU l'arrêté DREAL - 2013-04 du 25 mars 2013, portant subdélégation de signature à M. Jacques MOLE, Chef de la Division Risques Technologiques et Industriels ;  
VU la demande de la société d'Electricité de France du 9 janvier 2013 visant à obtenir le renouvellement de la reconnaissance du service inspection de son Centre de Production Thermique de Blénod-les-Pont-à-Mousson (Meurthe-et-Moselle) ;

VU le rapport d'audit effectué les 9, 10 et 11 avril 2013 par Emilie DUBOIS (DREAL BOURGOGNE) et Xavier DUTHOIT (DREAL NORD – PAS-DE-CALAIS) ;  
SUR proposition de la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine ;

**D E C I D E**

**Article 1er :** Le service inspection de la société Electricité de France - Centre de Production Thermique de Blénod-les-Pont-à-Mousson est reconnu, au sens de l'article 19 du décret du 13 décembre 1999 susvisé, jusqu'au 15 juillet 2016.

**Article 2 :** Le service inspection cité à l'article 1er est autorisé, sous sa responsabilité et dans les limites prévues par le guide professionnel approuvé par la décision du 5 mai 2004 susvisée, à définir pour les équipements sous pression de l'établissement :

- la périodicité des inspections périodiques et des requalifications périodiques sans que celles-ci ne puissent excéder, respectivement, 6 ans et 12 ans ;

- la nature des opérations d'inspection périodique et de requalification périodique.

Les autres équipements sous pression de l'établissement, qui ne font pas l'objet d'un plan d'inspection, sont placés sous la surveillance du service inspection. En particulier, les extincteurs et les appareils respiratoires isolants seront suivis selon les prescriptions de l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 susvisé.

Toute modification ou extension de la portée de la présente reconnaissance devra faire l'objet d'une demande préalable auprès de la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine.

**Article 3**

§ 1 - Le service inspection cité à l'article 1er garantit la direction des actions d'inspection planifiées et systématiques assurant la sécurité des équipements sous pression exploités dans l'établissement, selon les modalités prévues par le système documentaire établi à cette fin par la société Electricité de France, Centre de Production Thermique de Blénod-les-Pont-à-Mousson.

§ 2 - La vérification de l'application du présent arrêté est effectuée par les agents de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine, dans les conditions prévues par la circulaire du 21 mai 2003 susvisée.

§ 3 - La société Electricité de France, Centre de Production Thermique de Blénod-les-Pont-à-Mousson prend les mesures nécessaires pour que ces agents aient libre accès dans les locaux, ateliers ou dépendances de son établissement précité et doit leur communiquer, sur leur demande, tout document nécessaire à l'accomplissement de leur mission.

§ 4 - La société Electricité de France, Centre de Production Thermique de Blénod-les-Pont-à-Mousson est responsable de l'évolution, notamment en cas de modification de la réglementation, des dispositions citées au § 1er ci-avant. Toute modification notable de ces dispositions est transmise préalablement à la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine.

**Article 4 :** En cas de manquement aux obligations précitées, il sera fait application des sanctions prévues au paragraphe IV-5 de la circulaire du 21 mai 2003 susvisée.

**Article 5 :** La demande de renouvellement de la présente reconnaissance, doit être déposée par la société Electricité de France, Centre de Production Thermique de Blénod-les-Pont-à-Mousson auprès de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine, six mois au moins avant l'échéance fixée à l'article 1er ci-avant.

**Article 6 :** La Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Registre des Actes Administratifs du département de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 3 juillet 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef de la division Risques Technologiques et Industriels,  
Jacques MOLE

---

**DIRECTION REGIONALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS DE LORRAINE****Décision du 9 juillet 2013 de fermeture définitive d'un débit de tabac à LAXOU**

Le directeur régional des douanes et droits indirects de Lorraine,

VU l'article 568 du Code Général des impôts,

VU le décret 2010-720 du 28 juin 2010 relatif à l'exercice du monopole de vente au détail des tabacs manufacturés et ses articles 8 et 37,

VU la délégation de signature du 27 mars 2012 concernant le décret susvisé,

CONSIDERANT la demande de démission de votre charge de débitant de tabac du débit 5400643W exploité par Madame Patricia JAMMES en date du 25 mars 2013,

**D E C I D E**

La fermeture définitive du débit de tabac N° 5400643W sis à Laxou (54520) exploité au 10, rue Paul Bert à la date du 1er juillet 2013.

Nancy, le 9 juillet 2013  
Le directeur régional des douanes et droits indirects de Lorraine,  
Christian LEBLANC

---

**Décision du 9 juillet 2013 de fermeture définitive d'un débit de tabac à TIERCELET**

Le directeur régional des douanes et droits indirects de Lorraine,

Vu l'article 568 du Code Général des impôts,

Vu le décret 2010-720 du 28 juin 2010 relatif à l'exercice du monopole de vente au détail des tabacs manufacturés et ses articles 8 et 37,

Vu la délégation de signature du 27 mars 2012 concernant le décret susvisé,

Considérant la situation du débit de tabac 5400457X exploité par Mme Claudine MENICHETTI,

Considérant notamment les courriers des 19 mars 2013 et 2 mai 2013,

Considérant la résiliation du traité de gérance la liant à l'administration des douanes et droits indirects conformément à l'article 37 – 3 du décret n° 2010-720

**D E C I D E**

La fermeture définitive du débit de tabac N° 5400457X sis à Tiercelet (54190) exploité au 20, rue Honoré de Balzac à la date du 1er juillet 2013.

Nancy, le 9 juillet 2013  
Le directeur régional des douanes et droits indirects de Lorraine,  
Christian LEBLANC

---

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES****Décision de subdélégation de signature du 1er juillet 2013 en matière d'ordonnancement secondaire**

Le directeur du pôle pilotage et ressources de la direction départementale de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif au pouvoir des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements, modifié par le décret n°2010-146 du 16 février 2010 et par le décret n°210-687 du 24 juin 2010 ;  
VU le décret n°2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;  
VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;  
VU le décret du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;  
VU la décision du 13 Janvier 2010 portant nomination de M. Xavier HUMBERT à la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, en qualité de responsable du pôle pilotage et ressources ;  
Vu l'arrêté préfectoral n°13.OSD.01 du 25 février 2013, portant délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Xavier HUMBERT, Administrateur des finances publiques ;

#### DECIDE

**Article 1er** : En cas d'absence ou d'empêchement, les délégations qui me sont conférées par arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle en date du 25 février 2013, seront exercées par :

- Monsieur ROUQUET Serge, Administrateur des finances publiques adjoint
- Monsieur Hervé FRIDRICK, Administrateur des finances publiques adjoint
- Madame Sylvie ROMAIN, Inspecteur divisionnaire des finances publiques

**Article 2** : Dans le cadre des délégations conférées par arrêté du préfet de Meurthe et Moselle en date du 25 février 2013, les agents nommés ci-dessous disposent d'une subdélégation de signature leur permettant la saisie et la validation des demandes de paiement dans CHORUS pour les opérations de dépenses et de recettes ordonnancées sur les programmes budgétaires cités dans l'arrêté préfectoral n°13.OSD.01 du 25 février 2013 :

- Messieurs Julian MULLER et Stéphane GAYRAUD, inspecteurs des finances publiques
- Mesdames Martine HOUSTLER et Fabienne MATHIOT, contrôleurs principaux des finances publiques
- Messieurs Olivier LAURENT, Fabrice JACQUINET et Franck ANTOINE, contrôleurs des finances publiques

**Article 3** : La décision du 1er mars 2013 est abrogée.

Nancy, le 1er juillet 2013

L'Administrateur des Finances Publique,  
Xavier HUMBERT

#### Arrêté du 1er juillet 2013 portant subdélégations de signature en matière domaniale

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;  
VU le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;  
VU l'arrêté du Préfet de Meurthe-et-Moselle en date du 12 avril 2012 accordant délégation de signature à M. Noël CLAUDON, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

#### ARRETE

**Article 1er** : La délégation de signature qui est conférée à M. Noël CLAUDON, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, par l'article 1er de l'arrêté du 12 avril 2012 accordant délégation de signature à M. Noël CLAUDON sera exercée par M. Jean-Marie ZIMMERMANN, directeur chargé du pôle de la gestion publique et, par M. Jean Luc HUMBERT, administrateur des finances publiques adjoint, et Mme Nathalie SAULNIER, Inspectrice divisionnaire des finances publiques.

**Article 2** : En cas d'absence ou d'empêchement, la même délégation sera exercée par Mme Valérie GUYOT, inspectrice des finances publiques, ou, à son défaut, par M. David de BEAUMONT, inspecteur des finances publiques .

**Article 3** : En ce qui concerne les attributions visées sous le no 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 8 de l'article 1er de l'arrêté du 12 avril 2012 accordant délégation de signature à M. Noël CLAUDON, délégation de signature est accordée aux fonctionnaires suivants :

- Madame Valérie GUYOT, inspectrice des finances publiques, dans la limite de 15 000 euros pour les prises à bail par l'État et de 150 000 euros pour les acquisitions et cessions de l'État,
- Madame Liliane FAURE, contrôleuse des finances publiques, pour les bordereaux d'envoi et les demandes de renseignement,
- M. Claude MAGNETTE, agent administratif des finances publiques, pour les bordereaux d'envoi et les demandes de renseignement,
- M. Patrice JACQUEMIN, agent administratif des finances publiques, pour les bordereaux d'envoi et les demandes de renseignement.

**Article 4** : En ce qui concerne les attributions visées sous les n° 7 de l'article 1er de l'arrêté du 12 avril 2012 accordant délégation de signature à M. Noël CLAUDON, délégation de signature est accordée, pour les opérations n'excédant pas 150 000 €, aux fonctionnaires suivants :

- Monsieur David de BEAUMONT, inspecteur des finances publiques,
- Mesdames Cécile BILLY, Élisabeth DANGIN, Véronique RONCHARD et Claudine PAULY, contrôleuses des finances publiques,
- Messieurs Raphaël LOGEL et Stéphane OTTENWALTER, contrôleurs des finances publiques.

**Article 5** : Le présent arrêté abroge l'arrêté du 1er mars 2013.

**Article 6** : Le présent arrêté sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans les locaux de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 1er juillet 2013

Pour le Préfet,  
L'administrateur général des finances publiques,  
Directeur départemental des finances publiques,  
Noël CLAUDON

#### Décision de délégations spéciales de signature du 1er juillet 2013 pour les missions rattachées

L'administrateur général des finances publiques, directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité publique ;  
VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;  
VU le décret n°2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des finances publiques ;  
VU le décret n°2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;  
VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la Direction générale des finances publiques ;  
VU l'arrêté du 11 décembre 2009 portant création de la direction départementale de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en date du 27 mars 2012 portant nomination de M. Noël CLAUDON, administrateur général des finances publiques, et l'affectant à la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;  
VU la décision du directeur général des finances publiques en date du 29 mars 2012 fixant au 1er avril 2012 la date d'installation de Monsieur Noël CLAUDON dans les fonctions de directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;

#### DECIDE

**Article 1er** : Délégation spéciale de signature pour signer les pièces ou documents relatifs aux attributions de leur mission, avec faculté pour chacun d'eux d'agir séparément et sur sa seule signature, l'énonciation des pouvoirs ainsi conférés étant limitative, est donnée à :

1. Pour la mission maîtrise des risques :

- Monsieur Eric SAUVAGE, administrateur des finances publiques, responsable de la mission maîtrise des risques
- Madame Sophie CHEVALIER, inspecteur des finances publiques, responsable de la cellule qualité comptable

2. Pour la mission départementale d'audit :

- Monsieur Cyril COCHARD, inspecteur principal des finances publiques, auditeur
- Madame Valérie DUCHENE DREYFUSS, inspecteur principal des finances publiques, auditrice
- Madame Magali JULIEN, inspecteur principal des finances publiques, auditrice
- Madame Catherine VIEUX-MELCHIOR, inspecteur des finances publiques, assistante auditrice

3. Pour la mission politique immobilière de l'Etat :

- Monsieur Jean Luc HUMBERT, administrateur des finances publiques adjoint, responsable de la missions politique immobilière de l'Etat.

4. Pour la mission communication :

- Monsieur Jean Marc FRANCOIS, inspecteur divisionnaire des finances publiques, secrétaire général, chargé de communication.

**Article 2** : le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 1er juillet 2013

L'Administrateur Général des Finances Publiques,  
Directeur Départemental des Finances Publiques,  
Noël CLAUDON

#### Décision de délégations spéciales de signature du 1er juillet 2013 pour le pôle pilotage ressources

L'administrateur général des finances publiques, directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;

VU le décret n°2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des finances publiques ;

VU le décret n°2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;

VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la Direction générale des finances publiques ;

VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU l'arrêté du 11 décembre 2009 portant création de la direction départementale de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en date du 27 mars 2012 portant nomination de M. Noël CLAUDON, administrateur général des finances publiques, et l'affectant à la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;

VU la décision du directeur général des finances publiques en date du 29 mars 2012 fixant au 1er avril 2012 la date d'installation de Monsieur Noël CLAUDON dans les fonctions de directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;

#### DECIDE

**Article 1er** : Délégation spéciale de signature pour signer les pièces ou documents relatifs aux attributions de leur division ou de leur service, avec faculté pour chacun d'eux d'agir séparément et sur sa seule signature, l'énonciation des pouvoirs ainsi conférés étant limitative, est donnée à :

1. Pour la Division Gestion Ressources Humaines :

- Madame Sylvie ROMAIN, inspecteur divisionnaire des finances publiques, responsable de la gestion des ressources humaines
- Madame Chantal PETRONIO, inspecteur des finances publiques, conseiller ressources humaines

En cas d'empêchement,

- Monsieur Jean-Pierre MERCIER, Madame Céline HERVEUX, Madame Anne-Marie CAMBEFORT- JUNG contrôleurs principaux des finances publiques

- Madame Bénédicte HALLE, contrôleur des finances publiques

Formation professionnelle :

- Monsieur Ludovic MENU, inspecteur des finances publiques, responsable de la formation professionnelle et des concours

En cas d'empêchement,

- Monsieur Luc SCHEFFMANN, contrôleur principal des finances publiques

- Madame Michèle CHAUVILLE et Mme Catherine DUJONC (à partir du 1er avril 2013) pour tous les actes relevant de la compétence du correspondant social

2. Pour la Division Budget, logistique et immobilier :

- Monsieur Serge ROUQUET, Administrateur des finances publiques adjoint, responsable du pilotage du budget, de la logistique, de l'immobilier et de l'informatique

Budget :

- Messieurs Julian MULLER et Stéphane GAYRAUD, inspecteurs des finances publiques

- Madame Martine HOUSTLER, contrôleur principal des finances publiques

- Messieurs Olivier LAURENT, Fabrice JACQUINET et Franck ANTOINE, contrôleurs des finances publiques

Immobilier – Logistique :

- Monsieur Gilles FLUCK, inspecteur des finances publiques, chef du service

- Madame Fabienne MATHIOT, contrôleur des finances publiques.

3. Pour la Division Stratégie, Contrôle de gestion, Qualité de service :

- Monsieur Hervé FRIDRICK, Administrateur des finances publiques adjoint, responsable du pilotage de la stratégie, du contrôle de gestion et de la qualité de service

- Madame Nicole ARCIER, inspecteur des finances publiques

**Article 2** : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 1er juillet 2013

L'Administrateur Général des Finances Publiques,  
Directeur Départemental des Finances Publiques,  
Noël CLAUDON.

#### Arrêté du 1er juillet 2013 portant délégation de signature en matière de gestion et d'évaluations domaniales

L'administrateur général des finances publiques, directeur départemental des finances publiques de Meurthe et Moselle,

VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles D. 1212-25, D. 2312-8, D. 3221-4, D. 3221-16, D. 3222-1 et D. 4111-9 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, notamment le 3° du I de l'article 33 ;  
VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;  
VU le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;  
VU le décret n° 2011-1612 du 22 novembre 2011 relatif aux première, deuxième, troisième et quatrième parties réglementaires du code général de la propriété des personnes publiques ;  
VU le décret du Président de la République du 27 mars 2012 portant nomination de M. Noël CLAUDON, administrateur général des finances publiques, et l'affectant à la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Délégation de signature est donnée à M. Jean Marie ZIMMERMANN, administrateur des finances publiques, Directeur du pôle Gestion Publique, dans les conditions et limites fixées par le présent arrêté, à l'effet d'émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale, sans limitation de montant.

**Article 2 :** Délégation de signature est donnée à M. Jean Luc HUMBERT, administrateur des finances publiques adjoint, et à Mme Nathalie SAULNIER, inspectrice divisionnaire, dans les conditions et limites fixées par le présent arrêté, à l'effet d'émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale n'excédant pas 1 500 000 € pour les évaluations en valeur vénale et 300 000 € pour les évaluations en valeur locative.

**Article 3 :** Délégation de signature est donnée à Mme Isabelle BURNEL et Mrs Thierry BRAUN, Joël KERDONCUFF, Patrick KREMER, Georges ROUSSE, inspecteurs des finances publiques, et Alain CONTE, contrôleur des finances publiques, dans les conditions et limites fixées par le présent arrêté, à l'effet d'émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale n'excédant pas 500 000 € pour les évaluations en valeur vénale et 50 000 € pour les évaluations en valeur locative.

**Article 4 :** Délégation de signature est donnée à Mrs Daniel ALBERT, Philippe SCHNEIDER, Jean Marc WARIS, inspecteurs des finances publiques, et Laurent DARNE, contrôleur des finances publiques, dans les conditions et limites fixées par le présent arrêté, à l'effet d'émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale n'excédant pas 800 000 € pour les évaluations en valeur vénale et 80 000 € pour les évaluations en valeur locative.

**Article 5 :** Délégation de signature est donnée à M. Jean Marie ZIMMERMANN, administrateur des finances publiques, Directeur du pôle Gestion Publique, M. Jean Luc HUMBERT, administrateur des finances publiques adjoint, et Mme Nathalie SAULNIER, inspectrice divisionnaire, dans les conditions et limites fixées par le présent arrêté, à l'effet de :

1- fixer l'assiette et liquider les conditions financières des opérations de gestion et d'aliénation des biens de l'Etat ;

2- suivre les instances relatives à l'assiette et au recouvrement des produits et redevances domaniaux ainsi qu'au recouvrement de toutes sommes quelconques dont la perception incombe au comptable chargé des produits domaniaux (articles R. 2331-5, R. 2331-6 et 3° de l'article R. 2331-1 du code général de la propriété des personnes publiques).

**Article 6 :** En ce qui concerne les attributions visées aux numéros 1 et 2 de l'article 5 du présent arrêté, la délégation de signature conférée à M. Jean Marie ZIMMERMANN, administrateur des finances publiques, Directeur du pôle Gestion Publique, Jean Luc HUMBERT, administrateur des finances publiques adjoint et Mme Nathalie SAULNIER, inspectrice divisionnaire, sera exercée, en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers, par Mme Valérie GUYOT, inspectrice des finances publiques.

**Article 7 :** Le présent arrêté sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans les locaux de la direction départementale des finances publiques de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 1er juillet 2013

L'administrateur général des finances publiques,  
Directeur départemental des finances publiques,  
Noël CLAUDON

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES****ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITÉ**

**Arrêté DDT-NBP 2013/07 du 21 juin 2013 d'agrément du président et du trésorier d'une association agréée pour la pêche et la protection des milieux aquatiques**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L433-2, L434-3 à L434-5, L436-1, R434-25 à R434-37 ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services de l'Etat dans les régions et dans les départements ;

VU l'arrêté ministériel du 09 décembre 1985 modifié fixant les conditions d'agrément des associations pour la pêche et la protection du milieu aquatique (A.A.P.P.M.A.) ;

VU les statuts de l'A.A.P.P.M.A. de JARNY « La Gaule Jarnysienne » adoptés lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 5 octobre 2008 ;

VU le compte rendu du Conseil d'Administration de l'A.A.P.P.M.A. de JARNY « La Gaule Jarnysienne » en date du 31/05/2013 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

**ARRETE**

**Article 1er :** L'agrément prévu à l'article R434-27 du Code de l'Environnement est accordé à :

– Monsieur Patrick JUREK,

et à

– Monsieur Noël LEXA,

Respectivement Président et Trésorier de l'A.A.P.P.M.A. « La Gaule Jarnysienne ».

Leur mandat se terminera le 31 décembre de l'année, précédent celle de l'expiration des prochains baux de pêche consentis par l'Etat sur les eaux du domaine public.

**Article 2 :** L'arrêté préfectoral du 29 janvier 2009 portant agrément de Messieurs Aimé LAMBERT ET Patrick JUREK est abrogé.

**Article 3 :** Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux intéressés.

Nancy, le 21 juin 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

## AGRICULTURE - FORET - CHASSE

**Arrêté 2013/DDT54/AFC/Association foncière/276 du 17 juin 2013, adoptant les statuts d'office de l'association foncière de BARISEY LA COTE**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;  
VU l'arrêté préfectoral en date du 21 février 2013 portant délégation de signature à M. Eric MEYNARD, sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;  
VU l'arrêté préfectoral en date du 21 juillet 2008 portant institution de l'association foncière de BARISEY LA COTE ;  
VU la décision en date du 08 juin 2011 par laquelle le préfet a enjoint le président de l'association foncière de BARISEY LA COTE, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;  
VU le courrier de réponse du président de l'association foncière de BARISEY LA COTE ;  
CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Les statuts de l'association foncière de BARISEY LA COTE sont adoptés d'office.

**Article 2** : Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de BARISEY LA COTE.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de BARISEY LA COTE ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Toul, le 17 juin 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Eric MEYNARD

*Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

**Décision 2013/DDT54/AFC/n° 286, du 27 juin 2013, concernant l'exploitation d'un bien agricole à BENNEY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3484**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 15/03/2013 par l'EARL D'AUTREVAL (MM. HERIAT Maurice et Romain) à BREMONCOURT concernant 41,51 ha situés à BENNEY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,  
VU les demandes concurrentes de M. GODEC Loïc, de M. BARBIER Guy, de M. CENDRE Guillaume, de l'EARL DU FOUR, de l'EARL DE L'ATRE et de M. BROCHIN Hugo (non soumis),  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 20/06/2013 sur la demande précitée,  
Vu l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,  
Considérant que la demande d'agrandissement de l'EARL D'AUTREVAL relève selon cet article du rang de priorité 5 (exploitation de taille économique supérieure à 150 unités SCOP/UMO), que les demandes d'agrandissement de l'EARL DU FOUR et celle de M. GODEC Loïc relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitation de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO et absence de capacité professionnelle pour M. GODEC Loïc), que les demandes d'agrandissement de l'EARL DE L'ATRE (projet d'installation avec les aides de l'Etat de M. VALETTE Rémy), de M. BARBIER Guy (projet d'installation avec les aides de l'Etat de M. BARBIER Pierre) et de M. CENDRE Guillaume (projet d'installation avec les aides de l'Etat) relèvent selon cet article du rang de priorité 1 et que la demande d'agrandissement de M. BROCHIN Hugo n'est pas soumise à autorisation d'exploiter.  
La commission émet un avis défavorable aux demandes de l'EARL D'AUTREVAL, de l'EARL DU FOUR et celle de M. GODEC Loïc et un avis favorable aux demandes d'agrandissements de l'EARL DE L'ATRE et de M. BARBIER Guy et de M. CENDRE Guillaume sur les parcelles qui ont fait l'objet de demandes concurrentes, sous réserve des installations avec les aides de l'état avant le 30 juin 2014.  
La commission prend acte de la demande d'agrandissement non soumise de M. BROCHIN Hugo.

**D E C I D E**

**Article 1er** : L'EARL D'AUTREVAL, composé de MM. HERIAT Maurice et Romain, n'est pas autorisé à exploiter 41,51 ha (BENNEY parcelles A 5-6-7-29 à 43) objets de la demande déposée.

**Article 2** : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL D'AUTREVAL (MM. HERIAT Maurice et Romain).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés M. HERIAT Maurice et Romain, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de BENNEY pour affichage.

Nancy, le 27 juin 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
Christophe FOTRE

---

**Décision 2013/DDT54/AFC/n° 287, du 27 juin 2013, concernant l'exploitation d'un bien agricole à BENNEY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3538**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 29/05/2013 par M. BARBIER Guy à TONNOY concernant 40,17 ha situés à BENNEY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement en vue de l'installation de son fils M. Pierre BARBIER,

VU les demandes concurrentes de l'EARL D'AUTREVAL, de M. GODEC Loïc, de M. CENDRE Guillaume, de l'EARL DU FOUR, de l'EARL DE L'ATRE et de M. BROCHIN Hugo (non soumis),

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 20/06/2013 sur la demande précitée,

Vu l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter.

Considérant que les demandes d'agrandissement de M. BARBIER Guy (projet d'installation avec les aides de l'Etat de M. BARBIER Pierre), de l'EARL DE L'ATRE (projet d'installation avec les aides de l'Etat de

M. VALETTE Rémy) et de M. CENDRE Guillaume (projet d'installation avec les aides de l'Etat) relèvent selon cet article du rang de priorité 1, que la demande d'agrandissement de l'EARL D'AUTREVAL relève selon cet article du rang de priorité 5 (exploitation de taille économique supérieure à 150 unités SCOP/UMO), que les demandes d'agrandissement de l'EARL DU FOUR et celle de M. GODEC Loïc relèvent selon cet

article du rang de priorité 4 (exploitation de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO et absence de capacité professionnelle pour M. GODEC Loïc) et que la demande d'agrandissement de M. BROCHIN Hugo n'est pas soumise à autorisation d'exploiter.

La commission émet un avis favorable aux demandes d'agrandissement de M. BARBIER Guy, de l'EARL DE L'ATRE et de M. CENDRE Guillaume sur les parcelles qui ont fait l'objet de demandes concurrentes, sous réserve des installations avec les aides de l'état avant le 30 juin 2014 et un avis défavorable aux demandes d'agrandissement de l'EARL D'AUTREVAL, de l'EARL DU FOUR et celle de M. GODEC Loïc.

La commission prend acte de la demande d'agrandissement non soumise de M. BROCHIN Hugo.

**D E C I D E**

**Article 1er :** M. BARBIER Guy est autorisé à exploiter 40,17 ha (BENNEY parcelles A 0005-0006-0007-0029-0030-0031-0033-0034-0035-0036-0037-0039-0040-0041-0042) conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de M. BARBIER Guy.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé M. BARBIER Guy, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de BENNEY pour affichage.

Nancy, le 27 juin 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
Christophe FOTRE

---

**Décision 2013/DDT54/AFC/n° 288, du 27 juin 2013, concernant l'exploitation d'un bien agricole à BENNEY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3552**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 16/04/2013 par M. CENDRE Guillaume à LANEUVEVILLE DEVANT BAYON concernant 41,51 ha situés à BENNEY ; la motivation et le résultat étant l'installation avec les aides de l'Etat,  
VU les demandes concurrentes de l'EARL D'AUTREVAL, de M. BARBIER Guy, de M. GODEC Loïc, de l'EARL DU FOUR, de l'EARL DE L'ATRE et de M. BROCHIN Hugo (non soumis),  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 20/06/2013 sur la demande précitée,  
Vu l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter.  
Considérant que les demandes d'agrandissement de M. CENDRE Guillaume (projet d'installation avec les aides de l'Etat), de M. BARBIER Guy (projet d'installation avec les aides de l'Etat de M. BARBIER Pierre) et de l'EARL DE L'ATRE (projet d'installation avec les aides de l'Etat de M. VALETTE Rémy) relèvent selon cet article du rang de priorité 1, que la demande d'agrandissement de l'EARL D'AUTREVAL relève selon cet article du rang de priorité 5 (exploitation de taille économique supérieure à 150 unités SCOP/UMO), que les demandes d'agrandissement de l'EARL DU FOUR et celle de M. GODEC Loïc relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitation de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO et absence de capacité professionnelle pour M. GODEC Loïc) et que la demande d'agrandissement de M. BROCHIN Hugo n'est pas soumise à autorisation d'exploiter.  
La commission émet un avis favorable aux demandes d'agrandissement de M. CENDRE Guillaume, de M. BARBIER Guy et de l'EARL DE L'ATRE sur les parcelles qui ont fait l'objet de demandes concurrentes, sous réserve des installations avec les aides de l'état avant le 30 juin 2014 et un avis défavorable aux demandes d'agrandissement de l'EARL D'AUTREVAL, de l'EARL DU FOUR et celle de M. GODEC Loïc.  
La commission prend acte de la demande d'agrandissement non soumise de M. BROCHIN Hugo.

#### DECIDE

**Article 1er :** M. CENDRE Guillaume est autorisé à exploiter 41,51 ha (BENNEY parcelles A 5-6-7-29 à 43) conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de M. CENDRE Guillaume.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé M. CENDRE Guillaume, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de BENNEY pour affichage.

Nancy, le 27 juin 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
Christophe FOTRE

#### Décision 2013/DDT54/AFC/n° 289, du 27 juin 2013, concernant l'exploitation d'un bien agricole à BENNEY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3547

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 29/05/2013 par l'EARL DU FOUR (MM. THOUVENIN André et Aurélien) à BENNEY concernant 41,51 ha situés à BENNEY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,  
VU les demandes concurrentes de l'EARL D'AUTREVAL, de M. BARBIER Guy, de M. CENDRE Guillaume, de M. GODEC Loïc, de l'EARL DE L'ATRE et de M. BROCHIN Hugo (non soumis),  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 20/06/2013 sur la demande précitée,  
Vu l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter.  
Considérant que les demandes d'agrandissement de l'EARL DU FOUR et celle de M. GODEC Loïc relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitation de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO et absence de capacité professionnelle pour M. GODEC Loïc) et que la demande d'agrandissement de l'EARL D'AUTREVAL relève selon cet article du rang de priorité 5 (exploitation de taille économique supérieure à 150 unités SCOP/UMO), que les demandes d'agrandissements de l'EARL DE L'ATRE (projet d'installation avec les aides de l'Etat de M. BARBIER Pierre), de M. BARBIER Guy (projet d'installation avec les aides de l'Etat de M. BARBIER Pierre) et de M. CENDRE Guillaume (projet d'installation avec les aides de l'Etat) relèvent selon cet article du rang de priorité 1 et que la demande d'agrandissement de M. BROCHIN Hugo n'est pas soumise à autorisation d'exploiter.

La commission émet un avis défavorable aux demandes de L'EARL DU FOUR, de L'EARL D'AUTREVAL et celle de M. GODEC Loïc et un avis favorable aux demandes d'agrandissements de L'EARL DE L'ATRE et de M. BARBIER Guy et de M. CENDRE Guillaume sur les parcelles qui ont fait l'objet de demandes concurrentes, sous réserve des installations avec les aides de l'état avant le 30 juin 2014.

La commission prend acte de la demande d'agrandissement non soumise de M. BROCHIN Hugo.

#### DECIDE

**Article 1er :** L'EARL DU FOUR, composé de MM. THOUVENIN André et Aurélien, n'est pas autorisé à exploiter 41,51 ha (BENNEY parcelles A 5-6-7-29 à 43) objets de la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de L'EARL DU FOUR (MM. THOUVENIN André et Aurélien).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés MM. THOUVENIN André et Aurélien, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de BENNEY pour affichage.

Nancy, le 27 juin 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
Christophe FOTRE

#### Décision 2013/DDT54/AFC/n° 290, du 27 juin 2013, concernant l'exploitation d'un bien agricole à BENNEY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3551

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 03/06/2013 par L'EARL DE L'ATRE (M. Mme VALETTE Yvon et Danièle) à TONNOY concernant 41,52 ha situés à BENNEY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement en vue de l'installation avec les aides de l'Etat du fils M. VALETTE Rémy,

VU les demandes concurrentes de L'EARL D'AUTREVAL, de M. BARBIER Guy, de M. CENDRE Guillaume, de L'EARL DU FOUR, de M. GODEC Loïc et de M. BROCHIN Hugo (non soumis),

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 20/06/2013 sur la demande précitée,

VU l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,

Considérant que les demandes d'agrandissement de L'EARL DE L'ATRE (projet d'installation avec les aides de l'Etat de M. VALETTE Rémy), de M. CENDRE Guillaume (projet d'installation avec les aides de l'Etat) et de M. BARBIER Guy (projet d'installation avec les aides de l'Etat de M. BARBIER Pierre) relèvent selon cet article du rang de priorité 1, que la demande d'agrandissement de L'EARL D'AUTREVAL relève selon cet article du rang de priorité 5 (exploitation de taille économique supérieure à 150 unités SCOP/UMO), que les demandes d'agrandissement de L'EARL DU FOUR et celle de M. GODEC Loïc relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitation de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO et absence de capacité professionnelle pour M. GODEC Loïc) et que la demande d'agrandissement de M. BROCHIN Hugo n'est pas soumise à autorisation d'exploiter.

La commission émet un avis favorable aux demandes d'agrandissement de L'EARL DE L'ATRE, de

M. CENDRE Guillaume et de M. BARBIER Guy sur les parcelles qui ont fait l'objet de demandes concurrentes, sous réserve des installations avec les aides de l'état avant le 30 juin 2014 et un avis défavorable aux demandes d'agrandissement de L'EARL D'AUTREVAL, de L'EARL DU FOUR et celle de M. GODEC Loïc.

La commission prend acte de la demande d'agrandissement non soumise de M. BROCHIN Hugo.

#### DECIDE

**Article 1er :** L'EARL DE L'ATRE, composé de M. Mme VALETTE Yvon et Danièle, est autorisé à exploiter 41,52 ha (BENNEY parcelles A 5-6-7-29 à 43 -) conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de L'EARL DE L'ATRE (M. Mme VALETTE Yvon et Danièle).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés M. Mme VALETTE Yvon et Danièle, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de BENNEY pour affichage.

Nancy, le 27 juin 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
Christophe FOTRE

**Décision 2013/DDT54/AFC/n° 291, du 27 juin 2013, concernant l'exploitation d'un bien agricole à BENNEY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3592**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 17/06/2013 par M. GODEC Loïc à FLAVIGNY SUR MOSELLE concernant 41,64 ha situés à BENNEY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,  
VU les demandes concurrentes de l'EARL D'AUTREVAL, de M. BARBIER Guy, de M. CENDRE Guillaume, de l'EARL DU FOUR, de l'EARL DE L'ATRE et de M. BROCHIN Hugo (non soumis),  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 20/06/2013 sur la demande précitée,  
Vu l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,  
Considérant que la demande d'agrandissement de M. GODEC Loïc et celle de L'EARL DU FOUR relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitation de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO et absence de capacité professionnelle pour M. GODEC Loïc), que la demande d'agrandissement de l'EARL D'AUTREVAL relève selon cet article du rang de priorité 5 (exploitation de taille économique supérieure à 150 unités SCOP/UMO), que les demandes d'agrandissement de L'EARL DE L'ATRE (projet d'installation avec les aides de l'Etat de M. VALETTE Rémy), de M. BARBIER Guy (projet d'installation avec les aides de l'Etat de M. BARBIER Pierre) et de M. CENDRE Guillaume (projet d'installation avec les aides de l'Etat) relèvent selon cet article du rang de priorité 1 et que la demande d'agrandissement de M. BROCHIN Hugo n'est pas soumise à autorisation d'exploiter.  
La commission émet un avis défavorable aux demandes de M. GODEC Loïc, de l'EARL D'AUTREVAL et celle de L'EARL DU FOUR et un avis favorable aux demandes d'agrandissement de L'EARL DE L'ATRE, de M. BARBIER Guy et de M. CENDRE Guillaume sur les parcelles qui ont fait l'objet de demandes concurrentes, sous réserve des installations avec les aides de l'état avant le 30 juin 2014.  
La commission prend acte de la demande d'agrandissement non soumise de M. BROCHIN Hugo.

**DECIDE**

**Article 1er :** M. GODEC Loïc n'est pas autorisé à exploiter 41,64 ha (parcelles 54062 A 5-6-7-29 à 43) objets de la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.  
Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de M. GODEC Loïc.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé M. GODEC Loïc, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de BENNEY pour affichage.

Nancy, le 27 juin 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
Christophe FOTRE

**Décision 2013/DDT54/AFC/n° 292, du 27 juin 2013, concernant l'exploitation d'un bien agricole à HARAUCOURT - BUISSONCOURT - LENONCOURT - REMEREVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3500**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 25/03/2013 par le GAEC DES NEIGES (MM. DRON Frédéric et François) à VARANGEVILLE concernant 93,95 ha situés à HARAUCOURT - BUISSONCOURT - LENONCOURT et REMEREVILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,  
VU les demandes concurrentes de M. BOULANGER Damien et de M. HENQUEL Patrick,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 20/06/2013 sur la demande précitée,  
Vu l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,  
Considérant que les demandes d'agrandissement du GAEC DES NEIGES, de M. BOULANGER Damien et celle de M. HENQUEL Patrick relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitation de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),

**D E C I D E**

**Article 1er :** Le GAEC DES NEIGES, composé de MM. DRON Frédéric et François, est autorisé à exploiter 93,95 ha conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.  
Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DES NEIGES (MM. DRON Frédéric et François).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés MM. DRON Frédéric et François, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de HARAUCOURT - BUISSONCOURT - LENONCOURT et REMEREVILLE pour affichage.

Nancy, le 27 juin 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
Christophe FOTRE

---

**Décision 2013/DDT54/AFC/n° 293, du 27 juin 2013, concernant l'exploitation d'un bien agricole à BUISSONCOURT - REMEREVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3556**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
Vu la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
Vu le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
Vu le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
Vu l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
Vu l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,  
Vu l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
Vu l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
Vu la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 03/06/2013 par M. BOULANGER Damien à LENONCOURT concernant 50,83 ha situés à BUISSONCOURT et REMEREVILLE ; la motivation et le résultat étant le projet d'installation,  
Vu les demandes concurrentes du GAEC DES NEIGES et de M. HENQUEL Patrick,  
Vu les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 20/06/2013 sur la demande précitée,  
Vu l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,  
Considérant que les demandes d'agrandissement de M. BOULANGER Damien, du GAEC DES NEIGES, et celle de M. HENQUEL Patrick relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitation de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),

**D E C I D E**

**Article 1er :** M. BOULANGER Damien est autorisé à exploiter 50,83 ha conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.  
Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de M. BOULANGER Damien.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé M. BOULANGER Damien, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de BUISSONCOURT et REMEREVILLE pour affichage.

Nancy, le 27 juin 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
Christophe FOTRE

---

**Décision 2013/DDT54/AFC/n° 294, du 27 juin 2013, concernant l'exploitation d'un bien agricole à BUISSONCOURT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3571**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
Vu la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
Vu le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
Vu le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
Vu l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 17/06/2013 par M. HENQUEL Patrick à BUISSONCOURT concernant 29,56 ha situés à BUISSONCOURT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,  
VU les demandes concurrentes du GAEC DES NEIGES et de M. BOULANGER Damien,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 20/06/2013 sur la demande précitée,  
Vu l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,  
Considérant que les demandes d'agrandissement de M. HENQUEL Patrick, du GAEC DES NEIGES, et celle de M. BOULANGER Damien relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitation de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),

#### DECIDE

**Article 1er** : M. HENQUEL Patrick est autorisé à exploiter 29,56 ha conformément à la demande déposée.

**Article 2** : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de M. HENQUEL Patrick.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé M. HENQUEL Patrick, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de BUISSONCOURT pour affichage.

Nancy, le 27 juin 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
Christophe FOTRE

---

#### Décision 2013/DDT54/AFC/n° 295, du 27 juin 2013, concernant l'exploitation d'un bien agricole à MERVILLER - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3434

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 22/03/2013 par le GAEC DE LA GRANDE VOIVRE (M. Mme COLIN Philippe et MOUGEOLLE Yvette) à BROUVILLE concernant 2,86 ha situés à MERVILLER ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,  
VU la demande concurrente de l'EARL HELLE,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 20/06/2013 sur la demande précitée,  
Vu l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,  
Considérant que les demandes d'agrandissement du GAEC DE LA GRANDE VOIVRE et celle de L'EARL HELLE relèvent selon cet article du rang de priorité 1 (exploitation de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO, agrandissement inférieur à 9 ha (<= 10 % de l'unité de référence),

#### DECIDE

**Article 1er** : Le GAEC DE LA GRANDE VOIVRE, composé de M. Mme COLIN Philippe et MOUGEOLLE Yvette, est autorisé à exploiter 2,86 ha (MERVILLER parcelles D 84-85-117-372 - E 300-301-302-586-588) conformément à la demande déposée.

**Article 2** : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DE LA GRANDE VOIVRE (M. Mme COLIN Philippe et MOUGEOLLE Yvette).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés M. Mme COLIN Philippe et MOUGEOLLE Yvette, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de MERVILLER pour affichage.

Nancy, le 27 juin 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
Christophe FOTRE

**Décision 2013/DDT54/AFC/n° 296, du 27 juin 2013, concernant l'exploitation d'un bien agricole à MERVILLER - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3390**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 29/05/2013 par l'EARL HELLE (M. Mme HELLE Jean-Pierre et Martine) à MERVILLER concernant 2,86 ha situés à MERVILLER ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement en vue de l'installation du fils M. HELLE Julien,  
VU la demande concurrente du GAEC DE LA GRANDE VOIVRE,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 20/06/2013 sur la demande précitée,  
Vu l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,  
Considérant que les demandes d'agrandissement de L'EARL HELLE et celle du GAEC DE LA GRANDE VOIVRE relèvent selon cet article du rang de priorité 1 (exploitation de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO, agrandissement inférieur à 9 ha (<= 10 % de l'unité de référence),

**D E C I D E**

**Article 1er :** L'EARL HELLE, composé de M. Mme HELLE Jean-Pierre et Martine, est autorisé à exploiter 2,86 ha (MERVILLER parcelles D 84-85-117-372 - E 300-301-302-586-588) conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL HELLE (M. Mme HELLE Jean-Pierre et Martine).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés M. Mme HELLE Jean-Pierre et Martine, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de MERVILLER pour affichage.

Nancy, le 27 juin 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
Christophe FOTRE

**Décision 2013/DDT54/AFC/n° 297, du 27 juin 2013, concernant l'exploitation d'un bien agricole à SPONVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3461**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 25/03/2013 par Mme POUSSEUR Anne à SPONVILLE concernant 44,49 ha situés à SPONVILLE ; la motivation et le résultat étant l'installation sans aides de l'Etat,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 12/09/2013 sur la demande précitée,  
Considérant que la demande d'installation sans les aides de l'Etat de Mme POUSSEUR Anne qui ne dispose pas de la capacité professionnelle et qui exerce une activité professionnelle non agricole,  
Considérant les orientations du SDDS (art. 2 : Objectifs du contrôle des structures), l'EARL DE LA GRANDE CHARMILLE répond aux conditions du second alinéa d'exploitation agricole viable avec une équivalence de < 150 équivalent/UTH. L'étude économique transmise par l'EARL, réalisée par ADHEO 109, montre une perte potentielle de 38 600 € d'EBE qui remet en cause la viabilité économique de la structure.  
Mme POUSSEUR Anne ne répond à aucune des 3 orientations de l'article 2 :  
- elle ne réalise pas une démarche professionnelle liée à une installation aidée car elle a plus de 40 ans, ne justifie pas de la capacité professionnelle et l'étude économique transmise ne permet pas de justifier de la viabilité économique même pour une installation à titre secondaire (EBE de 3 536 € par an d'après l'étude économique réalisée par ADHEO 109) ne permet pas de prélèvements privés,  
- elle ne crée pas une unité économique viable puisque l'EBE ne permet pas la rémunération de l'exploitante,

- elle ne crée pas l'emploi car il n'y a pas d'installation viable.

#### DECIDE

**Article 1er** : Mme POUSSEUR Anne n'est pas autorisée à exploiter 44,49 ha (SPONVILLE parcelles ZA 27 - ZE 43 - ZH 47) objets de la demande déposée.

**Article 2** : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Mme POUSSEUR Anne.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressée Mme POUSSEUR Anne, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de SPONVILLE pour affichage.

Nancy, le 27 juin 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
Christophe FOTRE

---

#### Décision 2013/DDT54/AFC/n° 298, du 27 juin 2013, concernant l'exploitation d'un bien agricole à BOISMONT - SAINT SUPPLET - LAIX - CHENIERES - VILLE AU MONTOIS - BASLIEUX - BAZAILLES - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3496

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 18/03/2013 par la SCEA DU GRAND PRE (M. Mme DUFOUR Fabien et Marianne) à VILLE AU MONTOIS concernant 96,51 ha situés à BOISMONT - SAINT SUPPLET - LAIX - CHENIERES - VILLE AU MONTOIS - BASLIEUX et BAZAILLES ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement - Regroupement d'exploitations,

VU l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 20/06/2013 sur la demande précitée,

#### DECIDE

**Article 1er** : La SCEA DU GRAND PRE, composée de M. Mme DUFOUR Fabien et Marianne, est autorisée à exploiter 96,51 ha conformément à la demande déposée.

**Article 2** : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de la SCEA DU GRAND PRE (M. Mme DUFOUR Fabien et Marianne).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés M. Mme DUFOUR Fabien et Marianne, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de BOISMONT - SAINT SUPPLET - LAIX - CHENIERES - VILLE AU MONTOIS - BASLIEUX et BAZAILLES pour affichage.

Nancy, le 27 juin 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
Christophe FOTRE

---

#### Décision 2013/DDT54/AFC/n° 299, du 27 juin 2013, concernant l'exploitation d'un bien agricole à BEUVEZIN - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3539

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 20/11/2012 par l'EARL DU PAVILLON (M. Mme SAUNIER Emmanuel et Sandrine) à BEUVEZIN concernant 7,92 ha situés à BEUVEZIN ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,  
VU la nouvelle demande d'autorisation d'exploiter déposée le 29/05/2013 par l'EARL DU PAVILLON (M. Mme SAUNIER Emmanuel et Sandrine) à BEUVEZIN concernant 1,58 ha situés à BEUVEZIN et inclus dans la précédente demande ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,  
VU la demande concurrente de M. PETITJEAN Gérôme à BEUVEZIN en vue de son installation au 1er mai 2013,  
VU la demande concurrente de M. DUPRE Fabrice à TRAMONT LASSUS (non soumis),  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 14/02/2013 sur la demande précitée,  
Vu l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,  
CONSIDERANT que la demande d'agrandissement de L'EARL DU PAVILLON relève selon cet article du rang de priorité 5 (exploitation de taille économique supérieure à 150 unités SCOP/UMO),  
Considérant que l'intéressé ne produit pas d'élément nouveau à l'appui de la précédente demande et que celle-ci relève donc toujours du rang de priorité 5,

#### DECIDE

**Article 1er** : L'EARL DU PAVILLON, composé de M. Mme SAUNIER Emmanuel et Sandrine, n'est pas autorisé à exploiter 1,58 ha (BEUVEZIN parcelles ZC 7 lot2 - 68) objets de la demande déposée.

**Article 2** : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DU PAVILLON (M. Mme SAUNIER Emmanuel et Sandrine).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés M. Mme SAUNIER Emmanuel et Sandrine, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de BEUVEZIN pour affichage.

Nancy, le 27 juin 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
Christophe FOTRE

#### Décision 2013/DDT54/AFC/n° 300, du 27 juin 2013, concernant l'exploitation d'un bien agricole à JOUAVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3544

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 29/05/2013 par M. BETTINGER Frédéric à THIONVILLE concernant 14,43 ha situés à JOUAVILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

VU l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 20/06/2013 sur la demande précitée,

#### DECIDE

**Article 1er** : M. BETTINGER Frédéric est autorisé à exploiter 14,43 ha (JOUAVILLE parcelles ZC 0018-0019-0020 - ZE 0024-0026-0027-0030) conformément à la demande déposée.

**Article 2** : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de M. BETTINGER Frédéric.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé M. BETTINGER Frédéric, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de JOUAVILLE pour affichage.

Nancy, le 27 juin 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
Christophe FOTRE

#### Décision 2013/DDT54/AFC/n° 301, du 27 juin 2013, concernant l'exploitation d'un bien agricole à BLENOD LES TOUL - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3548

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 03/06/2013 par le Domaine LELIEVRE EARL (M. LELIEVRE David) à LUCEY concernant 2,76 ha situés à BLENOD LES TOUL ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement (vignes),  
VU l'absence de demande concurrente,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 20/06/2013 sur la demande précitée,

#### DECIDE

**Article 1er :** Le Domaine LELIEVRE EARL, composé de M. LELIEVRE David, est autorisé à exploiter 2,76 ha conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle. Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du Domaine LELIEVRE EARL (M. LELIEVRE David).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé M. LELIEVRE David, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de BLENOD LES TOUL pour affichage.

Nancy, le 27 juin 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
Christophe FOTRE

#### Décision 2013/DDT54/AFC/n° 302, du 27 juin 2013, concernant l'exploitation d'un bien agricole à COLMEY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3534

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 29/05/2013 par le GAEC DES GRANDS MONTES (MM. Mme DIDIER François - DIEUDONNE Marc - MT et LEFORT Frédéric) à LONGUYON concernant 8,17 ha situés à COLMEY ; la motivation et le résultat étant la compensation suite à perte de surface,  
VU l'absence de demande concurrente,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 20/06/2013 sur la demande précitée,

#### DECIDE

**Article 1er :** Le GAEC DES GRANDS MONTES, composé de MM. Mme DIDIER François - DIEUDONNE Marc - MT et LEFORT Frédéric, est autorisé à exploiter 8,17 ha (COLMEY parcelle ZH 9) conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DES GRANDS MONTES (MM. Mme DIDIER François - DIEUDONNE Marc - MT et LEFORT Frédéric).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés MM. Mme DIDIER François - DIEUDONNE Marc - MT et LEFORT Frédéric, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de COLMEY pour affichage.

Nancy, le 27 juin 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
Christophe FOTRE

#### Décision 2013/DDT54/AFC/n° 303, du 27 juin 2013, concernant l'exploitation d'un bien agricole à REPAIX - IGNEY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3562

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 03/06/2013 par le de la TOURETTE (MM. VERDENAL Jean-François et Bernard) à IGNEY concernant 12,68 ha situés à REPAIX et IGNEY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,  
VU l'absence de demande concurrente,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 20/06/2013 sur la demande précitée,

#### DECIDE

**Article 1er :** Le GAEC de la TOURETTE, composé de MM. VERDENAL Jean-François et Bernard, est autorisé à exploiter 12,68 ha (IGNEY parcelles ZC 0053-005-0078 - REPAIX parcelle ZE 0009) conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC de la TOURETTE (MM. VERDENAL Jean-François et Bernard).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés MM. VERDENAL Jean-François et Bernard, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de REPAIX et IGNEY pour affichage.

Nancy, le 27 juin 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
Christophe FOTRE

#### Décision 2013/DDT54/AFC/n° 304, du 27 juin 2013, concernant l'exploitation d'un bien agricole à FOUG - ECROUVES - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3470

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 03/06/2013 par M. MAXEY Patrick à FOUG concernant 59,85 ha situés à FOUG et ECROUVES ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,  
VU l'absence de demande concurrente,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 20/06/2013 sur la demande précitée,

#### DECIDE

**Article 1er :** M. MAXEY Patrick est autorisé à exploiter 59,85 ha conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de M. MAXEY Patrick.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé M. MAXEY Patrick, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de FOUG et ECROUVES pour affichage.

Nancy, le 27 juin 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
Christophe FOTRE

**Décision 2013/DDT54/AFC/n° 305, du 27 juin 2013, concernant l'exploitation d'un bien agricole à VANDELAINVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3574**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 29/05/2013 par Mme PELLERIN-MARGUERITTE Sandrine) à VANDELAINVILLE concernant 24,61 ha situés à VANDELAINVILLE ; la motivation et le résultat étant la cession mère/fille,  
VU l'absence de demande concurrente,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 20/06/2013 sur la demande précitée,

**DECIDE**

**Article 1er :** Mme PELLERIN-MARGUERITTE Sandrine est autorisée à exploiter 24,61 ha conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Mme PELLERIN-MARGUERITTE Sandrine.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressée Mme PELLERIN-MARGUERITTE Sandrine, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de VANDELAINVILLE pour affichage.

Nancy, le 27 juin 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
Christophe FOTRE

**Décision 2013/DDT54/AFC/n° 306, du 27 juin 2013 - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3559**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 03/06/2013 par l'EARL DE RIOUVILLE (M. CANTENEUR Bruno) à ARRACOURT, la motivation et le résultat étant l'intégration de M. CANTENEUR Bruno au capital de l'EARL de la LOUTRE NOIRE en tant qu'associé exploitant,  
VU l'absence de demande concurrente,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 20/06/2013 sur la demande précitée,

**DECIDE**

**Article 1er :** M. CANTENEUR Bruno, associé exploitant de l'EARL DE RIOUVILLE, est autorisé à intégrer comme associé exploitant l'EARL de la LOUTRE NOIRE, conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DE RIOUVILLE (M. CANTENEUR Bruno).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé M. CANTENEUR Bruno, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 juin 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
Christophe FOTRE

*Ces décisions peuvent être contestées dans les deux mois qui suivent la notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :*

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'alimentation de l'agriculture, et de la pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy – 5, Place de la Carrière - C.O.38 -54036 NANCY CEDEX

### Arrêté N° 361 du 3 juillet 2013 prononçant une application du régime forestier territoire communal de Lachapelle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code forestier, et notamment les articles L 211-1, L 214-3 et R 214-1 à R 214-8 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.43 du 13 septembre 2012 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRÉ, directeur départemental des territoires, et l'arrêté n° 2012/DDT/SH/011 du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale, VU la délibération du conseil municipal de la commune de Lachapelle en date du 26 avril 2013 demandant l'application du régime forestier à la parcelle cadastrale AD74 territoire communal de Lachapelle;

VU le procès verbal de reconnaissance de l'office national des forêts dressé le 10 juin 2013

VU l'avis favorable du directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts en date du 26 juin 2013 ;

SUR proposition du directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts,

#### ARRETE

**Article 1er** : Il est fait application du régime forestier aux parcelles de terrains désignées ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieu-dit	Section	N° de parcelle	
Commune de Lachapelle	Lachapelle	Le village	AD	74	0 ha 89 a 94
<b>Total</b>					<b>0 ha 89 a 94</b>

**Article 2** : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée au maire de Lachapelle.

Nancy, le 3 juillet 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
P/le Directeur Départemental,  
Le chef du service agriculture forêt chasse,  
Philippe SCHOTT

## TRANSPORTS - SECURITE

### Arrêté 2013/DDT/TS/027 du 5 juillet 2013 relatif à la réalisation de travaux d'entretien courant sur le réseau concédé des Autoroutes Paris-Rhin-Rhône

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté préfectoral permanent n°96/DDE/520/CDES du 10 octobre 1996 portant réglementation de la circulation routière sur l'autoroute A 31 pour l'exécution des chantiers courants d'entretien et de réparation ;

VU l'arrêté préfectoral N° 12.BI.43 du 13 septembre 2012 accordant délégation de signature à M. Christophe Fotré, directeur départemental des territoires ;

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier;

VU la demande en date du 24 juin 2013 présentée par les AUTOROUTES PARIS RHIN RHONE, relative aux travaux d'entretien courant dans les bretelles d'aires et de diffuseurs sur l'autoroute A 31 ;

VU l'avis favorable du CRICR Est en date du 1er juillet 2013, précisant que la réalisation des travaux se fera hors jours « hors chantier » et « week-end » ;

CONSIDÉRANT que, pour assurer la circulation et la sécurité des usagers de l'autoroute et la protection des chantiers, il est nécessaire de réduire la largeur des voies dans le sens affecté par les travaux ;

#### ARRETE

**Article 1er** : Du mercredi 10 juillet 2013 au vendredi 15 novembre 2013, Autoroutes Paris-Rhin-Rhône va réaliser des travaux d'entretien courant dans les bretelles d'aires et de diffuseurs, en outre du fauchage et de la signalisation horizontale.

Afin de réaliser ces travaux, le balisage mis en place pourra entraîner ponctuellement des réductions de la largeur des voies dans les bretelles d'aires et de diffuseurs.

**Article 2** : Par dérogation à l'arrêté préfectoral permanent n°96/DDE/520/CDES :

La largeur des voies pourra être réduite.

**Article 3** : La signalisation temporaire relative à ces travaux sera fournie, mise en place et entretenue par les soins de APRR.

**Article 4** : La signalisation des chantiers devra être conforme aux prescriptions réglementaires en particulier des guides techniques « Signalisation Temporaire » du SETRA :

Routes à chaussées séparées – Manuel du Chef de Chantier,

« Choix d'un mode d'exploitation »,

et de la huitième partie « Signalisation Temporaire » du livre I de l'instruction interministérielle sur la Signalisation Routière.

La signalisation permanente ne devra pas être en contradiction avec la signalisation temporaire du chantier.

**Article 5** : Les infractions aux instructions du présent arrêté seront poursuivies et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 6 :** Une copie sera adressée pour information au :

- Directeur des Autoroutes PARIS RHIN RHONE, Direction Régionale d'exploitation Rhin,
  - Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
  - Colonel commandant du groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle
  - Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
  - Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
  - Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Nancy, le 5 juillet 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
Christophe FOTRE

---

### Unité Éducation routière

#### Arrêté du 23 mai 2013 de retrait d'autorisation d'enseigner pour M. ZAITER

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la route, notamment ses articles L.212-1 à L.212-5 et R.212-1 à R.212-6 ;  
VU l'arrêté du 8 janvier 2001 relatif à l'autorisation d'enseigner, à titre onéreux, la conduite des véhicules à moteur et la sécurité routière ;  
VU l'autorisation d'enseigner n° A 03 054 0075 0 délivrée le 25 mars 2008 à Monsieur Faouzi ZAITER ;  
CONSIDERANT la condamnation de Monsieur ZAITER pour une infraction prévue par les articles 222-27 et 222-22 du Code pénal ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

#### ARRETE

**Article 1er :** L'autorisation d'enseigner, à titre onéreux, la conduite des véhicules à moteur et la sécurité routière portant le n°A 03 054 0075 0, délivrée à Monsieur Faouzi ZAITER le 25 mars 2008 est retirée.

**Article 2 :** La présente décision sera enregistrée dans le registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière créé par l'arrêté du 8 janvier 2001 précité.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant en s'adressant, en l'occurrence, au service Transports, sécurité de la Direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle, C.O. n°60025 – 54035 NANCY Cedex.

**Article 3 :** Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des territoires sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont mention sera insérée au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 23 mai 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

*Si vous estimez devoir contester la présente décision, vous pouvez former :*

- un recours gracieux auprès de mes services,
  - un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de la sécurité routière – Délégation à la sécurité et à la circulation routières.
  - un recours contentieux devant le tribunal administratif du lieu de votre résidence dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du présent courrier.
- Les recours administratifs doivent être présentés dans ce même délai de deux mois si vous souhaitez conserver la possibilité de saisir ultérieurement le juge administratif.*  
*Ces voies de recours n'ont pas d'effet suspensif.*

---

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE

### SOLIDARITÉ INSERTION

#### Arrêté N° DDCS/SI/2013-47 du 28 juin 2013 portant retrait d'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 472-1 et L. 472-2, R. 472-1 et R. 472-2 ;  
VU la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 44 ;  
VU le décret n°2008-1553 du 31 décembre 2008 relatif à l'exercice à titre individuel de l'activité de MJPM article R. 472-7 ;  
VU le schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine arrêté le 27 avril 2010 ;  
VU l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2012-06 du 27 mars 2012 portant agrément de Madame KUBLER épouse MARTIN Dominique pour l'exercice à titre individuel de l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs ;  
VU l'arrêté N°DDCS/SI/2013-09 du 18 avril 2013 fixant la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs ;  
CONSIDERANT que Madame KUBLER épouse MARTIN Dominique n'a pas prêté serment devant le tribunal d'instance de NANCY dans un délai de 6 mois à compter de son inscription sur la liste départementale des mandataires judiciaires à la protection des majeurs de Meurthe et Moselle selon le décret n° 2008-1504 du 30 décembre 2008 relatif à la prestation de serment mentionné aux article L471-2 ;  
SUR PROPOSITION de la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale

#### ARRETE

**Article 1er :** L'agrément mentionné à l'article L 472-1 du code de l'action sociale et des familles est retiré à Madame KUBLER épouse MARTIN Dominique domiciliée 34 rue du bois de grève 54850 MESSEIN (adresse professionnelle : BP 1 54230 NEUVES MAISONS) pour l'exercice à titre individuel en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs de mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle ou de la tutelle, dans le ressort des tribunaux d'instance de Nancy et Lunéville.

Ce retrait vaut radiation de la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs pour le ressort des tribunaux d'instance susmentionnés.

**Article 2 :** Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le préfet de Meurthe et Moselle, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 5 Place Carrière – CO 38 - 54036 NANCY CEDEX.

**Article 3 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle et la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy le 28 juin 2013

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

---

**Arrêté N° DDCS/SI/2013-39 du 28 juin 2013 portant rejet d'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 472-1 et L. 472-2, R. 472-1 et R. 472-2 ;

VU la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 44 ;

VU le schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine arrêté le 27 avril 2010 ;

VU le dossier déclaré complet le 28/02/2013 présenté par Madame QUENCEZ Barbara domiciliée 5, rue de la plaine 54960 MERCY LE BAS en vue d'obtenir l'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, destinée à exercer des mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle dans le ressort du tribunal d'instance de Brieux ;

VU l'arrêté N°DDCS/SI/2013-09 du 18 avril 2013 fixant la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs ;

VU l'avis favorable en date du 10 juin 2013 du Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nancy ;

CONSIDERANT que Madame QUENCEZ Barbara satisfait aux conditions de moralité, d'âge, de formation et d'expérience professionnelle prévues par les articles L.471-4 et D. 471-3 du code de l'action sociale et des familles ;

CONSIDERANT que Madame QUENCEZ Barbara justifie d'une assurance en responsabilité civile dont les garanties sont susceptibles de couvrir les dommages que pourraient subir les personnes protégées du fait de son activité.

CONSIDERANT toutefois que l'activité d'un mandataire judiciaire à la protection des majeurs exerçant à titre privé est susceptible d'entraîner pour le budget de l'Etat et celui des autres financeurs des charges incompatibles avec les dotations et compte tenu des enveloppes de crédits définies à l'article 314-4 du code de l'action sociale et des familles.

CONSIDERANT les dispositions de la circulaire DGCS/2A/2013/179 du 30 avril 2013 relative au financement 2013 des services et celles du rapport d'orientation budgétaire du 17 juin 2013 ne prévoyant pas le financement de la rémunération des mandataires privés.

SUR PROPOSITION de la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale

**ARRETE**

**Article 1er :** la demande d'agrément présentée par Madame QUENCEZ Barbara domiciliée 5, rue de la Plaine 54960 MERCY LE BAS pour l'exercice à titre individuel en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs de mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle ou de la tutelle, dans le ressort du tribunal d'instance de BRIEUX est rejetée.

**Article 3 :** Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le préfet de Meurthe et Moselle, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 5 Place Carrière – CO 38 - 54036 NANCY CEDEX.

**Article 4 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe Moselle et la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy le 28 juin 2013

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

---

**Arrêté N° DDCS/SI/2013-35 du 28 juin 2013 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 472-1 et L. 472-2, R. 472-1 et R. 472-2 ;

VU la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 44 ;

VU le schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine arrêté le 27 avril 2010 ;

VU le dossier déclaré complet le 24/01/2013 présenté par Monsieur VANCON Stéphane domicilié 15, rue de Lorraine 54000 NANCY (adresse professionnelle : BP 73484 54015 NANCY CEDEX) en vue d'obtenir l'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, destinée à exercer des mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle dans le ressort des tribunaux d'instance de Nancy et Lunéville ;

VU l'arrêté N°DDCS/SI/2013-09 du 18 avril 2013 fixant la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs ;

VU l'avis favorable en date du 15 mai 2013 du Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nancy ;

CONSIDERANT que Monsieur VANCON Stéphane satisfait aux conditions de moralité, d'âge, de formation et d'expérience professionnelle prévues par les articles L.471-4 et D. 471-3 du code de l'action sociale et des familles ;

CONSIDERANT que Monsieur VANCON Stéphane justifie d'une assurance en responsabilité civile dont les garanties sont susceptibles de couvrir les dommages que pourraient subir les personnes protégées du fait de son activité.

CONSIDERANT que l'agrément s'inscrit dans les objectifs et répond aux besoins du schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine ;

SUR PROPOSITION de la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale

**ARRETE**

**Article 1er :** L'agrément mentionné à l'article L 472-1 du code de l'action sociale et des familles est accordé à Monsieur VANCON Stéphane domicilié 15, rue de Lorraine 54000 NANCY pour l'exercice à titre individuel en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs de mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle ou de la tutelle, dans le ressort des tribunaux d'instance de Nancy et Lunéville.

L'agrément vaut inscription sur la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs pour le ressort des tribunaux d'instance susmentionnés.

**Article 2 :** Tout changement concernant la nature et la consistance des garanties prévues par l'assurance en responsabilité civile, tout changement de catégorie de mesures de protection exercées ainsi que toute évolution du nombre de personnes qui exercent auprès du

mandataire judiciaire à la protection des majeurs les fonctions de secrétaire spécialisé donnent lieu à un nouvel agrément dans les conditions prévues aux articles R. 471-1 et R. 472-2 du code de l'action sociale et des familles.

**Article 3 :** Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le préfet de Meurthe et Moselle, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 5 Place Carrière – CO 38 - 54036 NANCY CEDEX.

**Article 4 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe Moselle et la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy le 28 juin 2013

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

---

**Arrêté N° DDCS/SI/2013-36 du 28 juin 2013 portant rejet d'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 472-1 et L. 472-2, R. 472-1 et R. 472-2 ;

VU la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 44 ;

VU le schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine arrêté le 27 avril 2010 ;

VU le dossier déclaré complet le 19/04/2013 présenté par Madame GUEGAN Sophie domiciliée 27, rue des Pommiers 55200 EUVILLE en vue d'obtenir l'agrément pour l'exercice à titre individuel de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, destinée à exercer des mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle dans le ressort du tribunal d'instance de Nancy.

VU l'arrêté N°DDCS/SI/2013-09 du 18 avril 2013 fixant la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs ;

VU l'avis favorable en date du 16 mai 2013 du Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nancy ;

CONSIDERANT que Madame GUEGAN Sophie satisfait aux conditions de moralité, d'âge, de formation et d'expérience professionnelle prévues par les articles L.471-4 et D. 471-3 du code de l'action sociale et des familles ;

CONSIDERANT que Madame GUEGAN Sophie justifie d'une assurance en responsabilité civile dont les garanties sont susceptibles de couvrir les dommages que pourraient subir les personnes protégées du fait de son activité.

CONSIDERANT toutefois que l'activité d'un mandataire judiciaire à la protection des majeurs exerçant à titre privé est susceptible d'entraîner pour le budget de l'Etat et celui des autres financeurs des charges incompatibles avec les dotations et compte tenu des enveloppes de crédits définies à l'article 314-4 du code de l'action sociale et des familles.

CONSIDERANT les dispositions de la circulaire DGCS/2A/2013/179 du 30 avril 2013 relative au financement 2013 des services et celles du rapport d'orientation budgétaire du 17 juin 2013 ne prévoyant pas le financement de la rémunération des mandataires privés.

SUR PROPOSITION de la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale

**ARRETE**

**Article 1er :** la demande d'agrément présentée par Madame GUEGAN Sophie domiciliée 27, rue des Pommiers 55200 EUVILLE pour l'exercice à titre individuel en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs de mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle ou de la tutelle, dans le ressort du tribunal d'instance de NANCY est rejetée.

**Article 3 :** Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le préfet de Meurthe et Moselle, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 5 Place Carrière – CO 38 - 54036 NANCY CEDEX.

**Article 4 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe Moselle et la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy le 28 juin 2013

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

---

**Arrêté N° DDCS/SI/2013-34 du 28 juin 2013 portant rejet d'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 472-1 et L. 472-2, R. 472-1 et R. 472-2 ;

VU la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 44 ;

VU le schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine arrêté le 27 avril 2010 ;

VU le dossier déclaré complet le 27/02/2013 présenté par Madame NYS-DAYMARD Véronique domiciliée 228, rue de Landstuhl 54700 PONT A MOUSSON (adresse professionnelle : BP 20002 54702 PONT A MOUSSON) en vue d'obtenir l'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, destinée à exercer des mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle dans le ressort des tribunaux d'instance de Nancy et Briey.

VU l'arrêté N°DDCS/SI/2013-09 du 18 avril 2013 fixant la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs ;

VU l'avis favorable en date du 15 mai 2013 du Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nancy ;

CONSIDERANT que Madame NYS-DAYMARD Véronique satisfait aux conditions de moralité, d'âge, de formation et d'expérience professionnelle prévues par les articles L.471-4 et D. 471-3 du code de l'action sociale et des familles ;

CONSIDERANT que Madame NYS-DAYMARD Véronique justifie d'une assurance en responsabilité civile dont les garanties sont susceptibles de couvrir les dommages que pourraient subir les personnes protégées du fait de son activité.

CONSIDERANT toutefois que l'activité d'un mandataire judiciaire à la protection des majeurs exerçant à titre privé est susceptible d'entraîner pour le budget de l'Etat et celui des autres financeurs des charges incompatibles avec les dotations et compte tenu des enveloppes de crédits définies à l'article 314-4 du code de l'action sociale et des familles.

CONSIDERANT les dispositions de la circulaire DGCS/2A/2013/179 du 30 avril 2013 relative au financement 2013 des services et celles du rapport d'orientation budgétaire du 17 juin 2013 ne prévoyant pas le financement de la rémunération des mandataires privés.

SUR PROPOSITION de la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale

**ARRETE**

**Article 1er :** la demande d'agrément présentée par Madame NYS-DAYMARD Véronique domiciliée 228, rue de Landstuhl 54700 PONT A MOUSSON pour l'exercice à titre individuel en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs de mesures de protection des

majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle ou de la tutelle, dans le ressort des tribunaux d'instance de NANCY et BRIEY est rejetée.

**Article 3 :** Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le préfet de Meurthe et Moselle, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 5 Place Carrière – CO 38 - 54036 NANCY CEDEX.

**Article 4 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe Moselle et la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy le 28 juin 2013

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

# **Arrêté N° DDCS/SI/2013-38 du 28 juin 2013 fixant la liste des mandataires judiciaires à la Protection des Majeurs du département de Meurthe-et-Moselle**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 471-2 et L. 474-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment ses articles 44 et 45 ;

VU la loi n° 2009-526 du 12 mai 2009 de simplification et de clarification du droit et d'allégement des procédures et notamment son article 116, § IV modifiant la loi 2007-308 du 5 mars 2007 ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2013-09 du 18 avril 2013 fixant la liste provisoire des mandataires judiciaires (MJPM) du département de Meurthe et Moselle ;

VU les autorisations d'ouverture de services accordées aux associations tutélaires (UDAF, AEIM et UTML) en date du 27 octobre 2010 ;

VU l'autorisation de création d'un service de préposés d'établissement Mandataires

Judiciaire à la protection des majeurs par le Centre Psychothérapiques de NANCY

SUR PROPOSITION de la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale

## **ARRETE**

**Article 1er :** L'arrêté susvisé du 18 avril 2013 fixant la liste provisoire des Mandataires Judiciaires à la Protection de Majeurs du département de Meurthe et Moselle est abrogé.

**Article 2 :** La liste des personnes et services habilités à être désignés au titre de l'article L. 471-2 du code de l'action sociale et des familles en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs par les juges des tutelles pour exercer des mesures de protection des majeurs au titre de la tutelle, de la curatelle ou du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice est ainsi fixée :

1° Tribunal d'instance de NANCY

1) Personnes morales gestionnaires de services :

- Service MJPM de l'Union Départementale des Associations Familiales de Meurthe-et-Moselle (UDAF 54), service et siège domiciliés 11 rue Albert Lebrun 54000 NANCY

- Service MJPM de L'Association Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux de Meurthe-et-Moselle (AEIM 54), service domicilié 4 allée de l'Alzette 54500 VANDOEUVRE LES NANCY (siège : 6 allée de Saint Cloud 54600 VILLERS LES NANCY)

- Service MJPM de l'Union Territoriale Mutualiste Lorraine (UTML – ex UDM), service domicilié 51 rue Emile Bertin 54000 NANCY (siège : 7 rue Lyautey BP 327 54000 NANCY)

2) Personnes physiques exerçant à titre individuel :

M. BERNIER Henry	26 rue Lamartine BP 20112 54304 LUNEVILLE CEDEX
Mme BLAISON épouse GRILL Patricia	Bâtiment B 35 <sup>e</sup> impasse de la Brasserie 54700 PONT A MOUSSON
Mme BONS Colette divorcée COULOMBET	470, avenue André Malraux BP 80019 54600 VILLERS LES NANCY
Mme BROCARD épouse PERI Agnès	42, rue Saint Antoine 54136 BOUXIERES AUX DAMES
Mme CASTILLO épouse POCHARD Georgette	27, rue Jean Mermoz 54700 JEZAINVILLE
Mme CHEVALIER épouse ROCHÉ Vinciane	25, rue du Haut du Champ 54330 VITREY
Mme CLAUS MICHON Nadine	BP 62118 54021 NANCY CEDEX
Mme COLIN épouse MARCHAL Anne	BP 80016 54711 LUDRES CEDE
M. DELIEGE Fabrice	26 rue Lamartine BP 20112 54304 LUNEVILLE CEDEX
M. DIVOUX Rémi	BP 30026 54202 TOUL
Mme FORFERT épouse HAZOTTE Lise	BP 40021 54271 ESSEY LES NANCY CEDEX
Mme GERARD épouse SESMAT Caroline	BP 40162 54706 PONT A MOUSSON
Mme HANNEQUIN épouse COLSON Hélène	BP 63010 SEICHAMPS 54272 ESSEY LES NANCY
Mme LEMARQUIS divorcée BUGNOT Brigitte	BP 60063 54303 LUNEVILLE CEDEX
Mme MANDUAKILA épouse SOLA Elise	BP 50088 54601 VILLERS LES NANCY
Mme MORLOT Catherine	BP 61094 54523 LAXOU CEDEX
Mme PANTALACCI épouse MAYEUR Danielle	160, rue de l'Améthyste 54320 MAXEVILLE
Mme PETRY Patricia	470, avenue André Malraux BP 80019 54600 VILLERS LES NANCY
M. PIGEON Pierre	BP 40545 54008 NANCY CEDEX
Mme RACIBOR épouse COFFION Marie-Claire	42, rue Alexandre III 54170 COLOMBEY LES BELLES
Mme ROBAINE Marina	107, rue Jules Ferry BP 4 54230 NEUVES MAISONS
M. TRAINA Antoine	26 rue Lamartine BP 20112 54304 LUNEVILLE CEDEX
Mme URIOT épouse DE SOUSA Brigitte	BP 20037 54170 LUDRES
M. VANCON Stéphane	BP 73484 54015 NANCY CEDEX

## 3) Personnes physiques et services préposés d'établissement :

Mme URIOT épouse DE SOUSA Brigitte M. GUALTIEROTTI Pierre	CHU NANCY 29 avenue de Lattre de Tassigny CO N°34 54035 NANCY CEDEX pour : Hôpital Saint Julien 1, rue Foller NANCY et Hôpital Stanislas NANCY
Mme DONNOT épouse GIRARD Agnès	EHPAD « Les Hêtres » 1, rue Louis Pasteur 54760 FAULX
Mme MAIRE Marielle	Centre hospitalier intercommunal de POMPEY / LAY ST CHRISTOPHE pour : Les maisons de retraite de la Salle et de l'avant-garde et la structure Notre Chaumière de POMPEY et La maison de retraite Beaudinet de Courcelles de LAY ST CHRISTOPHE
Mme BRULLIARD Véronique	CAPS - Carrefour d'Accompagnement Public Social 4, rue Léon Parisot 54110 ROSIERES AUX SALINES et pour les établissements et services suivants : FAS Rosières aux Salines MAS (EPCPH) Rosières aux Salines SAT avec ou sans SA des secteurs de Blainville, Dombasle, Rosières aux salines, St Nicolas de Port, Varangéville FH et FAS d'Angomont FAS Badonviller, FAS EPC Blâmont, FAS EPC Cirey, FAS Lunéville et FAS accueil de jour Lunéville, SA Badonviller et Lunéville <b>Et par convention</b> Centre Hospitalier de Lunéville comprenant la maison de retraite Saint Charles et l'unité de soins longue durée 53 rue de Villers 54300 LUNEVILLE et la maison de retraite Stanislas 2 rue Level 54300 LUNEVILLE
Mme RUSE épouse CHACHAY Emmanuella	
Mme FRICADEL Amélia	FAS CAPS Thiaucourt, FAS EPC Thiaucourt, Mont-Bonvillers, FH/SAT Dombasle et Rosières aux Salines FAS de jour et FI d'Essey les Nancy SAT avec ou sans SA du secteur de Nancy et Environs
Mme MEUNIER Virginie	FAS/FH Rosières aux Salines et Dombasle Familles d'accueil
Mme REGNIER épouse VILLA REGNIER Claudine	Centre Jacques Parisot 54550 BAINVILLE-SUR-MADON
Mme STRUB épouse BRENOT Nelly	Maison de retraite « Saint François d'Assise » 44 rue du Cardinal Mathieu 54701 PONT A MOUSSON <b>Et par convention :</b> Maison de retraite « Sainte Sophie » 54470 THIAUCOURT
Mme MICHEL épouse LAURENT Isabelle	Maison de retraite 1, ruelle au Jard 54830 GERBEVILLER <b>Et par convention</b> maison de retraite EHPAD « vivre » rue du Pâquis des toiles 54110 ROSIERES AUX SALINES
Service de préposés d'établissement	Centre Psychothérapique de NANCY BP 11010 54521 LAXOU CEDEX <b>Et par convention</b> Centre Hospitalier 3, rue du Jeu de Paume 54210 SAINT NICOLAS DE PORT Centre Hospitalier 1, cours Raymond Poincaré 54201 TOUL

## 2° Tribunal d'instance de LUNEVILLE

## 1) Personnes morales gestionnaires de services :

Service MJPM de l'Union Départementale des Associations Familiales de Meurthe-et-Moselle (UDAF 54), service et siège domiciliés 11 rue Albert Lebrun 54000 NANCY

Service MJPM de L'Association Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux de Meurthe-et-Moselle (AEIM 54), service domicilié 4 allée de l'Alzette 54500 VANDOEUVRE LES NANCY (siège : 6 allée de Saint Cloud 54600 VILLERS LES NANCY)

Service MJPM de l'Union Territoriale Mutualiste Lorraine (UTML – ex UDM), service domicilié 51 rue Emile Bertin 54000 NANCY (siège : 7 rue Lyautey BP 327 54000 NANCY)

## 2) Personnes physiques exerçant à titre individuel :

M. BERNIER Henry	26 rue Lamartine BP 20112 54304 LUNEVILLE CEDEX
Mme BONS Colette divorcée COULOMBET	470, avenue André Malraux BP 80019 54600 VILLERS LES NANCY
Mme CLAUS MICHON Nadine	BP 62118 54021 NANCY CEDEX
M. DELIEGE Fabrice	26 rue Lamartine BP 20112 54304 LUNEVILLE CEDEX
M. DIVOUX Rémi	BP 30026 54202 TOUL
Mme FORFERT épouse HAZOTTE Lise	BP 40021 54271 ESSEY LES NANCY CEDEX

Mme GERARD épouse SESMAT Caroline	BP 40162 54706 PONT A MOUSSON
Mme HANNEQUIN épouse COLSON Hélène	BP 63010 SEICHAMPS 54272 ESSEY LES NANCY
Mme LEMARQUIS divorcée BUGNOT Brigitte	BP 60063 54303 LUNEVILLE CEDEX
Mme MORLOT Catherine	BP 61094 54523 LAXOU CEDEX
Mme PETRY Patricia	470, avenue André Malraux BP 80019 54600 VILLERS LES NANCY
M. PIGEON Pierre	BP 40545 54008 NANCY CEDEX
Mme RACIBOR épouse COFFION	42 rue Alexandre III 54170 COLOMBEY LES BELLES
Mme ROBAINE Marina	107, rue Jules Ferry BP 4 54230 NEUVES MAISONS
M. TRAINA Antoine	26 rue Lamartine BP 20112 54304 LUNEVILLE CEDEX
Mme URIOT épouse DE SOUSA Brigitte	BP 20037 54170 LUDRES
M. VANCON Stéphane	BP 73484 54015 NANCY CEDEX

## 3) Personnes physiques et services préposés d'établissement :

Mme RUSE épouse CHACHAY Emmanuella	CAPS - Carrefour d'Accompagnement Public Social 4, rue Léon Parisot 54110 ROSIERES AUX SALINES et pour les établissements et services suivants : FAS Badonviller, FAS EPC Blâmont, FAS EPC Cirey, FAS Lunéville et FAS accueil de jour Lunéville, SA Badonviller et Lunéville <b>Et par convention</b> Centre Hospitalier de Lunéville comprenant la maison de retraite Saint Charles et l'unité de soins longue durée 53 rue de Villers 54300 LUNEVILLE et la maison de retraite Stanislas 2 rue Level 54300 LUNEVILLE
Mme ANTOINE épouse SEIGNE Marie-Pierre	Hôpital 3H Santé 62 rue Raymond Poincaré 54480 CIREY SUR VEZOUZE et pour les établissements de Hôpital 3H Santé 17, rue Voise 54450 BLAMONT Maison de retraite (hôpital 3h santé) 6, rue Chanzy 54540 BADONVILLER
Mme MICHEL épouse LAURENT Isabelle	Maison de retraite 1, ruelle au Jard 54830 GERBEVILLER <b>Et par convention</b> maison de retraite EHPAD « vivre » rue du Pâquis des toiles 54110 ROSIERES AUX SALINES
Service de préposés d'établissement	Centre Psychothérapique de NANCY BP 11010 54521 LAXOU CEDEX <b>Et par convention</b> Centre Hospitalier 3, rue du Jeu de Paume 54210 SAINT NICOLAS DE PORT

## 3° Tribunal d'instance de BRIEY

## 1) Personnes morales gestionnaires de services :

Service MJPM de l'Union Départementale des Associations Familiales de Meurthe-et-Moselle (UDAF 54), service et siège domiciliés 11 rue Albert Lebrun 54000 NANCY

Service MJPM de L'Association Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux de Meurthe-et-Moselle (AEIM 54), service domicilié 4 allée de l'Alzette 54500 VANDOEUVRE LES NANCY (siège : 6 allée de Saint Cloud 54600 VILLERS LES NANCY)

Service MJPM de l'Union Territoriale Mutualiste Lorraine (UTML – ex UDM), service domicilié 51 rue Emile Bertin 54000 NANCY (siège : 7 rue Lyautey BP 327 54000 NANCY)

## 2) Personnes physiques exerçant à titre individuel :

M. BALTZ Livier	BP 23 54801 LABRY
Mme CLAUS MICHON Nadine	BP 62118 54021 NANCY CEDEX
Mme GERARD épouse SESMAT Caroline	BP 40162 54706 PONT A MOUSSON

## 3) Personnes physiques et services préposés d'établissement :

Mme BRULLIARD Véronique	CAPS - Carrefour d'Accompagnement Public Social 4, rue Léon Parisot 54110 ROSIERES AUX SALINES et pour les établissements et services suivants : FAS Rosières aux Salines MAS (EPCPH) Rosières aux Salines SAT avec ou sans SA des secteurs de Blainville, Dombasle, Rosières aux salines, St Nicolas de Port, Varangéville FH et FAS d'Angomont
Mme RUSE épouse CHACHAY Emmanuella	FAS Badonviller, FAS EPC Blâmont, FAS EPC Cirey, FAS Lunéville et FAS accueil de jour Lunéville, SA Badonviller et Lunéville <b>Et par convention</b> Centre Hospitalier de Lunéville comprenant la maison de retraite Saint Charles et l'unité de soins longue durée 53 rue de Villers 54300 LUNEVILLE et la maison de retraite Stanislas 2 rue Level 54300

Mme FRICADEL Amélia	LUNEVILLE FAS CAPS Thiaucourt, FAS EPC Thiaucourt, Mont-Bonvillers, FH/SAT Dombasle et Rosières aux Salines FAS de jour et FI d'Essey les Nancy SAT avec ou sans SA du secteur de Nancy et Environs
Mme MEUNIER Virginie	FAS/FH Rosières aux Salines et Dombasle Familles d'accueil
Mme VOLCKAERT	<b>Par convention</b> avec le CHR Metz Thionville Centre Hospitalier Maillot 31 ave Albert de Brier BP 70099 54151 BRIEY
Mme DI LIBERTO Barbara	Centre hospitalier ALPHA SANTE 4, rue Alfred Labbé 54350 MONT SAINT MARTIN et pour la Maison de retraite Pasteur à VILLERUPT la Maison de retraite Les Peupliers à VILLERUPT la Maison de retraite La résidence à MONT ST MARTIN
Service de préposés d'établissement	Centre Psychothérapique de NANCY BP 11010 54521 LAXOU CEDEX <b>Et par convention</b> Centre Hospitalier 3, rue du Jeu de Paume 54210 SAINT NICOLAS DE PORT

**Article 3 :** La liste des personnes et services habilités à être désignés au titre de l'article L. 471-2 du code de l'action sociale et des familles en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs par les juges des tutelles pour exercer des mesures de protection des majeurs au titre de la tutelle aux prestations sociales versées aux adultes ou de la mesure d'accompagnement judiciaire est ainsi fixée :

1) En qualité de services :

Service MJPM de l'Union Départementale des Associations Familiales de Meurthe-et-Moselle (UDAF 54), service et siège domiciliés 11 rue Albert Lebrun 54000 NANCY

2) Personnes physiques exerçant à titre individuel :

Néant

3) Personnes physiques et services préposés d'établissement :

Néant

**Article 4 :** La liste des personnes et services habilités à être désignés au titre de l'article L. 474-1 du code de l'action sociale et des familles en qualité de délégués aux prestations familiales par les juges pour exercer des mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget familial, est ainsi fixée :

1) En qualité de services :

Service délégués aux prestations familiales de l'Union Départementale des Associations Familiales de Meurthe-et-Moselle (UDAF 54), service et siège domiciliés 11 rue Albert Lebrun 54000 NANCY

2) Personnes physiques exerçant à titre individuel :

- Mme ROBAIN Marina BP 4 54230 NEUVES MAISONS

**Article 5 :** Une ampliation du présent arrêté sera notifiée :

- aux intéressés ;

- aux procureurs de la République près le tribunal de grande instance de Nancy et Briey ;

- aux juges des tutelles des tribunaux d'instance de Nancy, Lunéville et Briey ;

- aux juges des enfants des tribunaux de grande instance de Nancy et Briey ;

**Article 6 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de Monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle, soit hiérarchique auprès du Ministère des affaires sociales et de la santé, dans les deux mois suivant la notification.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Nancy, 5 place Carrière CO 38 54038 NANCY CEDEX, également dans un délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

**Article 7 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

**Article 8 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et la directrice départementale de la cohésion sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 28 juin 2013

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

#### **Arrêté N° DDCS/SI/2013-08 du 1er juillet 2013 portant retrait d'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 472-1 et L. 472-2, R. 472-1 et R. 472-2 ;

VU la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 44 ;

VU le décret n°2008-1553 du 31 décembre 2008 relatif à l'exercice à titre individuel de l'activité de MJPM article R. 472-7 ;

VU le schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine arrêté le 27 avril 2010 ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2011-59 du 10 mars 2011 portant agrément de Madame REGNIER épouse VILLA REGNIER Claudine pour l'exercice à titre individuel de l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs ;

VU l'arrêté N°DDCS/SI/2012-01 du 17 Février 2012 fixant la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs ;

CONSIDERANT que Madame REGNIER épouse VILLA-REGNIER Claudine par courrier du 1er mars 2013 informe de sa décision de cesser son activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs pour un exercice à titre individuel à compter du 30 juin 2013 ;

SUR PROPOSITION de la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale

#### **ARRETE**

**Article 1er :** L'agrément mentionné à l'article L 472-1 du code de l'action sociale et des familles est retiré à Madame REGNIER épouse VILLA REGNIER domiciliée 14, rue de Clauselle 54990 XEUILLEY pour l'exercice à titre individuel en qualité de mandataire judiciaire à la protection

des majeurs de mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle ou de la tutelle, dans le ressort du tribunal d'instance de Nancy.

Ce retrait vaut radiation de la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs pour le ressort du tribunal d'instance susmentionné.

**Article 2 :** Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le préfet de Meurthe et Moselle, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 5 Place Carrière – CO 38 - 54036 NANCY CEDEX.

**Article 3 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle et la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy le 1er juillet 2013

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

---

**Arrêté N° DDCS/SI/2013-37 du 1er juillet 2013 portant rejet d'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 472-1 et L. 472-2, R. 472-1 et R. 472-2 ;

VU la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 44 ;

VU le schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine arrêté le 27 avril 2010 ;

VU le dossier déclaré complet le 19/04/2013 présenté par Monsieur BOILDIEU Ludovic domicilié 20, chemin Pernot 88000 EPINAL en vue d'obtenir l'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, destinée à exercer des mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle dans le ressort des tribunaux d'instance de Nancy et Lunéville ;

VU l'arrêté N°DDCS/SI/2013-09 du 18 avril 2013 fixant la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs ;

VU l'avis défavorable en date du 21 mai 2013 de la Direction départementale de la Cohésion Sociale ;

VU l'avis favorable en date du 15 mai 2013 du Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nancy ;

CONSIDERANT que M. BOILDIEU Ludovic est domicilié 20, chemin Pernot 88000 EPINAL. Qu'il est agréé pour l'exercice de l'activité de MJPM à titre individuel dans le département des Vosges depuis le 17/01/2012 sur les tribunaux d'instance d'EPINAL et de ST DIE et qu'il a déposé une demande d'agrément dans le département de la Haute-Saône pour le TI de LURE.

CONSIDERANT qu'en plus des principes de nécessité, de subsidiarité et de proportionnalité, la loi du 5 mars 2007 a étendu la prise en charge des majeurs vulnérable à la protection de leur personne. Que pour un renforcement des droits à l'information, une prise en considération de la volonté du majeur protégé et un accompagnement vers une autonomie, le MJPM désigné doit pouvoir répondre rapidement aux demandes des majeurs protégés qui lui sont confiés.

CONSIDERANT que M. BOILDIEU Ludovic souhaite offrir une relation de proximité avec comme moteur le bien être de la personne protégée tout en veillant au respect du cadre juridique défini par le magistrat.

CONSIDERANT qu'aucune garantie n'est donnée compte tenu des agréments obtenus quant à la disponibilité de M. BOILDIEU Ludovic de couvrir le territoire du NANCY et de LUNEVILLE en plus de celui d'EPINAL et ST DIE.

SUR PROPOSITION de la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale

**ARRETE**

**Article 1er :** la demande d'agrément présentée par Monsieur BOILDIEU Ludovic domicilié 20, chemin Pernot 88000 EPINAL pour l'exercice à titre individuel en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs de mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle ou de la tutelle, dans le ressort des tribunaux d'instance de Nancy et Lunéville est rejetée.

**Article 2 :** Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le préfet de Meurthe et Moselle, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 5 Place Carrière – CO 38 - 54036 NANCY CEDEX.

**Article 3 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe Moselle et la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy le 1er juillet 2013

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

---

**AUTRES SERVICES**

**MISSION NATIONALE DE CONTROLE ET D'AUDIT DES ORGANISMES,  
DE SECURITE SOCIALE**

**ANTENNE DE NANCY**

**Arrêté S.G.A.R. n° 2012 - 207 en date du 2 juillet 2013 modificatif n° 1 à l'arrêté portant nomination des membres du conseil de la de l'Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurance Maladie (UGECAM) du Nord-Est**

Le Préfet de la Région Lorraine, Préfet de la Zone de Défense Est et de Sécurité-Est,

VU le code de la sécurité sociale et notamment les articles L.216-1 et L.216-3 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté SGAR n° 2010-44 en date du 12 février 2010 portant nomination des membres du conseil de l'Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurance Maladie du Nord-Est ;

VU les désignations formulées par les organisations habilitées ;

SUR proposition du Chef de l'antenne interrégionale de Nancy de la Mission Nationale de Contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er :** L'arrêté S.G.A.R. n° 2010-44 du 12 février 2010 portant nomination des membres du conseil de l'Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurance Maladie du Nord-Est est modifié comme suit :

En tant que représentants des employeurs sur désignation de :

La Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises :

- Est nommé : suppléante - Madame WENGER Anny

- En remplacement de : Monsieur ANTOINE Jean-Luc.

**Article 2 :** La Secrétaire Générale pour les Affaires régionales de Lorraine, le Préfet de la Région Champagne-Ardenne, les préfets des départements des Ardennes, de l'Aube, de la Marne, de la Haute-Marne, de la Meurthe-et-Moselle, de la Moselle, de la Meuse et des Vosges et le Chef de l'antenne de Nancy de la Mission nationale de contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au bulletin officiel de la région Lorraine, ainsi qu'au recueil des actes administratifs la préfecture des départements concernés.

Metz, le 2 juillet 2013

Le Préfet de la Région Lorraine,  
Pour le Préfet de la Région Lorraine,  
La Secrétaire Générale pour les Affaires Régionales,  
Chantal CASTELNOT

---

## L'AUTRE CANAL

**Décision n° 67 – 2013 du 3 juillet 2013 - Attribution du Marché à Procédure Adaptée pour la Prestation Graphiste « Création et mise en page des supports d'information et de communication de L'Autre Canal »**

Décision prise en application du paragraphe 2-4-3-b, alinéa 5 des statuts de l'EPCC L'Autre Canal validés par la délibération n°003-2006, et de la délibération n°017-2006 toutes deux validées au Conseil d'Administration du 19 décembre 2006.

Exposé des motifs :

Une consultation a été lancée le 14 mai 2013 en vue de la passation d'un marché à procédure adaptée pour la Prestation Graphiste « Création et mise en page des supports d'information et de communication de L'Autre Canal », en application de l'article 28 du code des marchés publics.

### DECISION

En vertu de l'analyse des offres basée sur les critères de jugement énoncés dans le cahier des charges de la consultation, l'offre de l'Agence SYNCHRO, située ZA - 1, Rue des Bruyères,- 57890 Porcellette, est retenue, pour un montant maximum de quarante cinq mille euros HT (45 000 €) annuel.

Le présent marché est conclu pour une durée de 12 mois (douze mois) à compter de la date d'envoi de la notification, et prendra la forme de bons de commande. Il pourra être renouvelé une fois. Sa durée totale ne pourra pas excéder 24 mois (vingt quatre mois).

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations de L'Autre Canal et un extrait en sera affiché à l'entrée des bureaux de L'Autre Canal. Elle peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Nancy, le 3 juillet 2013

Henri DIDONNA  
Directeur

---

## CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

### Délégation de signature du 3 juillet 2013

Monsieur Bernard DUPONT, directeur général du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,

VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,

VU le décret du 18 février 2013 le nommant directeur général du CHU de Nancy,

**Article 1er :** En matière de gestion du personnel, donne délégation à Madame Eliane TOUSSAINT, titulaire de la délégation générale de signature, pour la signature des mémoires en justice ainsi que pour les décisions administratives suivantes :

- fixation des tableaux d'avancement de grade et des listes d'aptitude,

- confirmation ou infirmation d'une notation dans le cadre de la procédure de révision de note,

sanction disciplinaire,

concernant l'ensemble des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière.

**Article 2 :** En matière de gestion du personnel et de la formation, en dehors des décisions administratives sus énoncées et celles visées aux articles 4 et 5, donne délégation à Madame Diane PETTER, directrice des ressources humaines, à Monsieur Philippe BOUC, directeur adjoint des ressources humaines et à Monsieur Alexis THOMAS, directeur adjoint des ressources humaines pour signer en ses nom et place, les pièces administratives relatives :

aux courriers, attestations, actes et décisions, à caractère général ou individuel, en matière de gestion des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière ainsi que des agents sous contrat d'apprentissage, contrat d'accompagnement dans l'emploi, contrat avenir ou contrat unique d'insertion.

**Article 3 :** En l'absence de Madame Diane PETTER, de Monsieur Philippe BOUC et de Monsieur Alexis THOMAS, la délégation visée à l'article 2 est donnée à Madame Eliane TOUSSAINT.

**Article 4 :** En matière de notation administrative (fixation de la notation chiffrée sur la feuille de notation individuelle) donne délégation :

a) pour l'ensemble des personnels de catégorie A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière qui leur sont rattachés, aux directeurs suivants :

- Madame Pascale BASTIEN-KÉRÉ

- Monsieur Philippe BOUC

- Monsieur Gérard THOMAS par intérim

- Monsieur Florent CAVELIER

- Monsieur Jacques DUDREUILH

- Monsieur Mickaël DUWOYE

- Madame Vanina DUWOYE

- Monsieur Ahmed EL-BAHRI

- Madame Maud FERRIER

- Monsieur Jérôme GOEMINNE

- Madame Clémence MAINPIN

- Madame Diane PETTER

- Monsieur Olivier de PESQUIDOUX

- Madame Aurélie PRETAT
- Madame Liliane ROUX
- Monsieur Alexis THOMAS
- Madame Julie THUILLEAUX
- Madame Françoise de TOMMASO
- Madame Laurence TOURRE
- Madame Laurence VERGER
- Madame Isabelle VIRION
- Monsieur Philippe WERNERT

b) pour l'ensemble des personnels de catégorie A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière qui leur sont rattachés, aux notateurs N1, N2 et N3 listés sur le Portail sécurisé INTRANET du CHU de Nancy/page 2 applications sécurisées/entretiens annuels. Dans ce cadre strict, une délégation de signature leur est accordée à ce titre et découle uniquement de ce dispositif.

c) à Madame Diane PETTER pour modifier toute notation chiffrée définitive qui ne serait pas conforme à la note de service annuelle de cadrage du Centre Hospitalier Universitaire.

**Article 5 :** En matière de gestion de proximité du personnel, donne délégation de signature aux bénéficiaires visés à l'article précédent pour tous les agents qui leur sont rattachés, pour les décisions administratives relevant de la gestion de proximité du personnel : tableaux de service, autorisations spéciales d'absence, congés annuels, assignations individuelles en cas de mise en œuvre du service minimum.

Délégation est également donnée, en matière d'établissement des tableaux de service, autorisations spéciales d'absence et congés annuels aux directeurs des soins et aux cadres administratifs, soignants, médico-techniques et techniques en ce qui concerne les personnels placés sous leur autorité. Un droit d'évocation et de reformation des décisions est par ailleurs accordé aux différents échelons de la hiérarchie.

**Article 6 :** En matière de gestion administrative des écoles et instituts du CHU, donne délégation de signature aux directeurs des soins et cadres supérieurs de santé chargés de la direction d'une école ou d'un institut de formation suivants :

- Monsieur Alain VIAUX pour l'Institut de Formation des Cadres de Santé
- Madame Sabine LARDIN pour l'Institut de Formation Régional des Ambulanciers
- Madame Sylvia PERRIN OZZA pour l'Institut de Formation des Aides Soignants
- Madame Véronique PIERSON pour l'Institut de Formation en Soins Infirmiers de Lionnois
- Monsieur Jean-Maurice PUGIN pour l'Institut de Formation des Manipulateurs d'Electroradiologie Médicale et pour l'école de Puériculture
- Madame Marie-Christine SCHONS pour l'école d'Infirmiers de Bloc Opératoire et Institut de formation de Soins Infirmiers de Brabois
- Monsieur Gérard THOMAS pour l'école d'Infirmiers Anesthésistes
- Madame Marie-France GAUROIS pour l'Institut de Formation d'Auxiliaires de Puériculture.

**Article 7 :** Donne délégation à Madame Gregorie RICHARD, Madame Judith VARIN, Monsieur Nicolas SAUFFROY, Monsieur Patrick ALBERT et Monsieur FOURMENTEZ Arnaud, Attachés d'Administration Hospitalière et à Madame Martine LANG, Monsieur Michaël HACQUARD et Madame Fatima HADDINE, Adjoints des cadres Hospitaliers pour signature des contrats à durée déterminée, des attestations et des courriers adressés à titre d'information ou dans le cadre d'instruction des dossiers en ce qui concerne les personnels et les matières relevant de leur compétence.

Donne délégation secondaire à Madame Gregorie RICHARD et Monsieur FOURMENTEZ Arnaud pour la signature des contrats d'engagement entre le C.H.U de Nancy et les prestataires de service intervenant dans le cadre de missions de remplacement de personnel.

Délégation est également donnée à Monsieur Patrick ALBERT et Monsieur FOURMENTEZ Arnaud, Attachés d'Administration Hospitalière, et Monsieur Michaël HACQUARD et Madame Fatima HADDINE, Adjoints des Cadres Hospitaliers, pour signature des assignations dans le cadre du service minimum en cas de grève.

**Article 8 :** En matière de délégation d'engagement et de liquidation de dépenses, donne délégation principale à Madame Diane PETTER, pour l'ensemble des comptes relevant des dépenses du personnel relevant de la Fonction Publique Hospitalière, sous Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi, ou sous contrat d'apprentissage, contrat avenir ou contrat unique d'insertion.

Une délégation secondaire est également donnée à Monsieur Philippe BOUC, Directeur adjoint et Monsieur Alexis THOMAS, Directeur adjoint ainsi qu'en l'absence de ces derniers à Madame Eliane TOUSSAINT.

La liste des comptes concernés est communiquée aux bénéficiaires de la délégation. Elle est également communiquée au Comptable du C.H.U.

**Article 9 :** La délégation octroyée est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par le Directeur des Finances,
- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

**Article 10 :** Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

**Article 11 :** Cette délégation prendra effet à sa date de publication au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 3 juillet 2013

Le Directeur général  
Bernard DUPONT

*Les bénéficiaires de la délégation de signature (engagement des dépenses) :*

- Eliane TOUSSAINT
- Diane PETTER
- Philippe BOUC
- Alexis THOMAS

## Délégation de signature du 10 juillet 2013

Monsieur Bernard DUPONT, directeur général, président du directoire du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,

VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,

VU le décret du 18 février 2013 le nommant directeur général du CHU de Nancy,

**Article 1er :** Donne délégation principale à Madame Isabelle MAY, Pharmacien-Chef, pour l'engagement et la liquidation des dépenses pour l'ensemble des comptes relevant du suivi de la pharmacie.

Une délégation secondaire est donnée à :

- Madame Emmanuelle BOSCHETTI, Pharmacien,
- Madame Nathalie COMMUN, Pharmacien,
- Monsieur André GIESENFELD, Pharmacien,
- Madame Annie PERRIN, Pharmacien,
- Madame Françoise RAFFY, Pharmacien.

La liste des comptes est communiquée aux bénéficiaires de la délégation, ainsi qu'au comptable du CHU.

**Article 2 :** Cette délégation est assortie de l'obligation pour chaque titulaire :

de respecter les procédures réglementaires,

de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la Direction des Affaires Financières,

de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

**Article 3 :** Chaque titulaire de la présente délégation a l'entière responsabilité des opérations qu'il effectue dans le cadre de sa délégation et est chargé d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

**Article 4 :** La présente délégation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 10 juillet 2013

Le Directeur général,  
Président du directoire,  
Bernard DUPONT

*Les bénéficiaires de la délégation de signature :*

Isabelle MAY

Emmanuelle BOSCHETTI

Nathalie COMMUN

André GIESENFELD

Annie PERRIN

Françoise RAFFY

---

## **AVIS ET COMMUNICATIONS**

### **SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**

#### **DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE**

##### **AVIS relatif à l'extension d'un avenant salarial à la convention collective de travail concernant les exploitations de polyculture et d'élevage du département de Meurthe-et-Moselle**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

envisage de prendre, en application des articles L. 2261-26, R. 2231-1, D. 2261-6 et D. 2261-7 du code du travail, un arrêté tendant à rendre obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de la convention collective susmentionnée, les dispositions de l'avenant à ladite convention ci-après indiqué.

**Texte dont l'extension est envisagée :**

- Avenant n° 85 du 11 janvier 2013 – Nouvelle grille de salaires concernant les exploitations de polyculture et d'élevage.

**Signataires :**

*Organisations d'employeurs :*

- La Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles de la Meurthe-et-Moselle

- Le Syndicat Professionnels des Entrepreneurs de Travaux Agricoles, d'Aménagements Ruraux et Forestiers de Lorraine ;

- La Fédération Départementale des CUMA de Meurthe-et-Moselle ;

*Organisations syndicales de salariés intéressées rattachées à la :*

- C.F.D.T.

- SNCEA C.F.E./C.G.C.

- F.O.

- C.F.T.C

*Dépôt :*

- A l'Unité Territoriale 54 de la DIRECCTE LORRAINE.

Le texte de cet avenant pourra être consulté à l'Unité Territoriale à VANDOEUVRE-LES-NANCY.

Dans un délai de quinze jours, les organisations professionnelles et toutes personnes intéressées sont priées de faire connaître leurs observations et avis au sujet de l'extension envisagée. Leurs communications devront être adressées à la préfecture du Département de Meurthe-et-Moselle.

---

##### **AVIS relatif à l'extension d'un avenant salarial à la convention collective concernant les exploitations horticoles et pépinières du département de Meurthe-et-Moselle**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

envisage de prendre, en application des articles L. 2261-26, R. 2231-1, D. 2261-6 et D. 2261-7 du code du travail, un arrêté tendant à rendre obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de la convention collective susmentionnée, les dispositions de l'avenant à ladite convention ci-après indiqué.

**Texte dont l'extension est envisagée :**

- Avenant n° 88 du 22 janvier 2013 – Revalorisation des salaires concernant les exploitations horticoles et pépinières du département de Meurthe-et-Moselle

**Signataires :**

*Organisation d'employeur :*

- Le Syndicat horticole de Meurthe-et-Moselle

*Organisations syndicales de salariés intéressées rattachées à la :*

- C.F.D.T.

- C.F.E./C.G.C.

- C.G.T./F.O.

- C.F.T.C.

*Dépôt :*

- Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle – 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY

Le texte de cet avenant pourra être consulté à l'Unité Territoriale 54 de la DIRECCTE LORRAINE.

Dans un délai de quinze jours, les organisations professionnelles et toutes personnes intéressées sont priées de faire connaître leurs observations et avis au sujet de l'extension envisagée. Leurs communications devront être adressées à la préfecture du Département de Meurthe-et-Moselle.